

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16026 - 7 F

MARDI 6 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-LUC COLOMBANI

79 pays ont remporté des médailles à Atlanta

Les sports collectifs féminins se sont imposés

LES JEUX du Centenaire se sont achevés, dimanche 4 août à Atlanta, après seize jours de compétition d'une ampleur sans précédent. Plus de 10 000 athlètes appartenant à 197 délégations se sont disputés 842 médailles dans des épreuves mises en scène, voire inscrites au programme, en fonction d'une médiatisation croissante. Avant de prononcer la clôture, Juan Antonio Samaranch, président du CIO, a réclamé une minute de silence en mémoire des victimes de l'attentat du 27 juillet.

Le triomphe des Etats-Unis, avec un total de 101 médailles, s'est accompagné d'une universalisation croissante du succès sportif, 79 pays parvenant à hisser au moins un représentant sur l'un des podiums. La France, qui obtient quinze titres olympiques, soit son plus fort nombre depuis les Jeux de 1900, termine à la cinquième place au classement des médailles. Outre les Etats-Unis, elle est devancée par la Russie, l'Allemagne et la Chine.

Les Jeux d'Atlanta

Les reportages de nos envoyés spéciaux pages 13 à 18

■ Les footballeurs nigériens donnent à l'Afrique son premier titre dans un sport collectif.
■ La délégation française a remporté 37 médailles, dont 15 en or.
■ Le Canada confirme sa domination sur le sprint masculin en enlevant le 4 x 100 mètres.

M. Clinton veut sanctionner les sociétés qui investissent en Iran et en Libye

Les Etats-Unis accusent Téhéran de soutenir le terrorisme

PRESSÉ par un camp républicain qui dénonce volontiers son manque de « leadership », le président Bill Clinton devait signer, lundi 5 août, la législation dite d'Amato prévoyant des sanctions américaines à l'encontre des sociétés étrangères investissant en Iran ou en Libye. Cette décision fait partie de la campagne que mènent les Etats-Unis pour isoler l'Iran qu'ils accusent de soutenir le terrorisme. Par voie de presse, à coup de petites déclarations ici et là, les Etats-Unis ont laissé entendre ces derniers jours que le régime de Téhéran pourrait être à l'origine de l'attentat du 25 juin contre des soldats américains en Arabie saoudite. Alors que Washington se refuse à exclure l'hypothèse d'éventuelles représailles militaires contre l'Iran, les dirigeants de Téhéran ont vivement démenti toute implication dans le terrorisme et dénoncé l'attitude de Washington.

Lire page 2



Lire page 6

La bioéthique face au devenir des embryons humains congelés

QUE FAIRE des milliers d'embryons humains conservés par congélation, dans le cadre des techniques de fécondation in vitro, et dont les couples géniteurs ne souhaitent plus disposer ? Leur destruction est interdite, estime le gouvernement. Le secrétariat d'Etat à la Santé n'entend pas rédiger un décret d'application de la loi sur la bioéthique, qui devrait définir dans quelles conditions pourraient ne plus être conservés les embryons conçus après juillet 1994. Des médecins s'inquiètent de cet attentisme au moment où la décision prise en Grande-Bretagne de détruire 3 000 embryons déclenche une vive polémique.

Un marathonien sur un filon d'or



JOSIA THUGWANE

POUR LA PREMIÈRE FOIS, un athlète noir sud-africain a remporté un titre olympique. Josia Thugwane, employé d'une mine d'or de l'Eastern Transvaal, a gagné la médaille d'or du marathon, dimanche 4 août à Atlanta, scellant la réintégration dans les Jeux du pays qui provoqua autrefois un large boycottage en raison de l'apartheid.

Kuala Lumpur monte au ciel

451,9 MÈTRES de haut. La médaille d'or du gratte-ciel le plus haut du monde est désormais entre les mains de Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, où s'achèvent les travaux des Petronas Towers, deux tours jumelles conçues par l'architecte américain Cesar Pelli, qui dépassent de plus de 8 mètres la Sears Tower de Chicago, détentrice du précédent record. Symbole de la prospérité d'un homme, d'une compagnie ou d'un pays, les plus hauts gratte-ciel se construisent désormais surtout en Asie (Chine, Hongkong, Taiwan, Thaïlande...), alors qu'en Occident la crise économique et urbaine a mis un frein à l'escalade. Plusieurs projets grandioses, notamment la Tour sans fin de Jean Nouvel prévue pour la Défense, où elle devrait s'élever à 426 mètres au-dessus du sol, restent dans les cartons.

Lire page 22

Altavoz, 3 DM; Antilles-Guyane, 5 F; Argentine, 25 ATS; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Cote d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 EKD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 360 DR; Irlande, 140 E; Italie, 2700 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DM; Norvège, 94 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 20 Kcs; Roumanie, 10 Lei; Royaume-Uni, 1 £; Suisse, 2 S; Thaïlande, 20 Baht; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (californie), 2,50 \$.

M 0147 - 806 - 7,00 F



Le Vendéen Charette honoré par les siens

SAINT-SULPICE-LE-VERDON

de notre envoyée spéciale

Sous le porche de l'église, les moineaux s'activent à débarrasser les marches des grains de riz jetés lors d'un mariage. Immatriculés dans une vingtaine de départements, les voitures envahissent peu à peu le petit village. On descend la grand-mère, on défrasse une jupe fatiguée par la route, on rajuste une cravate. Trois cents descendants du frère du célèbre François-Athanase Charette de la Contrie vont assister à une messe en souvenir de l'ancêtre qui, ici, à Saint-Sulpice-le-Verdon, non loin de La Roche-sur-Yon, le 4 août 1793, mena l'armée catholique et royale de Vendée à la défaite face aux troupes républicaines.

Vers 13 h 30, lorsqu'il arrive discrètement, décontracté, chaussures bateau et chemise ouverte, Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, n'est pas un cousin comme un autre. Il allume une cigarette, mais il n'aura pas le loisir de la déguster. « Hervé, regarde donc ma petite fille, Laure ! » Laure s'avance, tout sourire. « Mon oncle, vous achèterez bien ce cœur de Vendée, c'est 10 francs », minaude Béatrix. Hervé

achète. « Je te présente la petite-fille de... », « Je suis la fille de... », « le mari de... ». Hervé saute, sourit, écoute, questionne.

S'il s'y retrouve ? « Non, pas du tout, reconnaît-il sans façon. Mon père était issu d'une famille de quinze enfants. Huit se sont mariés, ont eu chacun entre six et douze enfants. Alors, les cousins, ça va encore, mais les neveux... Et encore, je ne parle que de la branche directe. » Pour éviter que les traces ne se perdent, son frère Benjamin Yannick, père de quatre enfants, aidé de son beau-frère Thierry d'Hueppe, père de sept enfants, a fondé le Cercle Charette. Son but : rendre possible la partie de campagne de ce dimanche 4 août, promouvoir l'histoire et la culture de la famille et favoriser la recherche généalogique.

Les petits devant, les grands derrière, le ministre au milieu : la photo-souvenir est dans la boîte. Le rassemblement suit son cours tranquille, animé par la ronde des petites filles habillées de liberty et de cols Claudine et des garçons en shorts flottants. Au cours du buffet froid, on échange des nouvelles, comme chaque fois que l'on se retrouve dans les mariages, les baptêmes,

les enterrements. Aimer la famille n'impose pas d'embrasser le royalisme de l'aïeul. La preuve en est la présence d'un ministre de la République. François-Athanase a pris le parti du roi « parce que c'était le système de l'époque », mais, assurent ses descendants, c'était sa patrie qu'il défendait d'abord, et la liberté du culte. Même Patrice de Charette, juge étiqueté « rouge » pour avoir inculpé, il y a une vingtaine d'années, un chef d'entreprise dont un ouvrier était décédé d'un accident du travail, ne se sent pas perdu dans cette réunion de famille, traditionnelle, peut-être, mais « pas conservatrice ». « Notre ancêtre s'est battu pour l'honneur, parce qu'il était fidèle à ses convictions, c'est ça qui le rend attachant », dit-il. Patrice de Charette ne sait « pas grand-chose de plus sur Hervé que quelqu'un qui lit les journaux », mais il observe : « Lui aussi, c'est un fidèle, un fidèle de Valéry Giscard d'Estaing depuis de nombreuses années, alors qu'il n'est pas un pôle du monde politique actuellement. » « C'est assez typique de la famille », sourit-il.

Aude Dassonville

Les chrétiens d'Algérie, otages et martyrs

DIEU SAIT si, pour avoir beaucoup persécuté les autres en deux mille ans d'histoire, les chrétiens ont subi aussi de lourdes périodes de persécution, et jusqu'à récemment. Avant Mgr Pierre Claverie, dont les obsèques devaient être célébrées lundi 5 août à Oran (Algérie), la liste est longue de ces évêques qui ont payé de leur vie leur action au service de leur « peuple » et de leur foi. Le martyrologe des Eglises de l'Est communiste, toutes confessions confondues, reste à dresser avec précision, mais on sait qu'il compte déjà plusieurs milliers de prêtres, religieux, évêques, emprisonnés, déportés, assassinés, victimes de la plus brutale politique antireligieuse de l'histoire.

Plus récemment, dans les années 60 et 70 en Amérique latine, d'autres prêtres et évêques ont payé le prix de leur engagement contre la pauvreté de masse, contre ce qu'ils appelaient le « désordre étatique » et l'oppression de régimes militaires, dits de sécurité nationale. Le 24 mars 1980, Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, tombait sous les balles des Escadrons de la mort, sur les marches mêmes de l'autel où il célébrait la messe. Neuf ans plus tard, six jésuites de l'Université centraméricaine, toujours au Salvador, étaient victimes des mêmes tirs.

A côté d'évêques comme hier Mgr Oscar Romero ou aujourd'hui Mgr Pierre Claverie, qui, dans des contextes politiques différents, ont

acquis, par leur martyre, une sorte de reconnaissance, combien d'autres militants plus obscurs, croyants ou non-croyants, sont tombés, en luttant aussi pour la justice dans l'impasse d'un maquis, dans le cachot d'une prison ou les nuelles d'un bidonville.

En moins de trois ans en Algérie, un évêque et dix-huit prêtres, religieux, religieux, moines ont été assassinés. S'il n'a pas l'ampleur des précédents évoqués, ce martyrologe, à sa manière, n'a pas de précédent dans l'histoire. Dans les pays communistes comme dans l'Amérique centrale et latine des années 60-70, l'Eglise était victime d'une sorte de violence officielle, institutionnalisée : dans le premier cas, par des régimes qui avaient fait

de l'athéisme une religion d'Etat; dans le deuxième, par des gouvernements militaires et des milices contre-révolutionnaires qui traquaient toute trace de subversion dans la moindre campagne d'alphabetisation ou de « conscientisation » de la population.

Rien de tel en Algérie. Les chrétiens, réduits à quelques milliers, et surtout leur clergé - quelque trois cents évêques, prêtres et religieux - sont purement et simplement pris en otage dans un pays où ils sont étrangers majoritairement (car il y a aussi des chrétiens algériens et surtout des épouses chrétiennes d'Algériens musulmans), dans une guerre civile qui n'ose pas dire son nom et qui est conduite, entre autres motifs, au nom d'une reli-

gion qui n'est pas la leur, d'un islamisme qui est la caricature de l'islam, allié donné à une protestation sociale et politique. L'entreprise meurtrière des terroristes serait-elle le fruit d'une habile programmation ? Il est significatif qu'après avoir enlevé et égorgé sept moines, symboles d'une présence chrétienne respectueuse et silencieuse en terre d'islam, ils viennent de frapper à la tête, cette fois en tuant un évêque, c'est-à-dire le symbole de l'autorité.

Ainsi prise en otage, désormais décapitée, à la merci d'un intenable conflit sans débouché politique prévisible, l'Eglise d'Algérie, vieille d'un siècle et demi - sans remonter à saint Augustin, évêque d'Hippone, et aux six cents diocèses chrétiens de l'Afrique du Nord des premiers siècles - est-elle aujourd'hui menacée de disparition. Dans un pays dont elle a servi l'effort d'éducation, partagé les luttes, et les épreuves, la logique la plus élémentaire plaiderait en faveur d'un départ forcé. Toute autre solution, entend-on dire ici et là, équivaudrait à une sorte de suicide organisé. Les réalités ajoutent que l'athéisme et la sainteté ne font pas avancer d'un pouce la solution dans un pays au bord de l'abîme.

Henri Tincq

Lire la suite et notre éditorial page 11 ainsi que nos informations page 3

« Vache folle » : le lait en question

Des scientifiques britanniques n'excluent pas que le lait puisse être un vecteur de l'agent de la maladie. p. 26

Mostar toujours divisée

Les nationalistes croates refusent toujours la réunification de la ville bosniaque. p. 4

Somalie : le fils succède au père

Le remplacement du général Aidid par son fils pourrait rallumer la guerre des clans. p. 3

Entretien avec Marcos

« La principale arme de notre armée est la parole », nous a déclaré le chef de l'Armée zapatiste de libération nationale. p. 3

Débat autour de Clovis

Pour Marceau Long, la République est suffisamment forte pour pouvoir célébrer des événements qui prêtent à contestation mais qui ont façonné l'histoire nationale. p. 10

Grogne chez les PME

Les petits industriels se plaignent de ne pas bénéficier de la même attention que les commerçants de la part du gouvernement. p. 5

La continuité chez Aerospatiale

Numéro deux du groupe aéronautique, Yves Michot sera nommé président par le prochain conseil des ministres. p. 19

International	2	Finances/banques	20
France	5	Agenda	21
Société	6	Abonnements	21
Carrel	8	Météorologie	21
Horizons	9	Mots croisés	21
Les Jeux d'Atlanta	15	Culture	22
Entreprises	19	Radio-Télévision	25

PROCHE-ORIENT Le secrétaire américain à la défense, William Perry, a averti, samedi 3 août, que les États-Unis n'hésiteraient pas à recourir à une « action déterminée »

contre l'Iran si sa responsabilité était établie dans les récents attentats antiaméricains, notamment celui qui a visé, le 25 juin, la base de Khobar en Arabie saoudite, tuant 19 soldats

américains. ● L'HEBDOMADAIRE américain *Time* indique, dans son numéro de lundi, que la CIA étudie avec soin l'hypothèse d'une « piste iranienne » pour expliquer la des-

truction, probablement criminelle, du Boeing de la TWA, le 17 juillet, au large de Long Island. ● TÉHÉRAN a catégoriquement rejeté les soupçons qui pèsent sur lui. Les diri-

geants iraniens se sont relayés, cette fin de semaine, pour affirmer que les États-Unis cherchaient un prétexte pour justifier une action militaire contre la République islamique.

Les Etats-Unis n'excluent pas une action militaire contre l'Iran

Le secrétaire à la défense, William Perry, a averti, samedi 3 août, que Washington pourrait mener une « action déterminée » contre la République islamique si sa responsabilité était établie dans le récent attentat antiaméricain de Khobar, en Arabie saoudite

WASHINGTON de notre correspondant
Quel lien existe-t-il entre l'élection présidentielle américaine et les accusations échangées entre Washington et Téhéran et, plus généralement, sur la volonté des Américains d'accroître leur présence sur l'Iran et la Libye ? La psychologie du terrorisme qui règne aux États-Unis après le récent attentat contre les soldats américains stationnés en Arabie saoudite, la bombe d'Atlanta et les présomptions concernant les causes de la destruction du Boeing de la TWA ne contribuent pas à apaiser les esprits.

L'administration américaine affirme disposer d'éléments qui accréditent l'existence d'une nouvelle menace – qualifiée d'« imminente » par William Perry, secrétaire à la défense – contre les quelque cinq mille soldats américains assurant, avec des Français et des Britanniques, la protection du royaume saoudien. La mise en état d'alerte maximale de toutes les forces américaines – Londres et Paris ont pris des mesures semblables – veillant à la stabilité de la région du Golfe, annoncée, samedi 3 août, par M. Perry, suit de peu la décision de redéployer plus de quatre mille soldats américains – actuellement basés à Dhahran et à Riyad – sur la base aérienne d'El Kharij, située au sud de la capitale saoudienne, qui est isolée et donc plus facile à défendre.

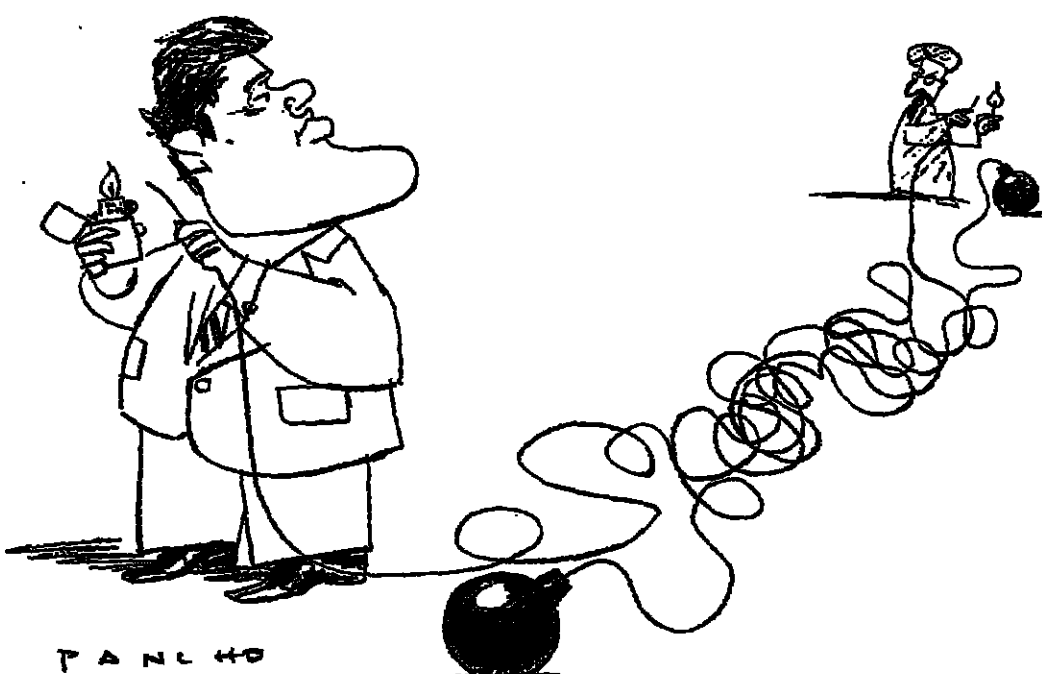
Ces mesures visent à empêcher la répétition de l'attentat perpétré, le 25 juin, sur la base aérienne de Khobar, qui avait coûté la vie à dix-neuf soldats américains. Les États-Unis « cherchent-ils un prétexte pour un affrontement avec l'Iran ? », comme l'a affirmé le ministre iranien des affaires étran-

gères, Ali Akbar Velayati, dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies ? Le régime iranien a souvent été soupçonné par de nombreux gouvernements de soutenir, voire d'encourager, des actes terroristes – ce dont il s'est toujours défendu. Le Pentagone, en tout cas, étudie la possibilité de représailles.

M. Perry, qui a récemment évoqué une telle option, « en termes généraux », avec ses homologues français et britannique, a souligné que les États-Unis n'hésiteraient pas à recourir à une « action déterminée » si la responsabilité de l'Iran se confirmait. Bien que les résultats d'une enquête américano-saoudienne sur les causes de l'attentat de Dhahran n'aient pas encore été rendus publics, le secrétaire à la défense s'est déclaré persuadé de l'existence d'une « piste internationale », ajoutant même qu'il est « possible » que l'Iran soit directement incriminé. Le propos a provoqué un certain émoi au sein de l'administration américaine, la Maison Blanche rétorquant que toute spéculation était « prématurée ».

CAMPS D'ENTRAÎNEMENT

Les enquêteurs saoudiens estiment cependant que l'explosion utilisée à Khobar provenait de la vallée de la Bekaa, dans le centre du Liban, fief du Hezbollah chiite pro-iranien. Le journal *USA Today* a d'autre part affirmé, vendredi, que les services de renseignements américains ont mis en évidence l'existence, en Iran, de onze camps d'entraînement de terroristes. Les soupçons qui pèsent sur Téhéran ont été renforcés par les informations publiées par l'hebdomadaire *Time*, qui dans son édition de lundi, indique que la CIA



étudie avec soin l'hypothèse d'une « piste iranienne » dans la destruction, probablement criminelle, du Boeing de la TWA.

Dix-neuf jours après cette catastrophe, qui a coûté la vie à deux cent trente personnes, aucune preuve décisive ne permet de conclure – du moins officiellement – à un acte terroriste. Si l'hypothèse d'un attentat est vérifiée, il est probable qu'il faudra du temps pour remonter la piste d'éventuels poseurs de bombe. Les responsables américains se souviennent que les enquêteurs avaient été servis par la chance après l'attentat commis en décembre 1988, contre un Boeing de la PanAm, au-dessus de Lockerbie, en Écosse : la preuve formelle per-

mettant de conclure à la culpabilité de deux Libyens était un fragment de transistor de la taille d'un ongle.

Or les débris du Boeing de la TWA gisent par 40 mètres de fond. Si un « acte de terrorisme d'État » était à l'origine de l'accident, les États-Unis feront « ce qui est approprié », a souligné Bill Clinton. Il est tentant d'établir un parallèle entre la menace voilée du chef de la Maison Blanche et les déclarations des responsables américains précédant le raid de l'aviation américaine contre Tripoli et Benghazi, les 14 et 15 avril 1986. Cette opération avait été menée en représailles à un attentat commis contre une discothèque de Berlin-Ouest, qui avait fait deux morts et

deux cent quatre blessés parmi les soldats américains. Washington avait pris soin de préparer longtemps à l'avance l'opinion américaine et européenne à la probabilité d'un tel raid, qui n'avait cependant pas déstabilisé le colonel Mouammar Kadhafi. Deux ans et demi plus tard avait lieu l'attentat de Lockerbie, resté jusqu'à maintenant impuni.

La perspective d'une éventuelle opération de représailles contre l'Iran ne peut être envisagée sans réserves par les responsables américains. Le différend entre les deux pays est marqué par des souvenirs cuisants pour Washington : la tentative – avortée – de libération des otages américains en Iran par un commando militaire, le 25 avril

1980, s'était soldée par un fiasco : huit soldats avaient été tués dans un accident entre deux appareils. La marine américaine, pour sa part, peut difficilement oublier que le croiseur *USS Vincennes* a abattu par erreur un Airbus d'Iran Air, le 3 juillet 1990, causant la mort des deux cent quatre-vingt-dix personnes se trouvant à bord.

Le président Clinton n'est donc pas pressé d'ordonner une expédition militaire dont les résultats sont forcément aléatoires. Mais, à trois mois de l'élection présidentielle, l'opinion américaine et les responsables républicains réclament une grande fermeté à l'égard de deux pays considérés par Washington comme les principaux soutiens du terrorisme international. C'est pour cette raison qu'en dépit de l'opposition des principales capitales européennes, l'administration a l'intention de continuer sa politique d'isolement de l'Iran et de la Libye.

M. Clinton devait signer, lundi, la loi qui porte le nom du sénateur républicain Alfonse D'Amato, dont l'objet est de pénaliser les entreprises étrangères investissant dans ces deux pays. Intervenant après la loi Helms-Burton, qui prévoit des sanctions similaires s'agissant de Cuba, cette nouvelle législation ne peut qu'ennervier les relations transatlantiques. M. Clinton dispose cependant d'un moyen pour atténuer l'impact diplomatique de sa décision : comme la loi Helms-Burton, la « loi D'Amato » laisse au chef de l'exécutif la possibilité de surseoir aux mesures prévues pendant une période de quatre-vingt-dix jours. Ce qui permettrait tout juste de passer l'échéance présidentielle.

Laurent Zecchini

Les sanctions américaines contre l'Iran et la Libye

Survenant après la loi dite Helms-Burton qui vise à sanctionner les entreprises étrangères ne se soumettant pas au renforcement de l'embargo décrété par les États-Unis à l'encontre de Cuba, la loi D'Amato que Bill Clinton devait signer lundi 5 août vise à priver d'investissements les secteurs gazier et pétrolier de ces deux pays en menaçant de sanctions les compagnies pétrolières étrangères. Une entreprise étrangère serait automatiquement passible de sanctions si elle investissait au moins 40 millions de dollars, en une année, dans le secteur des hydrocarbures de l'un des deux pays. Dans ce cas, le président des États-Unis devrait imposer contre cette société au moins deux sanctions choisies sur la liste suivante :

- interdiction totale d'exporter vers les États-Unis ;
- interdiction de l'achat à cette compagnie de tout bien ou service par le gouvernement fédéral ;
- interdiction de tout prêt de plus de 10 millions de dollars par un établissement financier américain ;
- interdiction de toute aide financière de l'EximBank (organisme public finançant les exportations américaines) ;
- interdiction de toute licence d'exportation de technologie américaine au profit de cette compagnie.

En outre, dans le cas de la Libye, ces sanctions s'appliqueraient aussi à toute entreprise étrangère qui violerait la résolution 748 du Conseil de sécurité de l'ONU établissant un embargo aérien et militaire contre Tripoli. L'embargo avait été voté le 31 mars 1992 pour contraindre le colonel Kadhafi à extraditer deux agents des services de sécurité libyens inculpés de l'attentat à la bombe qui a détruit le vol 103 de la PanAm, le 21 décembre 1988, au-dessus de Lockerbie (Écosse), faisant 270 morts.

Téhéran rejette catégoriquement les accusations de Washington

L'IRAN a vivement rejeté, samedi 3 août, les accusations de soutien au terrorisme lancées à Washington et affirmé que les États-Unis cherchaient un prétexte pour une action militaire contre lui. Dans une déclaration transmise à l'ONU, Téhéran a dénoncé « la nouvelle vague de propagande » américaine à son encontre et assuré que la République islamique « n'entraîne pas de terroristes, ni ne soutient le terrorisme ». Les « efforts » américains pour démontrer l'implication de Téhéran dans les récents attentats antiaméricains « donnent le feu vert au président Bill Clinton pour ordonner une attaque militaire » contre l'Iran, ajoute le document.

Les dirigeants iraniens ont décliné leur indignation sur tous les tons. Tandis que le « Guide » de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, déclarait, devant un parterre de dignitaires réunis à l'occasion de la célébration de l'anniversaire du Prophète, que la République islamique « ne pliera jamais devant le grand oppresseur », le président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafсандjani, s'est placé sur le terrain sportif.

« Malgré tous les efforts malveillants déployés par les États-Unis, le drapeau iranien a été hissé dans la maison de Satan », a dit M. Rafсандjani, faisant allusion à la médaille d'or obtenue, la veille, aux Jeux olym-

piques d'Atlanta, par le lutteur iranien Rasoul Khadem. « C'est un message adressé à tous les oppresseurs de la Terre : nous leur ferons mordre la poussière », a ajouté le chef de l'État iranien.

Javad Zarif, vice-ministre iranien des affaires étrangères, ne prend pas au sérieux les menaces d'actions américaines. « Nous pensons que cette situation, ces accusations, ne sont pas si sérieuses. (...) Nous ne pensons pas que les responsables américains s'engageront » dans une intervention armée, a-t-il déclaré, dimanche, sur la chaîne câblée américaine CNN. « L'Iran n'a jamais été impliqué dans (...) aucun acte terroriste. (...) C'est maintenant devenu quasi normal que,

après chaque acte terroriste, l'Iran soit montré du doigt avec une grande certitude », a fait remarquer M. Zarif, ajoutant : « L'Iran rejette catégoriquement le recours au terrorisme contre des civils innocents pour parvenir à des fins politiques ».

Depuis plusieurs jours déjà, les autorités iraniennes s'emploient à démentir les accusations de terrorisme portées contre leur pays par l'administration américaine qu'ils accusent de « soutenir le terrorisme d'État israélien ». Ils dénoncent la loi dite « D'Amato » qui impose des sanctions à toute société investissant plus de 40 millions de dollars dans les domaines pétrolier et gazier en Iran et en Libye. — (AFP, Reuters.)

La tension diplomatique fait monter les cours du pétrole

LA TENSION qui monte entre Washington et Téhéran, accusé en termes plus ou moins voilés de soutenir le terrorisme international, peut avoir pour effet de tendre pendant quelques jours des cours pétroliers déjà favorisés par une forte demande, liée à un hiver rigoureux en Europe et aux États-Unis, ainsi que par les besoins de l'Asie où la croissance est forte. Lundi 5 août sur le marché de Londres, les cours du Brent étaient en augmentation de 25 cents par baril, traduisant une hausse de presque 13 % par rapport aux cours de fermeture de la fin de la semaine dernière.

Le paradoxe est que cette tension survient sur un marché où les pays producteurs craignent les effets dépressifs d'un retour prochain du pétrole irakien. Six ans après l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, la levée partielle de l'embargo sur les exportations pétrolières irakiennes fait un peu peur. Pourtant, même si cette échéance se profile, la vive baisse des prix tant prophétisée par les experts n'a pas eu lieu au cours des sept premiers mois de l'année. Au contraire, les cours du baril ont retrouvé des niveaux jamais vus depuis 1991. Sauf aggravation des

tensions actuelles, la correction pourrait être reportée à l'automne, si les premières livraisons irakiennes se concrétisent, une fois appliquée la résolution 986 de l'ONU, désormais plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture ». Bagdad mettrait alors sur le marché 700 000 barils/jour, soit 1 % de la production mondiale.

Sans cesse repoussée, cette perspective d'un retour a pesé sur les cours du baril, car l'Irak était, avec 3 millions de barils/jour avant la guerre du Golfe, le deuxième fournisseur de pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), derrière l'Arabie saoudite. Du jour au lendemain, le royaume wahabite a récupéré cette part de production et n'entend visiblement pas se restreindre dans le futur. Une reprise, même progressive, des exportations irakiennes, peut dès lors peser sur le marché. Ce risque présumé explique les fluctuations des cours au gré des négociations. Quand l'ONU semble proche d'un accord, les cours pétroliers refusent. À l'inverse, tout report de discussions entraîne une hausse des prix.

Fondamentalement, aucun déséquilibre important entre l'offre et la demande, qui pourrait justifier

une flambée des prix, ne se profile d'ici à la fin du siècle. Sur cette période, les menaces de pénurie sont écartées, même si les besoins mondiaux s'accroissent. Depuis dix ans, la croissance de la demande est régulière, se maintenant autour de 1,4 million de barils/jour, atteignant ainsi un total de 70,1 millions de barils/jour cette année, selon l'Agence internationale de l'énergie. Cette progression vient avant tout de la zone Asie-Pacifique en pleine expansion économique.

RÉSERVES IMPORTANTES

Du côté de l'offre, les progrès technologiques ont permis de réduire les coûts de forage, d'améliorer la récupération d'huile dans les gisements, et de diversifier les domaines pétroliers en dehors du Proche-Orient. Des champs sont exploités en mer du Nord, mais aussi en Amérique latine, ou en Australie. Jusqu'à maintenant, les réserves mondiales pétrolières prouvées n'ont été aussi élevées – 135 milliards de tonnes – et la production aussi abondante.

Les raisons de la fermeté des prix sont d'ordre plus conjoncturel. Un ouragan au Mexique à la fin de 1995 ayant perturbé le fonctionnement des plates-formes et un hiver

très rigoureux aux États-Unis et en Europe ayant amplifié la demande de fioul et d'essence ont suffi à déséquilibrer le marché. Le baril s'est alors fortement apprécié : négocié sous les 20 dollars depuis plusieurs mois, il est repassé, au début de l'année, au-dessus de ce niveau. Leurs stocks s'étant épuisés, les raffineurs américains ont été contraints de les reconstituer au printemps.

A ces cours élevés, les raffineurs ont préféré se limiter au minimum, attendant une éventuelle baisse pour se réapprovisionner. Les stocks ne sont donc pas aussi importants que de coutume, car l'effet irakien tant attendu ne s'est pas produit. Les accords diplomatiques successifs ont contribué à maintenir les cours, qui ont culminé, le 11 avril, à 25,34 dollars pour le « light sweet crude », qualité de référence aux États-Unis, et 24,3 dollars pour le « Brent », brut de la mer du Nord. Les prix retrouvaient ainsi leurs plus hauts niveaux depuis 1991. Depuis le 20 mai, date de l'annonce d'un accord entre l'Irak et l'ONU sur des ventes limitées de pétrole, les cours se sont légèrement dépréciés tout en restant fermes, les modalités de l'accord n'ayant pas été totalement préci-

sées. En juillet, les tensions sur les prix de l'essence aux États-Unis, liées à la faiblesse des réserves et à la forte demande en Asie, ont continué de soutenir les cours du baril.

En outre, l'offre décline légèrement, l'état étant mis à profit par les compagnies pour entretenir leurs plates-formes pétrolières.

A ces données conjoncturelles s'ajoutent les aléas politiques concernant la contestation croissante, en Arabie saoudite, contre les États-Unis et le régime en place. Les investisseurs s'interrogent sur le devenir du premier producteur mondial et les conséquences sur l'extraction pétrolière, en cas d'aggravation de la situation dans le pays. Le régime doit gérer la crise de succession liée à la santé déclinante du roi Fahd, tout en faisant face à une opposition islamique qui se radicalise. L'attentat de Dhahran a ravivé les inquiétudes. Alors que, depuis six ans, la menace irakienne pèse sur les cours, l'incertitude saoudienne induit l'effet inverse, mais, pour l'heure, de manière très limitée. Le retour de Bagdad reste encore, dans l'immédiat, la préoccupation essentielle des marchés.

Dominique Gallois

هكذا من الأصل

La mort du général Aïdid pourrait rallumer la guerre des clans en Somalie

Le « président par intérim » sera remplacé par son fils

Les partisans du général Mohamed Farah Aïdid, mort le 1^{er} août des suites de ses blessures, à Mogadiscio, lui ont trouvé un

successeur en la personne de son jeune fils, Hussein, ancien « marine » américain. Même si elle a fait naître un vent d'optimisme à l'étran-

ger, la disparition du chef de l'une des principales factions somaliennes pourrait attiser les hostilités entre factions rivales.

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est

HUSSEIN AÏDID succédera à son père : ainsi en ont décidé, après trois jours de délibérations, les partisans du général Mohamed Farah Aïdid, décédé le 1^{er} août, des suites d'une blessure reçue sur le champ de bataille, à Mogadiscio.

On ignore encore si Hussein, le fils bien-aimé du général, possède la carrure militaire et le charisme de son père, mais sa nomination à la tête du Congrès de la Somalie unifiée - faction pro-Aïdid - est très symbolique, tant pour les partisans que pour les adversaires de celui qui fut, pendant cinq ans, le plus puissant des chefs de guerre somaliens.

Hussein Aïdid a hérité aussi du titre de « président par intérim de la Somalie », titre que s'était décerné son père, en juin 1993, à l'issue d'une « conférence nationale » qui n'avait réuni que ses seuls partisans.

Depuis lors, le général Aïdid, assisté de six vice-présidents, régna sur un « gouvernement » de quatre-vingt-treize ministres.

Outre la valeur dynastique du choix du fils, c'est aussi le maintien de cette pseudo-présidence nationale, reprenant les ambitions paternelles, qui a irrité le camp adverse. Dans le nord de la capitale Mogadiscio, des proches de l'autre « président par intérim » de Somalie, Ali Mahdi Mohamed, l'ont immédiatement dénoncé comme « une atteinte aux espoirs de paix » que la mort du général Aïdid avait fait naître, tant en Somalie qu'à l'étranger.

Car la mort du général Aïdid avait fait souffler un vent d'optimisme dans la communauté internationale, qui voyait dans la disparition du plus intransigent des chefs de faction, une occasion à ne pas manquer pour encourager, une fois de plus, les Somaliens à entamer des pourparlers, après cinq ans de guerre civile et d'accords mort-nés.

En y mettant les précautions d'usage qui conviennent à un deuil, les Nations unies, ainsi que

les Etats-Unis - tous deux avaient combattu le général Aïdid, au point de le faire renoncer à leur opération humanitaire en Somalie - ont émis, ces derniers jours, l'espoir que son « départ » soit une chance pour la paix.

Pour se rattraper de leur échec, ceux qui n'avaient pu ramener la paix entre les clans somaliens du temps du général ont de nouveau proposé leurs bons offices de médiateurs, laissant présager une intense activité diplomatique en Somalie.

COMBATS ENTRE MILICES

Les Américains pourraient être tentés de prouver, *a posteriori*, que celui dont ils avaient mis la tête à prix, en 1993, lors de l'opération des Nations unies en Somalie (Onusom), était bel et bien l'homme qui bloquait toute réconciliation dans le pays.

De son côté, après avoir rappelé que, « parfois, la mort peut ôter des obstacles vers la paix », la porte-parole du secrétaire général des Nations unies a déclaré que « l'ONU restait prête à aider les Somaliens à promouvoir la réconcilia-

tion nationale si ceux-ci le demandaient ». Un éventuel succès dans une nouvelle médiation en Somalie ne pourrait que jouer en faveur de Boutros Boutros-Ghali, qui brigue un second mandat à la tête de l'ONU.

L'Egypte, quant à elle, estime que « le temps est venu de réaliser une réconciliation nationale ». La Ligue arabe ainsi que le Yémen viennent aussi de proposer leurs services. Mais la montée sur le trône de l'héritier direct du général Aïdid soulève déjà de nombreuses incertitudes.

Seulement âgé de trente-cinq ans, Hussein Aïdid est un ancien « marine » qui a participé à l'opération militaire des Etats-Unis en Somalie avant d'être rappelé dans sa caserne, à Los Angeles, dès que son père devint la bête noire de l'état-major américain.

Reste à savoir s'il se montrera un chef de guerre aussi crédible que son père. Celui-ci avait su constituer la milice la plus puissante de Somalie, contrôlant le centre du pays - région d'origine des Habr-Guedir -, Mogadiscio-Sud et une partie du Sud.

Le Burundi commence à subir l'effet des sanctions économiques

Le Commonwealth soutient les décisions d'Arusha

ENGAGÉ dans une redoutable épreuve de force avec la communauté internationale qui veut le contraindre à faire machine arrière, le nouvel homme fort de Bujumbura, Pierre Buyoya, a trouvé un soutien inespéré dans le champion olympique Vénuste Niyongabo, qui a remporté l'épreuve de 5 000 mètres aux Jeux d'Atlanta. En effet, le major Pierre Buyoya, qui a commencé à se déplacer en province, a appelé ses compatriotes à « trouver en Vénuste Niyongabo l'exemple et le courage nécessaires pour s'engager sur la voie de l'unité et de la réconciliation nationales ». A Gitega, au centre du pays, il s'est dit convaincu que « les pays qui n'ont pas encore compris le changement, particulièrement la Tanzanie, vont comprendre ».

De son côté, le nouveau premier ministre, Pascal-Firmin Ndimira, a émis l'espoir, samedi, au lendemain de l'annonce d'un gouvernement de transition, de « pouvoir rectifier le tir » des réactions internationales au putsch du 25 juillet. Il s'est félicité d'avoir pu réunir des « individua-

lités de sensibilités différentes » dans cette équipe qui compte autant de Hutus que de Tutsis.

Le nouveau gouvernement « ne mènera le pays nulle part », a estimé, dans une déclaration faite à l'Agence France-Presse, l'ancien président tutsi, Jean-Baptiste Bagaza. Pour sa part, Jean Minani, président du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), le principal parti à dominante hutu, a jugé que la nouvelle équipe est « nulle, politiquement et techniquement ».

FRONTIÈRE FERMÉE

Les premiers effets des sanctions économiques décrétées par les pays des Grands Lacs contre le nouveau pouvoir ont commencé à se faire sentir, cette fin de semaine, au Burundi. Les stations d'essence ont fermé, dimanche, dans la capitale et les habitants ont fait des stocks de vivres, au surlendemain de la fermeture de la frontière décidée par la Tanzanie dans le cadre de l'embargo économique, dont on ignore, cependant, les détails. Les camions sont restés à la frontière tanzanienne et les bateaux qui assurent la navette sur le lac Tanganyika sont interdits d'accostage dans le port tanzanien de Kigoma.

Le secrétaire général du Commonwealth, Emeke Anyaoku, a exprimé son « soutien total » aux sanctions économiques décidées par le récent sommet d'Arusha. Il a indiqué qu'il allait demander aux pays membres d'aider à la mise en place de ces sanctions.

Un rapport confidentiel des Nations unies, dont a fait état le quotidien américain *The Los Angeles Times*, indique que l'armée, à dominante tutsi, aurait massacré des milliers de civils hutus, entre avril et juillet, notamment cinq cents civils, le 27 juin, à Nyeshenza. Les auteurs de ce document citent le porte-parole des militaires burundais, le lieutenant-colonel Longin Minani : « Quand les rebelles sont morts, nous ne les comptons pas. Nous voudrions tous les tuer. »

Le pape lance un appel en faveur de la réconciliation en Algérie

C'EST dans le cimetière chrétien d'Oran, dont il était l'évêque depuis 1981, que Mgr Pierre Claverie devait être inhumé, lundi 5 août, en fin de matinée. De nombreuses personnalités religieuses, comme l'archevêque d'Alger, Mgr Henri Tesson, et Mgr Albert-Marie de Monléon, évêque de Pamiers, en Ariège, représentant l'Eglise de France, assisteront aux obsèques. Le pape a rendu hommage, dimanche, depuis sa résidence d'été de Castel Gandolfo, près de Rome, au prêtre assassiné, appelant les fidèles à prier pour que son « témoignage évangélique (...) porte les fruits de la paix et de la réconciliation » en Algérie.

L'attentat à la bombe, dont le prêtre a été victime, jeudi soir, à Oran, a suscité de nombreux commentaires dans la presse algérienne. La plupart des éditorialistes ont estimé que cet assassinat, survenu à l'issue de la visite officielle à Alger du ministre français des affaires étrangères, visait à « torpiller » la relance des relations franco-algériennes et à ruiner le « climat d'espoir » qui, selon le quotidien progrou-

vernemental *L'Authentique*, a « couronné » le séjour de Hervé de Charette. Certains commentateurs ont aussi exprimé la crainte que cet assassinat ne serve de prétexte à un « renforcement de la ceinture sécuritaire autour de la Méditerranée ».

ENLEVEMENT D'UN AVOCAT DE L'EX-FIS

Une information du quotidien saoudien édité à Londres *El Hayat*, affirmant que deux bombes avaient été détonnées à l'aéroport d'Alger, mercredi, avant la visite du chef de la diplomatie française, a été démentie, samedi, par le ministère algérien de l'Intérieur, qui a qualifié ces allégations de « pure fantaisie ».

Les autorités se sont, en revanche, gardées de tout commentaire après l'annonce de l'enlèvement d'un avocat des dirigeants de l'Ex-Front islamique du salut (FIS), M^{re} Rachid Mesli. Alors qu'il circulait, mercredi, près de Rouba, dans la région d'Alger, l'avocat a été contraint d'arrêter son véhicule et de présenter ses papiers à quatre hommes en civil, sur-

gis d'une voiture banalisée. Les quatre inconnus ont alors sommé M^{re} Mesli de les suivre. La famille de l'avocat et son entourage ont alerté l'Ordre et le syndicat des avocats, ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme de cette disparition.

D'autre part, le quotidien privé *La Tribune*, interdit de publication depuis le début du mois de juillet, n'a pu réparaître, samedi, en dépit de la levée des scellés ordonnée par le tribunal. Selon un communiqué du journal, rendu public dimanche, des officiers de police judiciaire ont placé de nouveaux scellés - sans « fournir aucune explication » - sur les locaux du journal.

Plusieurs partis, notamment le Front des forces socialistes (FFS) et le FLN, l'ancien parti unique, devraient être repus, dans les prochains jours, par le président Liamine Zerroual, dans le cadre des rencontres préparatoires à une conférence nationale, prévue avant la fin de l'été. (AFP, Reuters.)

Lire aussi notre éditorial page 11

Au Mexique, la rencontre internationale du Chiapas dénonce les « poches d'oubli du néolibéralisme »

OVENTIC (Chiapas)

de notre envoyée spéciale

Les montagnes du Sud-Est mexicain sont l'une de ces « poches d'oubli » où le néolibéralisme abandonne les êtres humains jugés improductifs, a affirmé le « sous-commandant » Marcos au cours de la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme, organisée dans les villages du Chiapas, du 27 juillet au 3 août. Sous la pluie et dans la boue, cette « poche d'oubli » a accueilli trois mille participants, venus de quarante-deux pays, dont beaucoup de France, d'Espagne et d'Italie.

Réuni d'abord à Oventic (*Le Monde* du 30 juillet), puis à La Realidad, les militants se sont répartis dans cinq villages pour débattre de politique, d'économie, de social, de culture et des minorités ethniques. Des mères argentine de la Place de Mai au Mouvement des sans-terre au Brésil, des nostalgiques de la guérilla marxiste entonnant *L'Internationale* aux militants associatifs ou catholiques, tous ont plongé pour quelques jours dans la vie des Indiens, partageant leur malnutrition et leur absence d'électricité, de téléphone, et de routes goudronnées.

Dans des amphithéâtres de bois construits pour l'occasion, les débats, pas toujours très neufs, ont dénoncé la mise à l'écart des pays de la compétition économique, l'oppression des pauvres, des femmes, des Indiens. Sur les stands se vendaient des ouvrages de la théologie de la libération, des foulards aux couleurs vives que portent les zapatistes pour se cacher le visage, des revues trotskistes, des canettes de Coca-Cola

ou des gourmandises enveloppées de feuilles de maïs. A La Realidad, village de montagne luxuriante à 1500 mètres d'altitude, les participants ont planté leurs hamacs en plein milieu des maisons de bois, citoyens des femmes et des enfants indiens, misérables habitants d'un Mexique développé, membre de l'OCDE et de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) que Marcos qualifie d'« organisme du néolibéralisme ».

« LA VOIE PACIFIQUE »

Le contact entre étrangers et Indiens Mayas, habitués à des siècles de résistance à la domination blanche, n'est pas évident. Marcos a fait quelques apparitions, mais il a semblé fatigué, fragile et piètre orateur, tranchant avec ses talents d'activiste. Les zapatistes engagés présents aux débats se sont peu exprimés. Malgré les multiples demandes d'entretien avec les membres de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale), la presse n'a obtenu que de rares rencontres, très encadrées, d'où la spontanéité était souvent absente. Dans les villages, l'Armée zapatiste fait régner une discipline forte.

L'impact des zapatistes se veut avant tout politique, affirme Marcos dont le mouvement recherche des solutions « par la voie pacifique ». La solidarité, la rébellion et le besoin d'utopie sont parmi les choses les mieux partagées au monde et la dénonciation zapatiste des « poches d'oubli » a trouvé un certain écho parmi les militants étrangers. La plupart des personnalités invitées - les cinéastes Pavel Lounguine (*Taxi Blues*) et Patrick Grandperret (*L'Enfant lion*), les sociologues Alain Touraine et Yvon

Le Bot, le directeur du Théâtre de Brest, Jacques Blanc, Danielle Miterrand, le Péruvien Hugo Blanco et le Vénézuélien Douglas Bravo, chefs guérilleros des années 70 - ont été sensibles à la cause zapatiste et à sa manière laïque de défendre les opprimés.

Mais le soutien n'empêche pas la critique. L'autoritarisme de l'Armée zapatiste ou de ses sympathisantes, encore très liés aux avant-gardes marxistes, interdit de prédire qui l'emportera de ces tendances violentes ou de l'approche plus novatrice de Marcos. Depuis deux ans, les zapatistes cherchent à briser leur isolement géographique et politique, multipliant les forums nationaux et internationaux. Une rencontre avec les syndicats, les partis et les associations s'est tenue fin juin. Un forum indien s'est déroulé à Oventic en juillet. Les négociations, confuses, avec le gouvernement reprennent cette semaine. A l'issue de la rencontre internationale, les participants se sont promis d'en tenir une deuxième, dans un pays européen.

C. B.

Réseau de résistance sur Internet

Les délégués à la rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme ont décidé, à l'issue de leur rencontre, de créer un « réseau intercontinental de résistance au néolibéralisme » qui luttera pour un monde meilleur « sans armes et sans haine ». Il s'agira d'un réseau « sans structure d'organisation, sans commandement central et sans hiérarchie », ont décidé les participants à la rencontre. Le « sous-commandant » Marcos a précisé que « le réseau, ce sera nous tous qui résistons dans chaque pays », avec pour mot d'ordre : « Démocratie, justice, liberté ». Un réseau intercontinental de communication utilisant tous les moyens de la technologie moderne, y compris Internet, doublera le réseau politique. (AFP)

« Sous-commandant » Marcos, chef du mouvement zapatiste « Notre principale arme est la parole »

OVENTIC (Chiapas)

de notre envoyée spéciale

Il faut croire que Marcos aime la nuit et son mystère, car c'est à 2 heures du matin, jeudi 1^{er} août, qu'il a accordé un entretien à la presse française. Arrivé à cheval avec son état-major, il nous a reçu, d'un treillis et d'une casquette ornée de trois étoiles, le tout passablement élimé et repiqué. Ce lecteur d'Althusser et de Foucault comprenait la plupart des questions posées en français.

« Quel est l'enjeu de cette rencontre ? - Renforcer la solidarité internationale, mais aussi faire se rencontrer étrangers et Indiens. Les questions que nous abordons ici dépassent le cas de nos communautés. Les effets de la politique financière internationale - chômage, marginalisation de populations entières - sont comparables à ceux d'une nouvelle guerre mondiale. »

« Vous refusez les crédits de l'Etat destinés aux villages du Chiapas que vous contrôlez. »

Pourrez-vous maintenir longtemps cette position radicale alors que les villages voisins, partisans du gouvernement, reçoivent de la toile ondulée, des médicaments et quelques services ?

« Nous étions oubliés depuis tant d'années que nous avons l'habitude de nous passer de l'aide de l'Etat. Avant notre soulèvement de janvier 1994, le gouvernement n'envoyait rien au Chiapas et ne s'occupait pas des communautés indiennes. Aujourd'hui, notre résistance vise à obtenir la garantie que la vie des Indiens ne redeviendra pas celle d'avant. »

« Les militantes zapatistes ont imposé une « loi révolutionnaire des femmes » qui précise leurs droits. Pourquoi ? »

« D'une ethnicité à l'autre, les situations varient. Mais, en général, les femmes sont plus esclavagisées que les hommes. Elles fréquentent peu l'école. Elles travaillent beaucoup, vont à la rivière, au bois, aux champs, aux récoltes, tout en s'occupant des enfants. Leur mobilité est réduite, car il leur est difficile de sortir du village sans être mal vues. Les femmes insurgées de notre armée sont plus fortes : à travers la lutte, elles étudient et participent aux décisions politiques. Elles n'ont pas droit à la maternité, car les conditions de vie dans les montagnes ne permettent pas d'élever des enfants. Mais les soldats rechignent à obéir à des femmes commandantes, tout comme les villageois ont du mal à accepter la participation des femmes aux prises de décisions communautaires. »

« Votre mouvement est-il une guérilla ? »

« Non, nous nous définissons comme une armée régulière, dans nos grades comme dans nos activités. Les décisions y sont prises par un collectif d'Indiens, nommés par sept ethnies, dont les quatre principales du Chiapas. Les décisions tactiques appartiennent au sous-commandant [c'est-à-dire Marcos, NDLR]. C'est une armée très bizarre qui parle beaucoup et combat peu, ou pas. Sa principale arme est la parole : elle y a obtenu de meilleurs succès que dans le domaine militaire. Et puis, par rapport aux guérilleros, nous sommes, disons, beaucoup plus sympathiques. »

« Comment jugez-vous l'avenir proche de la vie politique mexicaine ? »

« Je ne sais si la crise politique actuelle débouchera sur un processus de démocratisation ou, au contraire, sur une régression de type fasciste. Ici, la politique est bloquée, prisonnière de sa logique électorale, alors que les mouvements sociaux, dont le zapatisme, fleurissent. »

« Dans le meilleur des cas, ces mouvements vont ouvrir l'espace politique mexicain, faire entrer la démocratie dans la vie quotidienne des citoyens. Mais un schéma rigide, asphyxiant, peut s'imposer, accompagné de répression et d'intolérance qui mènent à un coup d'Etat militaire. L'incertitude dont souffre le pays est la même que celle dont souffre l'EZLN [Armée zapatiste de libération nationale] : l'hésitation entre la guerre et la paix, entre la démocratisation et le durcissement. »

Propos recueillis par Catherine Bédarida

Les Occidentaux font une ultime tentative pour obtenir un accord sur Mostar

Un échec mettrait en péril le plan de règlement sur la Bosnie

L'administrateur européen de Mostar, Sir Martin Garrod, n'a pas pu obtenir d'accord entre les Croates et les Musulmans de Mostar dans la nuit

du 4 au 5 août. Toutefois, une dernière tentative pour faire aboutir les négociations devait avoir lieu lundi. Un échec pourrait entraîner le renon-

cement de l'Union européenne à administrer Mostar. Il menace l'application du plan de règlement de Dayton sur la Bosnie.

MOSTAR

de notre envoyé spécial

Mostar reste serein. Si, à l'Est, les Bosniaques avaient placé certains espoirs en la mission européenne, ils ne s'attendaient toutefois pas à des miracles. A l'Ouest, les Croates affichent leur satisfaction, et souhaitent que les diplomates fassent leurs valises au plus tôt. Le camp croate refuse d'imaginer une réunification de la ville, ce qui équivaldrait à renoncer au rêve d'un Etat ethniquement pur, semblable au territoire des Serbes de Bosnie. Entre les deux quartiers, les enfants jouent dans la rivière Neretva, les filles bronzent sur les plages de cailloux, et des hommes jouent au football. C'est dimanche à Mostar, le jour de l'insouciance. Après des années d'une guerre terrible qui a ravagé le centre de la ville, division ou réunification peuvent bien attendre.

FEU VERT DE ZAGREB

L'enjeu est pourtant crucial. Il s'agit de l'échec de la réunification d'une ville divisée, entraînant la séparation des communautés selon des critères ethniques. Il s'agit aussi de la Fédération croato-bosniaque - moribonde -, et du danger qui menace l'accord de paix de Dayton. Il s'agit enfin de la crédibilité des Occidentaux, de leur capacité à réagir à l'extrémisme et à refuser que des résultats électoraux soient ouvertement ignorés.

« Les Croates refusent une ville unifiée, une ville où leur parti politique [HDZ, Union démocratique croate] ne serait pas au pouvoir. Les forces de division de la Bosnie ne cessent de se renforcer, affirme Alija Behram, le directeur de la télévision bosniaque. La position croate signifie trois Bosnie, donc, pas de Bosnie. Ici, la communauté internationale est en train de perdre les élections qu'elle avait elle-même organisées, et les Croates offensent publiquement Clinton, qui a reçu Tudjman à Washington. »

Après le voyage de Franjo Tudjman, le président de la Croatie, à la Maison Blanche la semaine dernière, les diplomates affichaient une certaine confiance. Les influents ministres de la défense et des affaires étrangères, Gojko Susak et Mate Granic, se sont rendus samedi à Netum, où les délégués du HDZ bosno-croate étaient réunis en congrès. A l'issue des entretiens, M. Susak indiquait qu'une solution serait trouvée le soir même. Pourtant, les séparatistes

croates de Bosnie ont brutalement rejeté les propositions bosniaques et occidentales, et nul ne croit que cela ait pu avoir lieu sans un feu vert de Zagreb, ni de M. Tudjman en personne.

Au siège de l'administration européenne, le choc est rude, même si les diplomates sont coutumiers de l'intransigeance croate. « Les Croates dessinent tranquillement leur « Grande Croatie », en refusant les résultats des élections, et en continuant à effectuer certains transferts de population, note un expert européen. Nous y verrons plus clair en septembre, lors du scrutin général, mais ce ne sera de toute façon pas glorieux pour l'Occident et pour l'idée d'une Bosnie-Herzégovine multiethnique et démocratique. »

Les Bosniaques avaient pourtant accepté de faire différentes

concessions. Tout d'abord, la nomination automatique d'un Croate du HDZ au poste de maire, alors que le HDZ a perdu le scrutin, cela afin d'équilibrer les pouvoirs à Mostar, un Musulman étant déjà le président du canton. Ensuite, la reconnaissance de la plainte du HDZ pour fraude électorale, déposée devant la Cour constitutionnelle de la Fédération croato-bosniaque. Si la Cour se prononçait pour l'annulation du scrutin, les Bosniaques remettraient alors leur nouveau mandat en jeu. En fait, Mostar-Est a accepté toutes les requêtes des Européens afin d'amener les Croates à un accord.

Des négociations se sont poursuivies, dimanche 4 août. Bien que l'heure de l'ultimatum (samedi à minuit) de l'Union européenne (UE) ait été dépassée, les diplo-

mates continuaient à espérer un revirement. Tard dans la nuit, Martin Garrod, l'envoyé européen, avait annoncé l'échec de ces ultimes négociations. Les Croates s'obstinent à ne pas reconnaître le « conseil de la ville » issu des élections qui ont été remportées par la liste « Mostar unifiée » conduite par Safet Orucovic, le maire du secteur bosniaque.

Bruxelles devait entériner lundi le plan de retrait de Mostar, après consultation des gouvernements des Quinze. L'administration européenne devrait quitter Mostar dans un délai d'environ un mois, abandonnant derrière elle une ville aussi divisée qu'à son arrivée, il y a deux ans. « Nous allons réduire notre équipe, achever certains projets en cours, payer les factures, et puis éteindre les lumières », regrettait Sir Garrod.

Un plan américain pour capturer Karadzic ?

Les Etats-Unis ont mis au point une opération militaire, impliquant des hélicoptères et les troupes d'élite « Delta Force », pour capturer l'ancien chef politique des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, dans son fief de Pale, a affirmé, dimanche 4 août, The Sunday Times.

Selon l'hebdomadaire, qui cite « des sources des services de renseignements des deux côtés de l'Atlantique », ce plan est susceptible d'être déclenché à tout moment sur ordre du président Bill Clinton. Mais il se heurte à l'opposition des alliés des Etats-Unis, la Grande-Bretagne en particulier. Après des tirs d'hélicoptère, censés neutraliser les troupes gardant la résidence de Radovan Karadzic, le commando américain hélicoptère engagerait au sol un combat avec les derniers défenseurs et s'emparerait de Karadzic. Le leader serbe bosniaque, accusé de crimes de guerre et sous le coup d'un mandat d'arrêt international, serait ensuite remis au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. (AFP)

« Nous vivons très bien sans l'Union européenne. D'ailleurs, ces diplomates n'auraient jamais dû venir à Mostar, lance un chef d'entreprise croate. Nous avons déjà tout offert à ces Musulmans, sauf de baisser notre pantalon, et nous ne prévoyons pas de le faire dans un avenir proche. » L'homme est attablé avec ses amis dans un café de Mostar-Ouest. « La Bosnie doit être divisée en trois territoires, et nous, Croates, devons obtenir une entité du même type que la République serbe, disent-ils. Pourquoi nous forcer à vivre avec les Musulmans ? »

La réconciliation des communautés mostariennes semble effectivement être un vœu pieux. Les Mostariens désirent majoritairement une réunification de leur ville, et l'ont encore exprimé lors des élections. Le problème est que des partis nationalistes, notam-

ment le HDZ de Franjo Tudjman, continuent de s'opposer au moindre progrès en ce sens. Zagreb soutient la « République d'Herzég-Bosna », autoproclamée par les séparatistes croates, en violation de tous les accords de paix signés ces dernières années.

L'« Herzég-Bosna », dont M. Tudjman a promis la dissolution prochaine, va-t-elle accepter sa propre mort ? La disparition du mini-Etat illégal était programmée pour le 8 août prochain, mais les diplomates craignent maintenant que cette échéance ne soit pas respectée. La Fédération croato-bosniaque, l'une des deux entités de Bosnie prévues par l'accord de Dayton, qui n'existe déjà que sur le papier, n'aurait alors plus aucune raison d'être, à six semaines des élections générales en Bosnie-Herzégovine.

CONSEQUENCES INCALCULABLES

« Les conséquences pour le processus de paix sont extrêmement sérieuses », a souligné Martin Garrod. Sur le terrain, les diplomates occidentaux écartent l'éventualité d'une reprise immédiate de la guerre. Mostar redevient simplement une ville ordinaire de Bosnie, où seront déployées les forces de l'OTAN (IFOR) et la police de l'ONU. En revanche, les conséquences politiques sont incalculables, tant elles sont susceptibles de bouleverser le déroulement des élections générales du 14 septembre.

Plongée dans la tourmente, Mostar reste serein. Les Bosniaques savent que les Croates veulent renforcer la division de la cité, et que les Occidentaux n'emploieront pas tous les moyens à leur disposition afin de les faire plier. « L'UE et Washington sont pris au piège, dit un diplomate. L'attitude croate est certes inacceptable, mais il faut avant tout que le scrutin de septembre ait lieu. Or les Croates ont les moyens de provoquer une détérioration de la situation en quelques jours. Les Occidentaux craignent cette hypothèse. »

Les Mostariens, eux, ne craignent que la guerre. « Tout que l'IFOR est là, nous sommes protégés », dit une femme bosniaque. Si les Mostariens sont à l'abri de violents combats, ils sont très loin d'une réconciliation. La guerre est finie, la « purification ethnique » continue.

Rémy Ourdan

M. Arafat tente de mettre fin aux troubles en Cisjordanie

CISJORDANIE. Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, a tenté, samedi 3 août, de faire cesser les troubles qui agitent la Cisjordanie depuis une semaine (Le Monde daté 4-5 août). Alors que trois officiers, accusés d'avoir torturé un Palestinien de Naplouse décédé le 31 juillet, ont été et condamnés à de lourdes peines de prison par un tribunal militaire, le président de l'Autorité a constitué une commission chargée « d'apaiser les esprits » à Naplouse et à Tulkarem, où de violents incidents ont également opposé les forces de l'ordre à des manifestants venus protester contre le sort des prisonniers. Le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) a lancé à la suite de ces troubles un appel à l'intifada contre l'Autorité. (AFP, Reuters)

L'ancien SS Erich Priebke se dit victime d'un « coup bas »

ROME. L'ex-capitaine SS, Erich Priebke, a estimé, samedi 3 août, que son retour derrière les barreaux, malgré le verdict d'acquiescement prononcé, jeudi dernier, par un tribunal militaire italien, était un « coup bas » des Juifs. « Je comprends leur peine, qui reste entière malgré les années, mais il me semble qu'il y avait des têtes brûlées parmi eux », a-t-il déclaré dans un entretien au journal La Stampa depuis sa cellule de la prison Regina Coeli, où il est incarcéré. « Je pense qu'ils s'en prennent à moi, a-t-il ajouté, car je suis devenu un symbole (...). Je suis comme le dernier des Mohicans. » Erich Priebke, quatre-vingt-trois ans, a reconnu au cours de son procès avoir participé en 1944 au massacre, par les SS, de 335 hommes, dont 75 Juifs, à la fosse Ardeatine, près de Rome, mais il a affirmé avoir été contraint d'obéir à des ordres. Le tribunal militaire lui a accordé des circonstances atténuantes et l'a relaxé en invoquant la prescription des actes incriminés. Le verdict a suscité un tollé. L'Allemagne ayant annoncé son intention de déposer une demande d'extradition, Erich Priebke est retourné sous les verrous. (Reuters)

EUROPE

■ TCHÉCHÉQUIE : deux employés de l'organisation humanitaire Action internationale contre la faim (AICF), Frédéric Malardeau, de nationalité française, et Michael Penrose, choyen britannique, ont été enlevés le 27 juillet. L'AICF a indiqué, dimanche 4 août, n'avoir reçu ni revendication ni demande de rançon tandis que l'agence russe Interfax précisait dans le même temps que les ravisseurs avaient demandé 500 000 dollars (soit 2 510 000 francs). (AFP)

■ DANEMARK : l'amiral Hans Jürgen Garde, 57 ans, chef d'état-major de l'armée danoise, a trouvé la mort, samedi 3 août, dans un accident d'avion aux îles Féroé. L'avion, un bimoteur de fabrication américaine, s'est écrasé alors qu'il allait atterrir sur l'aéroport de l'archipel danois de l'Atlantique Nord. De mauvaises conditions météorologiques pourraient être à l'origine de la catastrophe. Les huit autres personnes à bord, dont l'épouse de l'amiral Garde, ont également péri. (AFP)

ASIE

■ CORÉE DU SUD : la peine de mort a été requise, lundi 5 août, par l'accusation, à l'encontre de l'ancien dictateur sud-coréen Chun Doo-Hwan et la prison à vie à l'encontre de son successeur, Roh Tae-Woo, jugés pour le coup d'Etat de 1980, a annoncé la télévision coréenne. Agé de 65 ans, Chun Doo-Hwan est accusé d'avoir pris la tête d'un coup d'Etat militaire et d'une insurrection qui avaient provoqué le massacre de plus de deux cents personnes manifestant pour la démocratie dans la ville de Kwangju en 1980. Roh Tae-Woo, 64 ans, est, lui, soupçonné d'avoir joué un rôle clé dans cette insurrection. (AFP)

■ SRI LANKA : les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont déclaré, lundi 5 août, avoir tué au moins cent soldats gouvernementaux après l'offensive lancée par l'armée depuis Paranthan, reprise aux Tamouls il y a une semaine. Le gouvernement n'a pas donné de bilan officiel, mais le ministre de la défense srilankais a reconnu que l'armée rencontrait une résistance importante des rebelles. (AFP)

AMÉRIQUES

■ PÉROU : Oscar Ramirez Durand, alias « Feliciano », chef de la faction dissidente du Sentier lumineux, a mené, vendredi 2 août, une attaque armée qui a fait deux morts dans le village d'Aucayacu, à 585 km au nord-est de Lima. Pour la première fois depuis longtemps, le président Fujimori a admis dimanche 4 août, au cours d'un entretien télévisé, la reprise des attaques du Sentier lumineux. (AFP)

Moscou tente de faire cesser la grève des mineurs sans salaires depuis plusieurs mois

MOSCOU

de notre correspondant

Le gouvernement russe tente de mettre fin à la grève de plus de 10 000 mineurs d'Extrême-Orient russe, qui menace de se transformer en mouvement national. En grève depuis près de trois semaines en raison du non-paiement de leurs salaires depuis cinq à six mois (c'est-à-dire depuis leur dernier arrêt de travail), les mineurs de la région de Vladivostok devaient recevoir, lundi 5 août, leurs paies des mois de février et mars.

Alors que le conflit commençait à s'étendre à d'autres bassins houillers, le gouvernement russe a débouqué, en fin de semaine, 45 milliards de roubles (45 millions de francs) pour tenter d'apaiser les grévistes. Mais les mineurs d'Extrême-Orient ont promis de n'arrêter leur mouvement qu'une fois réglée la totalité des arriérés de salaires, soit 148 milliards de roubles (près de 148 millions de francs). Le paiement des salaires en temps et en heure était, avec la fin de la guerre en Tchétchénie, l'une des principales promesses de la campagne électorale de Boris Eltsine, réélu le 3 juillet.

Vladimir Kadamnikov, le vice-premier ministre en charge de l'économie, a annoncé que près de 77 milliards de roubles supplémentaires seraient envoyés à partir de lundi, dans la région de Vladivostok pour

payer les employés du secteur de l'énergie. Les grévistes de Vladivostok ont été rejoints, jeudi, par les mineurs de la région de Rostov-sur-le-Don (sud de la Russie), qui réclament, eux-aussi, le paiement de leurs salaires. Les « gueules noires » de la région de Vorkouta (Grand Nord) ont lancé un préavis de grève pour mardi tandis que plusieurs mines du bassin du Kouzbass (Sibérie orientale) auraient déjà cessé le travail, selon les syndicats.

CHASSE AU COUPABLE

La chasse au coupable a été ouverte. Boris Eltsine a ordonné en fin de semaine une enquête sur les responsables des mines et le gouvernement local. Selon Moscou, sur les 60 milliards de roubles envoyés en Extrême-Orient au début de l'année pour payer les salaires, 20 milliards seulement ont été versés aux mineurs.

La pratique qui consiste à placer l'argent des salaires dans des banques moyennant un taux d'intérêt élevé est très répandue en Russie et généralement impunie. Le gouvernement russe a aussi accusé les autorités locales d'être responsables de la crise et d'avoir fait baisser le prix de l'énergie dans la région « à un niveau très inférieur au prix de revient », à l'approche des élections régionales qui doivent se tenir à l'automne, selon le ministre russe de l'économie. Cependant, les

syndicats de mineurs rejettent la responsabilité du conflit sur le gouvernement lui-même. Toujours concentré sur la lutte contre l'inflation, qui a atteint en juillet un record à la baisse (0,7 %), le gouvernement russe, dont les caisses sont vides, choisit souvent de ne pas honorer ses engagements pour éviter d'avoir à faire fonctionner la planche à billets. Cette pratique sert de détonateur à une crise générale des paiements. Ainsi, à Vladivostok, l'armée russe, financée par le budget fédéral, doit de grandes sommes aux centrales qui produisent l'énergie, qui elles-mêmes accumulent des dettes envers les mines.

« Seuls ceux qui ne doivent rien à personne ont le droit moral de porter des accusations », a répondu au gouvernement Andreï Issaïev, le secrétaire de la Fédération des syndicats indépendants. Selon lui, le montant des salaires impayés en Russie s'élève à près de 30 000 milliards de roubles (30 milliards de francs), dont 30 % seraient dû par le gouvernement. Celui-ci attend systématiquement le déclenchement de mouvements de protestation pour régler ses dettes. Quant à la lutte contre la corruption des officiels russes qui détournent salaires et retraites, elle reste pour l'instant, une autre promesse de campagne électorale.

Jean-Baptiste Naudet

Le général Galindo, pourfendeur des séparatistes basques, est sorti de prison

MADRID

de notre correspondant

Le général Enrique Rodriguez Galindo, général de la Guardia civil accusé de détention illégale, tortures et assassinats dans l'affaire des GAL (groupes antiterroristes de libération, responsables d'au moins 22 assassinats dans les années 80) est sorti, vendredi 2 août, de la prison militaire d'Alcala de Henares où il avait été écroué le 23 mai dernier. Le général Galindo, grande figure de la lutte antiterroriste, décoré pour avoir démantelé plus de cent commandos de l'ETA durant ses vingt-six années de carrière au Pays basque espagnol, est accusé d'avoir participé à l'enlèvement et à l'assassinat de deux membres présumés de l'organisation séparatiste basque ETA, Jose Antonio Lada et Jose Ignacio Zabala, en 1983.

Le juge Javier Gomez de Llano, de l'Audience nationale de Madrid, la plus haute instance pénale espagnole, avait ordonné sa détention en mai dernier, craignant que le général ne prenne la fuite ou ne fasse disparaître des documents. L'arrestation du général Galindo avait fait l'effet d'une bombe en Espagne, ce militaire, le plus haut gradé de la Guardia civil, étant considéré comme le pourfendeur le plus acharné de l'ETA. L'Audience nationale a estimé que le maintien en prison du général n'est plus justifié,

mais que son incarcération il y a deux mois et demi avait été une décision « raisonnable ». Le général Galindo a interdiction de sortir du territoire national et devra se présenter devant le juge une fois par semaine. Les accusations portées contre lui demeurent.

SÉCURITÉ D'ÉTAT

Alors que le général Galindo, qui nie sa participation dans cette affaire des GAL, redécouvrirait le soleil de Castille, le gouvernement de Jose Maria Aznar décidait de ne pas remettre à la justice les documents des services secrets espagnols portant sur les GAL que réclament depuis plus d'un an deux juges de l'Audience nationale chargés de l'instruction du dossier, Baltasar Garçon et Javier Gomez de Llano. Le porte-parole du gouvernement, Miguel Angel Rodriguez, a expliqué que la décision avait été prise « pour des raisons de sécurité d'Etat ». Or, lorsque le parti populaire de Jose Maria Aznar était dans l'opposition, il réclamait la levée du secret sur ces documents et parlait alors non de sécurité d'Etat mais de « sécurité de gouvernement », a souligné le quotidien El Mundo. Parmi les dix-huit documents réclamés par les deux juges se trouverait l'acte fondateur des GAL.

Pour les Espagnols, l'enquête sur ces groupes antiterroristes de libération est devenue un véritable

puzzle. Pour l'heure, les instructions menées à Madrid portent sur cinq affaires : l'affaire Lasa et Zabala où le principal accusé est le général Galindo. L'affaire Secundo Marray et des bars Consolation et Batzoki (enlèvement de Secundo Marray en 1983 et attentats contre les bars Consolation en 1984 et Batzoki en 1986 dans le sud de la France). Cette affaire est instruite par le tribunal suprême.

L'affaire Onaederra sur laquelle enquête l'Audience nationale, concerne l'assassinat en France de Ramon Onaederra, en 1983, et de deux militants présumés de l'ETA, Guimindo et Perurena, à Hendaye en 1984 mais aussi d'un Français, Olaskoaga, à Biarritz, la même année. L'affaire Monbar porte sur l'attentat le plus meurtrier des GAL, à Bayonne en 1985, où quatre militants basques espagnols ont été tués. Une instruction a également été ouverte sur le dernier attentat attribué aux GAL, l'affaire Garcia Goena, assassinat perpétré à Hendaye en 1987. Les juges Garçon et Gomez de Llano qui enquêtent sur les dossiers de l'ETA mais aussi des GAL, ont été plusieurs fois menacés de mort. Pour l'heure, les deux plus hautes personnalités inculpées dans les scandales des GAL sont l'ancien ministre socialiste de l'Intérieur, Jose Barriomereu, et l'ancien secrétaire d'Etat à la sécurité, Rafael Vera. (Interim.)

هكذا من الأصل

PATRONAT Les efforts renouvelés de Jacques Chirac et d'Alain Juppé pour se concilier les chefs d'entreprises petites et moyennes sont appréciés par leurs interlocuteurs

favoris, en particulier par Lucien Rebuffel, président de la Confédération générale des PME et lui-même proche du RPR, mais analysés de façon plus critique par les petits ou

moyens industriels. ● **LES PROTECTIONS** offertes aux petits commerçants et aux artisans face à la grande distribution sont saluées par M. Rebuffel comme « la plus grande

œuvre législative du septennat », mais les mesures de simplification administrative lui semblent avancer plus lentement. ● **LES INDUSTRIELS**, partagés, selon la taille de leurs en-

treprises, entre les organisations dominées par les artisans, d'un côté, et le CNPF, de l'autre, se plaignent de ne pas être plus soutenus face à l'administration et aux banques.

Les PME industrielles s'estiment négligées par le gouvernement

Les attentions prodiguées par le pouvoir aux commerçants et aux artisans ne font pas toujours le bonheur des petites ou moyennes entreprises industrielles ou de services, qui se plaignent de ne pas être représentées aussi efficacement auprès des pouvoirs publics

JACQUES CHIRAC est en passe de gagner son pari de redorer le blason des petits entrepreneurs qui ont voté pour lui en 1995. On ne compte plus ses piques lancées contre les grandes surfaces et les grosses entreprises « tueuses d'emplois », selon lui. Le 27 novembre 1995 Alain Juppé annonçait à Bordeaux un vaste plan en faveur des PME. Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, faisait adopter par l'Assemblée nationale, au printemps, un projet de loi pour bloquer le développement de la grande distribution. Yves Galland, ministre délégué aux finances, en faisait autant pour rééquilibrer les règles de la concurrence en faveur des PME. Le 25 juillet, une vingtaine de petits patrons venaient dire à l'Elysée leurs soucis. Le 29 juillet, le premier ministre confirmait la naissance prochaine d'une banque de développement des PME.

Rarement les deux millions et demi de petits entrepreneurs de moins de cinq cents salariés – puisque telle est la définition des PME – auront été à pareille fête. Chez les artisans comme chez les commerçants, on est extrêmement sensible à ces marques de considération, qui mettent du baume au cœur de professionnels menacés de disparition par les mutations

économiques et technologiques. Pierre Seassard, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), ne cache pas sa satisfaction devant la reconnaissance que traduit la nouvelle attitude des pouvoirs publics. Le blocage provisoire des ouvertures de magasins de plus de 300 mètres carrés et l'interdiction faite aux grandes surfaces d'imposer leur bon plaisir à leurs fournisseurs sont reçus par les commerçants, les agriculteurs et certains artisans comme un rééquilibrage en leur faveur. Ils voient dans cette maîtrise de l'urbanisme commercial et dans cette concurrence mieux disciplinée la fin de la dictature du plus fort.

Deux hommes peuvent se féliciter d'avoir contribué à cet indéchiffrage de l'action gouvernementale. Le premier est Daniel Giron, président de l'Union patronale artisanale (UPA) qui fédère neuf cent mille petits patrons du bâtiment, des services (coiffeurs, hôteliers) et des métiers de bouche (boulangers, bouchers, restaurateurs). M. Giron présidait le comité de soutien de M. Chirac dans le Calvados.

Le second est Lucien Rebuffel, président de la Confédération générale des PME, par ailleurs conseiller de Paris et conseiller régional d'Ile-de-France, apparenté RPR. Grand ami du président de la République, il n'est pas étonnant que M. Rebuffel l'approuve. « Il y a actuellement une conjonction d'intérêts particulièrement favorable : le président est très sensible au petit peuple de France, si bien réparti dans nos trente-six mille communes. Il aime être au cul des vaches ; le voici également au cul des camions », déclare M. Rebuffel, qui s'enchaîne, dans la cour de l'Elysée, que « 89 % du plan PME » soient « déjà réalisés ». Les lois sur l'urbanisme commercial et sur la concurrence ? « La plus grande œuvre législative du septennat », énonce-t-il. La simplification administrative ? « Je crains qu'on n'en parle encore au millénaire prochain ».

Le discours gouvernemental donne aux « petits » des satisfactions d'amour propre. Il n'emporte pas leur conviction. Les chefs d'entreprise constatent que le client demeure aveugle de ses deniers aussi bien dans les boutiques de vêtements que dans les stations balnéaires. Le contrecoup des grèves de transports de décembre 1995 commence à se faire sentir avec une poussée sensible des dépôts de bilan depuis les printemps.

Il sont nombreux à demeurer sceptiques sur les effets des mesures annoncées. Les micro-entrepreneurs qui proposent aux grandes entreprises d'assurer leurs

tâches informatiques n'ont guère les moyens d'embaucher des spécialistes des ressources humaines et se débattent toujours dans les affres des formulaires sociaux et des feuilles de paie. Les petits détaillants de Savoie n'ont pas le temps d'apprendre le maquis des subventions à l'embauche.

LEU DE RÔLE

Les chefs d'entreprise de dix à deux cents salariés continuent à avoir du mal à accéder aux marchés publics, par exemple, au nettoyage des écoles ou à l'équipement des salles de sports. Ces

petits poids-plume ne voient pas quelle banque remédiera à la faiblesse de leurs fonds propres, véritable talon d'Achille des PME françaises.

A vrai dire, une grande partie des petites et moyennes entreprises ne s'estiment pas représentées auprès des pouvoirs publics. Les jeunes cadres qui s'établissent comme conseil jugent très vieillottes les positions des artisans. Les commerçants et les prestataires de services franchisés ne se retrouvent pas dans le « travail-famille-patrie » tonitruant de M. Rebuffel. Vendeurs de camions, fabricants d'agrafes pour vêtements

ou spécialistes du béton précontraint ne se sentent pas vraiment défendus par le CNPF, qu'ils soupçonnent de s'intéresser surtout aux entreprises de deux cent à cinq cents salariés, les « grosses moyennes » c'est-à-dire 2,5 % des entreprises. Sans relations avec le pouvoir ni avec les appareils bien en cour, ces entrepreneurs persistent dans le doute.

Le jeu de rôle que se sont partagé le gouvernement et les syndicats patronaux officiels (UPA, CGPME, CNPF) a de beaux jours devant lui : aux ministres l'annonce de mesures favorables pour

les PME et aux représentants patronaux d'apaiser des troupes périodiquement tentées par la rébellion et l'extrême droite, notamment chez les artisans et les commerçants.

Ce jeu ne suffira pas pour autant à convaincre le « petit peuple » des entrepreneurs de contribuer, en investissant ou en embauchant, à relancer la machine économique en panne. Politiquement, les mesures en faveur des PME semblent efficaces pour l'instant. Économiquement, pas encore.

Alain Faujas

« Personne ne représente vraiment les petits entrepreneurs »

PHILIPPE COURTIN, président du syndicat Patronats indépendants (anciennement SNPI), qui revendique cinq mille adhérents parmi les petits industriels, est exaspéré par le tintamarre médiatique autour des plans PME du gouvernement. Il y trouve « des choses intéressantes », mais il s'agit surtout, selon lui, de « mamours ». « Nous avons l'impression que le gouvernement nous fait surtout passer un message rassurant, du genre : "Partez en vacances tranquilles, nous nous occupons de vous." »

Selon lui, les gouvernements successifs persistent dans l'erreur en imputant à la « crise » les difficultés économiques et la montée du chômage. Ni la crise pétrolière des années 80 ni la déflation actuelle ne sont la cause des maux des entreprises. « Ils n'ont pas compris qu'ils avaient fait du tout-Etat et des aides à tout va comme si nous étions encore en 1929 », analyse M. Courtin. Le pays et les entreprises souffrent parce que les prélèvements publics représentent 56 % du produit intérieur brut et que le gouvernement a été encore obligé de ponctionner plus de 100 milliards de francs supplé-

mentaires en 1995 tout en tenant un discours contre le « trop d'Etat ».

Patrons indépendants se défie de la création d'une banque de développement des PME. « Les PMI sont-elles des malades hors de la vie économique pour qu'on leur construise une sorte d'infirmerie bancaire ? demande M. Courtin. Nous n'avons pas besoin d'un machin de plus, mais que les banques ouvrent un vrai dialogue avec nous et qu'elles ne nous fassent plus payer le crédit 4 ou 5 points plus cher que celui consenti aux grandes entreprises. »

Le syndicat plaide pour une modernisation du droit du travail. « Il n'y a pas de dialogue social dans la PMI parce qu'il n'y a pas de syndicats et nous le regrettons », explique M. Courtin.

« Comment pouvons-nous faire évoluer nos entreprises sans interlocuteurs ? demande-t-il. Lorsque nous tentons de parler avec des délégués de nos personnels, nous parvenons à dégaucher l'intérêt commun, mais l'inspection du travail attaque ces accords signés par des personnes non représentatives. Il faudrait sup-

primer le monopole syndical au premier tour des élections professionnelles : les syndicats seraient obligés de justifier leur position devant leur base. » « Nous ne sommes pas des sauvages, ajoute-t-il. Il vaut mieux s'entendre entre gens de bonne volonté plutôt que d'appliquer des textes rigides. »

M. Courtin estime que « personne ne représente vraiment » la petite et moyenne industrie. « Les plus petits des petits, les commerçants et les artisans, sont défendus par la CGPME et Lucien Rebuffel ; les plus petits des gros, par le CNPF. Il ne faut donc pas s'étonner que les déductions fiscales pour bénéfices réinvestis soient une sorte d'usine à gaz, qui nous intéresse peu, et que la réforme de l'urbanisme commercial ne nous concerne pas du tout. » Autant que des effets tangibles des annonces gouvernementales, Patronats indépendants attend que cesse la méfiance de l'Etat et de ses représentants envers les entrepreneurs, qui « se sentent considérés comme des voyous dès qu'ils plaident pour de vraies réformes ».

AL F.

M. Chirac remet à l'étude la proposition de M. Rocard sur l'emploi

LE CHÔMAGE, le nucléaire et l'Europe ont été au centre de l'entretien « privé » que Jacques Chirac a eu, samedi 3 août, avec Michel Rocard. L'ancien premier ministre socialiste, que le chef de l'Etat a ensuite accompagné jusqu'à sa voiture, comme il l'avait fait l'avant-veille pour Edouard Balladur après leur déjeuner en tête à tête, a qualifié cet entretien de « sympathique ». C'était la troisième fois que M. Rocard rencontrait son ancien condisciple de « Sciences Po » depuis son élection à la présidence de la République.

« Nous avons surtout parlé du chômage », a confié M. Rocard après l'entretien. Le président de la République est très inquiet. Moi aussi », M. Chirac, « tout à fait convaincu qu'il faut changer de braquet », selon son vicaire, a exprimé le souhait que la proposition de l'ancien premier ministre sur la réduction

de la durée du travail, basée sur une modulation des cotisations sociales afin d'inciter les entreprises à s'engager dans cette voie sans pénaliser la rémunération des salariés, fasse l'objet d'un nouvel examen de la part du gouvernement.

UNE « RÉFORME AUDACIEUSE »

Cette proposition avait été soumise à Alain Juppé, mais M. Rocard assure ne pas reconnaître son idée dans les conclusions qui ont été présentées par le commissaire au Plan, Henri Guaino, à la demande du premier ministre. Le 23 mai, M. Juppé avait rejeté le schéma que le Plan avait tiré de la proposition de M. Rocard, au moment où celui-ci la défendait devant la commission « emploi » du Parti socialiste.

Le sénateur des Yvelines devrait présenter sa réforme à l'occasion de la préparation de la convention nationale du PS, les 14 et 15 dé-

cembre, sur la politique économique et sociale, dont Henri Emmanuelli est le grand orateur. Dans Le Monde du 16 juillet, M. Rocard avait interpellé les forces politiques et sociales et, en premier lieu, les pouvoirs publics, en lançant : « A ceux qui émettent des doutes sur la faisabilité d'une réforme audacieuse en cette matière, il faut demander pourquoi ils en ont jusqu'à présent refusé la mise à l'étude sérieuse et approfondie, complétée par des simulations. » Cette étude pourrait être confiée aux ministères de l'économie et du travail.

M. Rocard a parlé aussi, avec le chef de l'Etat, de « diplomatie nucléaire mondiale ». Le député européen, qui s'était vivement opposé à la reprise des essais nucléaires et qui est membre de la Commission de Canberra pour le désarmement nucléaire, a « conseillé » à

M. Chirac de compléter sa diplomatie par une action sur le contrôle de la prolifération nucléaire et, plus particulièrement, sur la filière ploutonium. MM. Chirac et Rocard se sont également livrés à un rapide tour d'horizon des questions européennes.

L'ancien premier ministre de François Mitterrand a été plus avare de commentaires sur la question de savoir si la situation politique avait été abordée. « Qu'est-ce que vous connaissez de plus important comme problème de politique intérieure que celui du chômage ? », a-t-il déclaré. Des problèmes d'hommes ? Ce n'était pas son problème, ni le mien. M. Chirac devait recevoir un autre ancien premier ministre socialiste, lundi 5 août, en la personne de Pierre Mauroy.

Michel Noblecourt

L'inscription aux Assedic devra précéder celle à l'ANPE

LES CHÔMEURS devront s'y faire : au lieu de se rendre à l'agence locale pour l'emploi dès leur licenciement, il leur faudra d'abord s'inscrire aux Assedic – qu'ils aient droit ou non à une allocation – avant d'avoir un premier entretien de recherche d'emploi à l'ANPE. C'est le sens de la convention adoptée, le 14 juin, par le conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et, le 4 juillet, par celui de l'Unedic. Cette réforme, approuvée par le patronat et plusieurs syndicats (CFDT, CFTC), est vivement contestée par la CFDT de l'ANPE et la CGT, qui souligne que les chômeurs n'ont rien à gagner à ce que l'on déshabilite l'ANPE de ses missions de service public.

Le transfert des formalités d'inscription vers l'assurance-chômage, expérimenté depuis plus d'un an dans vingt-huit agences locales et sept Assedic, entrera progressivement en vigueur à partir d'octobre 1996 et s'achèvera fin 1997. Elle a pour objectif, selon ses promoteurs,

de « simplifier les démarches des usagers », de réduire les délais d'instruction de la demande d'allocation-chômage et de recentrer l'action de l'ANPE sur la prospection des emplois et le reclassement des chômeurs.

Quatre semaines au plus tard après leur inscription aux Assedic, les demandeurs d'emploi devront passer un premier entretien avec un agent de l'ANPE. Déchargé des tâches administratives d'inscription, celui-ci pourra mener des entretiens plus approfondis avec les chômeurs. L'ANPE gardera la responsabilité de la liste des demandeurs d'emploi, qui permet d'établir chaque mois les statistiques du chômage. Dès l'annonce de la généralisation de l'expérience, le directeur général de l'ANPE, Michel Bernard, avait tenu à préciser que l'agence resterait seule habilitée à « décider si les gens sont toujours chercheurs d'emploi », et donc à les radier s'ils ne cherchent pas du travail.

Pour la CGT et la CFDT, cette réforme aura des effets pernicieux.

Maurice Lamoot, secrétaire confédéral de la CGT, juge qu'il s'agit de rien de moins qu'« un véritable maché de dupes », dont les chômeurs seront les perdants. Pour le chef de file de la CGT à l'Unedic, il ne fait aucun doute que certains chômeurs qui n'ont droit à aucune indemnisation de l'assurance-chômage (à motif des 3,2 millions de chômeurs) n'auront pas le réflexe de s'inscrire aux Assedic, ce qui entraînera une baisse du nombre de chômeurs.

LE COÛT DU TRANSFERT

Le risque est particulièrement grand pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. La CFDT, majoritaire au sein de l'Agence, partage la même crainte.

Cette réforme a également soulevé un problème financier : qui paiera les quelque 300 millions de francs de surcoût annuel pour ce transfert ? La question a été posée par les partenaires sociaux, gestionnaires de l'Unedic, et par la secrétaire générale de la CFDT, Nicole

Notat, qui doit remplacer pour deux ans Denis Gauthier-Savignac (CNPF) à la présidence de l'organisme fin septembre. Ils ont posé plusieurs conditions au gouvernement, notamment que le transfert s'étale dans le temps et que l'Etat « contribue au financement de ce transfert ». L'assurance-chômage, qui dispose de beaucoup moins d'implantations que l'ANPE, va, en effet, devoir ouvrir de nombreux points d'accueil supplémentaires, embaucher de l'ordre de six cents salariés et modifier l'organisation de leur travail (horaires d'ouverture...).

Les pouvoirs publics risquent de leur rétorquer qu'au moment où l'Etat est contraint de réduire les aides à l'emploi de plus de 15 milliards de francs en 1997, le régime d'assurance-chômage peut puiser dans ses excédents, qui atteindront près de 13 milliards de francs en 1996 et probablement autant en 1997, pour financer la réforme.

Jean-Michel Bezat

M. Monory réclame une action d'urgence contre le chômage

« S'IL N'Y A PAS de grande révolution, de mesures concrètes prises en faveur de l'emploi, telles que celles que je préconise, nous irons clopin-clopaillant au désespoir et, probablement, à la défaite », déclare René Monory (UDF-FD), président du Sénat, dans un entretien publié par Le Journal du dimanche du 4 août. Se disant prêt à « casser la baraque » à la rentrée sur la question de l'emploi, M. Monory juge un retour de la confiance impossible en France « tant qu'on aura 12 % de chômeurs ». Il propose la décentralisation de toutes les aides à l'emploi ou la création d'un service national économique, consistant à envoyer cent cinquante mille jeunes à l'étranger comme « fer de lance de l'exportation ».

DÉPÊCHES

■ **FONCTION PUBLIQUE** : Dominique Perben déclare, dans un entretien publié par Les Echos lundi 5 août, qu'il souhaite « un accord salarial pluriannuel » dans la fonction publique. A propos des réductions d'effectifs, M. Perben estime que « la fourchette des cinq mille à dix mille » est la plus « raisonnable ».

■ **BUDGET** : le Cid-Unati « exhorte [le premier ministre] à doubler le nombre des suppressions de postes prévues dans la fonction publique pour 1997 ». Dans un communiqué publié le 1^{er} août, l'organisation estime que « c'est la seule façon réelle de baisser les impôts des Français, stopper la spirale des faillites et créer des emplois dans le secteur concurrentiel ».

SANTÉ Quel sort réserver aux milliers d'embryons humains conservés par congélation et dont les couples géniteurs ne souhaitent plus « disposer » ? Le gou-

vernement britannique vient de décider la destruction de trois mille embryons, déclenchant ainsi une vive polémique. ● EN FRANCE, le gouvernement a déci-

dé d'attendre 1999 et une révision de la loi sur la bioéthique pour définir de nouvelles règles. Le secrétariat d'Etat à la santé a renoncé à rédiger un décret d'application de

cette loi, qui devrait définir dans quels cas les embryons conçus après juillet 1994 pourraient ne plus être conservés. ● DE FAIT, la destruction de ces embryons est

aujourd'hui interdite, malgré les demandes de certaines familles. Des médecins s'inquiètent des conséquences de cet attentisme gouvernemental.

Les embryons conçus après 1994 et congelés ne peuvent pas être détruits

Le gouvernement n'entend pas rédiger un décret d'application de la loi sur la bioéthique qui devrait définir dans quelles conditions pourraient ne pas être conservés des milliers d'embryons humains qui ne font plus l'objet d'un « projet parental »

LE GOUVERNEMENT britannique vient d'ordonner la destruction de plus de trois mille embryons humains conservés par congélation et qui, selon toute vraisemblance, ne font plus l'objet d'un « projet parental » (Le Monde du 2 août). En dépit de la vive opposition des milieux catholiques intégristes et de la condamnation du Vatican, Londres a décidé d'appliquer la loi en vigueur dans ce domaine. En France, on se refuse à aborder de face le problème et la plus grande incertitude règne quant au sort qui peut, ou doit, être réservé aux milliers d'embryons « orphelins » actuellement conservés dans les centres spécialisés d'assistance médicale à la reproduction.

La congélation des embryons est une technique relativement récente issue du développement de la fécondation *in vitro*. Elle vise, schématiquement, à augmenter les chances de procréation des couples souffrant de diverses formes de stérilité et chez lesquels les spécialistes de la bio-

logie de la reproduction ont réussi à concevoir un nombre d'embryons excédentaires par rapport au nombre de ceux qui peuvent être implantés dans un premier temps au sein de l'utérus de la future mère.

Au fil du temps, le nombre d'embryons conçus par fécondation *in vitro* et conservés par congélation, en France, a augmenté dans des proportions considérables, soulevant, dans le même temps, un nombre croissant de problèmes techniques et moraux. Quel est le statut de ces embryons ? A qui appartiennent-ils ? Quel doit être leur devenir dès lors que les couples « géniteurs » ne souhaitent plus « en disposer » ? Adoptée au terme d'une longue série d'atmosphériques, la loi sur la bioéthique, datée de 1994, devait répondre à ces questions éternelles.

Au chapitre des embryons congelés, cette loi dessinait une étonnante frontière. Elle distinguait les embryons « existants » à la date du 29 juillet 1994 et les autres. « Les embryons existants à

la date de la promulgation de la présente loi et dont il a été vérifié qu'ils ne font plus l'objet d'une demande parentale, qu'ils ne font pas l'objet d'une opposition à un accueil par un couple tiers, et qu'ils satisfont aux règles de sécurité sanitaire en vigueur au jour de leur transfert pourront être confiés à un couple. Si leur accueil est impossible et si la durée de leur conservation est au moins égale à cinq ans, il est mis fin à cette conservation », peut-on lire dans le Journal officiel daté du 30 juillet. En d'autres termes, les embryons conçus avant le 29 juillet 1994 conservés pendant cinq ans par congélation et ne faisant plus l'objet de demande parentale devraient « ne plus être conservés », formule signifiant – non sans hypocrisie – que ces embryons doivent être détruits. Cela a-t-il toujours été le cas ? Rien, en l'état actuel des données disponibles, ne permet de l'affirmer.

Pour les embryons conçus et conservés par congélation depuis le 29 juillet 1994, la loi sur la bioéthique prévoit les dispositions

suivantes : « Un embryon humain ne peut être conçu ni utilisé à des fins commerciales ou industrielles (...). Toute expérimentation sur l'embryon est interdite. A titre exceptionnel, l'homme et la femme formant le couple peuvent accepter que soient menées des études sur leurs embryons. » Mais qu'en est-il de la destruction ? Personne dans la communauté médicale ne semble aujourd'hui en mesure de répondre à cette question.

LA LOI ET LA RÉALITÉ

« Comment établir, d'un point de vue éthique, une différence en fonction de la date de conception de ces embryons ? » s'interroge le professeur Pierre Jalbert, président de la fédération nationale des centres d'étude et de conservation du sperme (Cecoci). « Et que pouvons-nous répondre aux couples qui nous demandent de procéder à la destruction des embryons que nous conservons et dont ils ne souhaitent plus ni le développement ni la conservation ? D'autres questions, difficiles, se

posent, dès lors que nous ne pouvons plus retrouver le couple concerné ou que les deux membres de ce couple ne sont pas d'accord sur la conduite à tenir. A l'évidence nous avons dans ce domaine besoin de directives précises. »

« Il y a la loi et il y a la réalité quotidienne », explique pour sa part le professeur François Thépot, président de l'association Fivnat, qui regroupe la quasi-totalité des équipes spécialisées dans les activités d'assistance médicale à la procréation. « Nous adressons chaque année un lettre aux couples concernés en leur rappelant l'existence de leurs embryons et en leur demandant où ils en sont de leur projet. En théorie on pourrait penser qu'il y a une alternative : la destruction ou le don. Mais la loi stipule que pour faire l'objet d'un don, il faut, outre le consentement du couple, que les embryons satisfassent « aux règles sanitaires en vigueur au jour de leur transfert ». Or aucun texte ne précise aujourd'hui quelles sont ces règles sanitaires... »

En dépit de l'attente des pro-

fessionnels, on souligne au secrétariat d'Etat à la santé qu'aucun décret d'application sur ce sujet n'est prévu et que l'on attendra la révision de la loi sur la bioéthique, programmée pour 1999, pour, le cas échéant, traiter de ce problème. « Il n'existe aujourd'hui, pour les embryons conçus depuis la promulgation de cette loi, aucune possibilité de destruction et ce même si les parents le souhaitent et que les praticiens y sont favorables, précise-t-on auprès de M. Gaymard. Il faut bien comprendre que cette destruction n'est pas prévue et que l'interprétation de la jurisprudence, tout comme la lecture de la loi, tend plutôt à penser que cette destruction est, en l'état, interdite. » Conscients de ces difficultés, mais soucieux de respecter la volonté des couples concernés, plusieurs médecins responsables d'équipes spécialisées ont confié au Monde qu'ils n'hésiteront pas demain à enfreindre les interdictions gouvernementales.

J. Y. N.

Trente mille congélations l'an dernier

On ne dispose pas en France de données fiables et précises permettant de dire combien d'embryons humains sont actuellement conservés par congélation dans les centres spécialisés d'assistance médicale à la procréation. L'absence de structure centralisée et les flux continus entre congélation-décongélation rendent toute évaluation très aléatoire. On précise toutefois auprès du secrétariat d'Etat à la santé que trente mille embryons ont été congelés en 1995. On ajoute que, en moyenne, 70 % des embryons congelés sont utilisés et transférés dans un utérus maternel, 0,2 % de ces utilisations concernent des dons. Selon les chiffres de l'association Fivnat, quatre mille femmes ont, en 1995, fait l'objet d'une telle transplantation, qui est généralement pratiquée avec trois embryons afin d'augmenter les chances de grossesse. On précise enfin au secrétariat d'Etat à la santé que 5 % des embryons conçus avant la loi sur la bioéthique de 1994 ont été détruits.

COMMENTAIRE

LES FAILLES DE LA LOI DE 1994

Contrairement à ce que l'on avait espéré, la loi de 1994 sur la bioéthique n'a pas apporté de réponse satisfaisante à des questions essentielles soulevées par l'avancée des sciences et des techniques dans le champ de la médecine moderne. En refusant de rédiger plusieurs décrets d'application de cette loi, les gouvernements successifs ont pris le risque d'en réduire la portée. L'af-

faire des embryons congelés est, de ce point de vue, exemplaire. Elle témoigne d'un renoncement certain du politique sur des thèmes qui, pense-t-on en haut lieu, ne peuvent que nuire au pouvoir en place.

Quand et selon quelles modalités peut-on détruire en France les embryons dont les géniteurs ne souhaitent plus qu'ils se développent ? En 1994, le législateur avait osé trancher, mais seulement pour les embryons conçus avant la promulgation de la loi : ils pouvaient être détruits dès lors qu'ils avaient été conçus depuis plus de cinq ans et que les « parents » étaient consen-

tants. Fallait-il voir là la préfiguration de ce qui allait être décidé pour les milliers d'embryons conçus après 1994 ? Nullement. Depuis deux ans, on laissait entendre aux professionnels qu'un décret allait préciser les modalités de don et de destruction. Voilà aujourd'hui que l'on affirme dans l'entourage d'Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, que ce décret ne verra pas le jour. Il faudra attendre 1999, année fixée pour un réexamen du dispositif législatif de 1994, pour savoir quel sort sera réservé aux structures embryonnaires actuellement plongées dans l'éternité de l'azote liquide.

Sans doute veut-on, de la sorte, faire l'économie de la polémique à laquelle on assiste aujourd'hui en Grande-Bretagne, où la destruction programmée de plus de 3 000 embryons réveille l'énergie des opposants à l'interruption volontaire de grossesse et plus généralement à la maîtrise de la procréation humaine. Ce n'est là qu'un calcul à courte vue. La France vivra, en 1999 ou plus tard, une affaire similaire à celle de la Grande-Bretagne. Mais il ne s'agira plus alors de trois mille embryons...

Jean-Yves Nau

Quarante-quatre alpinistes et randonneurs ont trouvé la mort depuis le 15 juin

CHAMONIX

de notre bureau régional Quarante-quatre alpinistes et randonneurs ont trouvé la mort dans les massifs montagneux des Alpes du Nord depuis le 15 juin. Ce bilan effectué à mi-parcours de la saison estivale en altitude est sensiblement inférieur à celui de l'année précédente. Les très mauvaises conditions météorologiques qui ont prévalu jusqu'à la mi-juillet en France ont fait chuter les statistiques des accidents, dissuadant les montagnards de s'engager dans des courses ou randonnées. Mais, avec le retour du beau temps, la montagne a retrouvé son cortège de drames.

Ainsi, entre le 25 juillet et le 1^{er} août, dix personnes sont mortes dans le seul massif du

Mont-Blanc, victimes de dévalées, de chutes de pierres, d'effondrements de séracs, ou, tout simplement, n'ont pas pu résister aux très basses températures qui règnent en altitude, même pendant la saison estivale. Dimanche 4 août, deux alpinistes et un randonneur ont fait des chutes mortelles dans les massifs du Queyras, de l'Oisans et du Mont-Blanc.

Cette année, le froid est à l'origine de plusieurs accidents mortels. Une demi-douzaine d'alpinistes, surpris en pleine course par la tempête, n'ont pas pu résister à la chute brutale du thermomètre, que le vent rend encore plus difficile à combattre. L'introduction de nouvelles matières dans les vêtements, comme

le Goretex, a amélioré considérablement le confort des alpinistes et leur résistance aux basses températures. Mais tous ne sont pas équipés de ces coûteuses matières ou n'ont pas eu la prudence de les emporter dans leurs sacs. Certains préfèrent privilégier pour leur ascension la légèreté au détriment de leur propre sécurité et négligent certaines règles élémentaires de prudence.

Ainsi trois alpinistes allemands sont morts d'hypothermie à 4 500 mètres d'altitude après avoir lutté pendant deux jours contre le froid en se protégeant dans un trou de neige. Seul l'un des quatre membres de la cordée, qui venait de parcourir la difficile arête de Peuterey, située dans la face italienne du Mont-Blanc, a pu gagner le refuge Vallot pour prévenir les secours. A l'arrivée de ces derniers, ses trois compagnons, qui ne disposaient pas de duvet ni d'un équipement de survie, étaient décédés.

HYPOTHERMIE

« L'organisme peut résister plusieurs jours à l'agression du froid s'il est exempt de toute tare ; cela dépend de la morphologie de l'individu, de son alimentation et de son équipement », explique Bernard Marsigny, chef du service des urgences de l'hôpital de Chamonix. Par contre, tout blessé grave de montagne est un hypothermie potentiel. En altitude, l'hypothermie s'installe rapidement chez un blessé. Une victime correctement équipée, mais sérieusement blessée, atteint une température de 30 degrés en moins d'une heure, par beau temps, à 4 000 mètres d'altitude.

Chaque année, l'hôpital de Chamonix reçoit de nombreuses victimes du froid. Outre les traditionnelles gelures dont sont victimes les alpinistes comme les randonneurs, l'hypothermie accidentelle est omniprésente dans la traumatologie de la haute mon-

tagne. Certains alpinistes sont secourus alors que la température centrale de leur corps est descendue à 32 °Celsius (hypothermie modérée) ou en dessous de 25 °Celsius (hypothermie majeure – la mortalité est dans ce cas très élevée). La littérature médicale compte un certain nombre de cas de personnes qui ont pu être réchauffées naturellement, c'est-à-dire par leur propre métabolisme, au rythme de 0,5 à 1 par heure, ou par circulation extracorporelle (CEC), alors que leur température atteignait moins de 20 °C, le record mondial « étant de 15,2° ».

Pendant de nombreuses années, les victimes de chutes dans des crevasses étroites ont été considérées comme les proies privilégiées du froid. Coïncées entre deux parois de glace, l'extraction de ces naufragés de la montagne était très difficile. Généralement, ils ne résistaient que deux ou trois heures seulement au contact direct avec cette gangue glacée. Toutefois, la qualité des vêtements portés par l'alpiniste prisonnier peut lui donner un sursis d'une ou deux heures, à condition que ceux-ci ne soient pas mouillés.

L'injection d'eau chaude et saturée en vapeur d'eau aux victimes en cours d'extraction, destinée à freiner la déperdition calorifique, a été utilisée par les secours au cours des années 80. Cette technique dite du « parachute thermique » est toutefois difficile à mettre en œuvre. Elle exige le transport sur les lieux de l'accident d'un générateur électrique et d'un matériel technique très lourd. Aujourd'hui, les sauveteurs préfèrent utiliser des moyens plus rustiques comme le marteau piqueur pour effondrer la glace et dégager rapidement la victime.

Claude Francillon

Le PNFE prétend n'être pour rien dans la profanation de Carpentras

LE PRÉSIDENT HONORAIRE du Parti nationaliste français et européen (PNFE), groupuscule néonazi, Claude Cornilleau, affirme, dans un communiqué daté du 4 août, que son parti n'avait « absolument rien à voir » avec la profanation du cimetière juif de Carpentras. « Le PNFE (...) n'a jamais prôné les profanations de cimetières », assure M. Cornilleau, qui « condamne formellement toute profanation, d'où qu'elle vienne, laquelle ne peut être l'œuvre que de dévils profonds ». « Ce genre d'action déshonore à jamais ceux qui s'y livrent et les met au ban de la communauté car le respect dû aux morts est sacré », conclut le communiqué. On indiquait néanmoins, lundi 5 août de source policière, que Jean-Claude Gos, décédé en 1992 dans un accident de moto, qui semble avoir été le chef des profanateurs de Carpentras, et Patrick Laonegro, l'un des membres du commando, avaient bien milité au PNFE entre 1989 et 1990, soit juste avant la profanation.

DÉPÊCHES

■ **PROFANATION** : des croix gammées, ainsi que des inscriptions nazies ont été découvertes, samedi 3 août, de chaque côté des portes de l'église de Ban-Saint-Martin (Moselle), à la périphérie de Metz. Une autre croix gammée a été retrouvée sur le monument aux morts proche de l'édifice, accompagnée de l'inscription « Français SS ». Le ou les auteurs de la profanation ont, en outre, tenté de mettre le feu aux portes de l'église, sans succès. L'enquête a été confiée à la sûreté urbaine de Metz.

■ **FAIT-DIVERS** : les corps de trois membres d'une même famille tués par balles ont été retrouvés à leur domicile de Dommarin-lès-Remiremont (Vosges) vendredi 2 août. Le couple et leur petit garçon de quatre ans et demi ont été touchés à la tête, dans la nuit du jeudi au vendredi. L'arme, de gros calibre, a été retrouvée dans la cuisine, près des corps des deux adultes. Les enquêteurs ne privilégient encore ni la thèse du double homicide suivi d'un suicide ni celle du triple homicide.

■ **CORSE** : deux jeunes, suspects de tentative d'attentat, ont été interpellés à Ajaccio (Corse-du-Sud), dimanche 4 août, et placés en garde à vue. Ils sont soupçonnés d'avoir préparé un attentat à l'explosif devant les bâtiments de la légion de gendarmerie, à Ajaccio, dans la nuit du 3 au 4 août. Des témoins les avaient repérés devant l'entrée de la caserne et sous des sacs-poubelle.

■ **ISLAM** : les représentants de 112 associations formant le Collectif des musulmans d'Ile-de-France ont occupé, dimanche 4 août, le centre islamique de la mosquée d'Evry, situé à Courcouronnes (Essonne). Ils s'opposent au recteur, qu'ils accusent de « gabegie » dans la construction de la mosquée, en cours depuis treize ans. Ils lui reprochent d'avoir fait de la construction de la mosquée une « affaire de clans », et dénoncent « l'opacité totale dans l'utilisation des aides financières ».

■ **PAYS BASQUE** : des petits groupes de nationalistes basques ont perturbé les fêtes de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), samedi 3 août. Alors qu'ils manifestaient contre « la torture et la répression », ils ont détruit des devantures de banques et de magasins, puis se sont violemment opposés aux forces de l'ordre. Les festivités n'ont pas été interrompues.

LES MASTERS ESG

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION • ETABLISSEMENT RECONNU PAR L'ETAT

12 formations de 3^{ème} cycle en alternance, Ecole-entreprise
cartes maîtresses professionnelles pour les titulaires de diplômes Bac+4 et plus : Ingénieurs, Médecins, etc.
Ces formations peuvent être financées et rémunérées

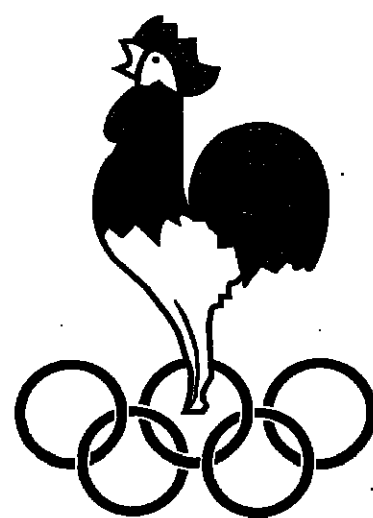
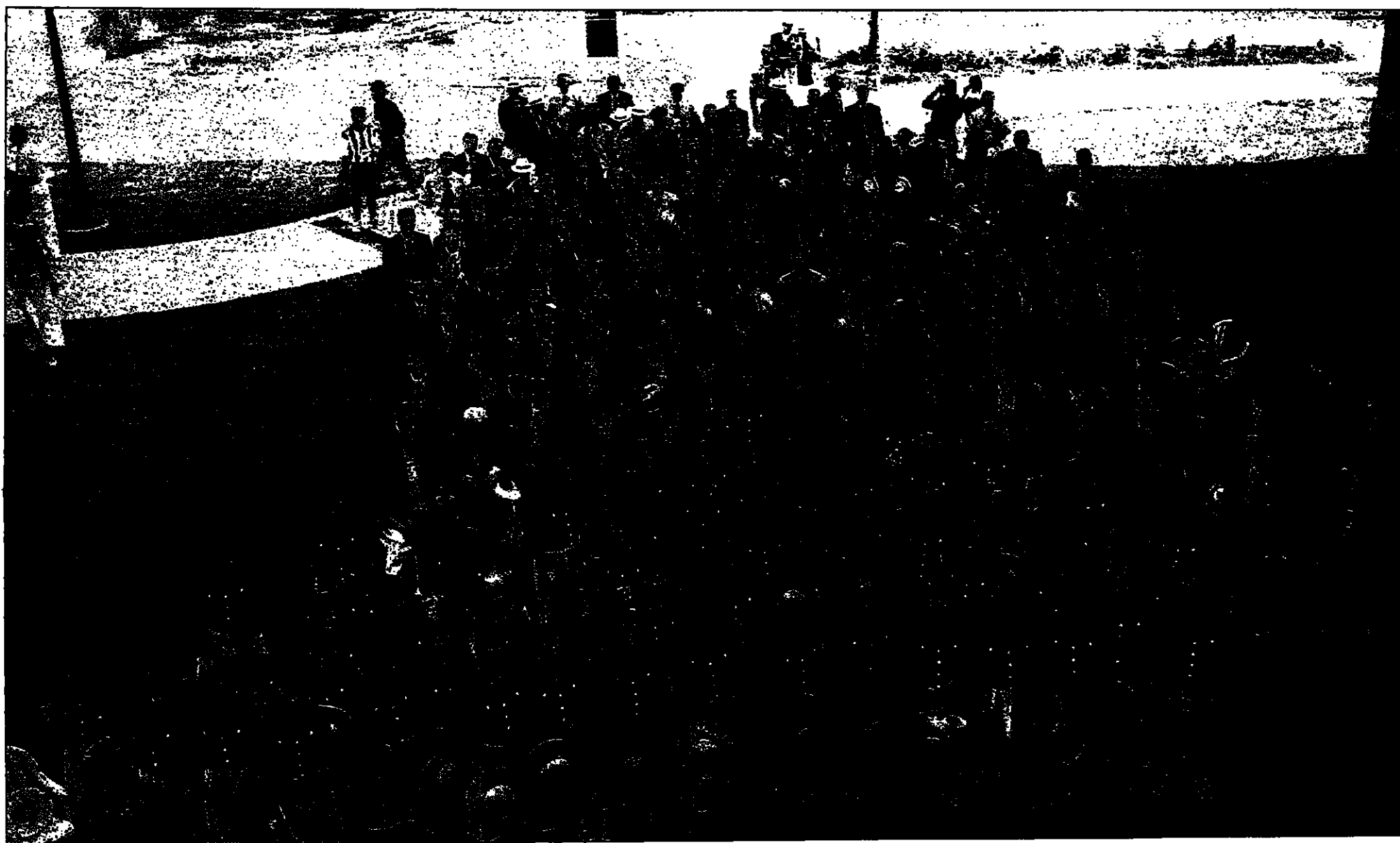
FINANCES ET MARCHÉS DES CAPITAUX	ASSURANCES ET GESTION DES PATRIMOIRES
AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION	GESTION DES ENTREPRISES
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	FISCALITÉ, DROIT DES AFFAIRES ET MANAGEMENT
MARKETING ET PUBLICITÉ	EUROPEAN MASTER
MANAGEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS	IN BUSINESS ADMINISTRATION (ENBA)
COMMERCE INTERNATIONAL	AMERICAN MASTER
CREATION, REPRISE ET GESTION DES PME	IN BUSINESS ADMINISTRATION (AMBA)

2 SESSIONS AU CHOIX : OCTOBRE OU FEVRIER
Renseignements et inscriptions à l'ESG :
25, RUE ST-AMBROISE • 75011 PARIS • TÉL : 43 55 44 44

فكرنا من الأصل

LE COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS

et les
13 000 000 de licenciés,
165 000 clubs,
88 fédérations
sont fiers des 37 médailles
de l'équipe de France olympique.



Avec nos remerciements pour leur soutien à :

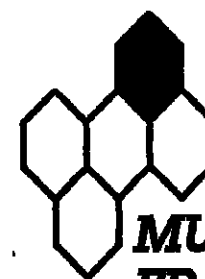
CATENA
BRICOLAGE • ARTS MÉTIERS • JARDIN



**CREDIT
 LYONNAIS**



HARIBO



**MUTUALITÉ
 FRANÇAISE**

elis

adidas

Vittel

DISPARITION

Frida Boccaro

Vedette
dans les années 60

LA CHANTEUSE Frida Boccaro est morte, jeudi 1^{er} août, à Paris. Elle était âgée de cinquante-six ans. En 1969, la voix claire et ample de Frida Boccaro est sur toutes les ondes. La chanteuse vient de remporter le Prix de l'Eurovision avec *Un jour, un enfant*, un titre écrit par celui qui sera son auteur de prédilection, Eddy Marnay ; sa propre sœur, Lina Boccaro, assurait la composition de la plupart de ses musiques.

Née à Casablanca (Maroc), elle développe une fulgurante carrière internationale dans les années 60. Une carrière jalonnée de disques d'or, tant en France, où elle obtient également le Prix de l'Académie Charles-Cros, qu'à l'étranger. En Australie, au Québec, en Amérique du Sud, dans les pays de l'Est, elle rebondit de succès en succès (*Tout un monde dans mon cœur*). Lorsqu'elle se produit à La Haye, le public, nullement gêné par la présumée barrière de langue, reprend avec elle couplets et refrains. Elle fréquente le Petit Conservatoire de Mireille Georges Brasseur lui offre l'une de ses premières parties à Bobino. Interprète de grand talent, d'un maintien très droit, Frida Boccaro avait sur scène un charisme indéniable, une expression vraie, le sourire toujours franc.

Souffrante depuis plusieurs années, elle s'était retirée du monde du spectacle. Elle vivait proche de sa mère, à Paris, dans le 15^e arrondissement. Elle est morte d'une infection pulmonaire.

Patrick Labesse

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du samedi 3 août est publié :

● **Thomson** : un décret instituant une action spécifique de l'Etat au capital de Thomson, le groupe français en voie de privatisation (Le Monde daté 4-5 août).

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

— Joyeux anniversaire, Rose.
André, Karine et Bénédicte.

Mariages

— Les familles :
OASTLER et FRIEDERICI, sont heureuses de faire part du mariage de
Sarah et Jean-Christophe, célébré dans l'intimité familiale, le 26 juillet, en l'église anglicane de Barchinon (Suisse, Angleterre).

Sous-préfecture,
1, rue du Panorama,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

Décès

— Nicole Clément, son épouse.
Les familles Clément, Gallois, de Witte, Guillard, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Bernard CLÉMENT, avocat honoraire à la cour d'appel de Paris, survenu, dans sa soixante-dixième année, le 2 août 1996.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce lundi 5 août, en l'église de Saint-Pierre à Collonges-la-Rouge (Corrèze).

18, rue de Sévres,
92100 Boulogne-sur-Seine.

— Le secrétaire perpétuel Et les membres de l'Académie française ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère

M. Michel DEBRÉ, ancien premier ministre, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rose de la Résistance,

décédé le 2 août 1996, à Montlouis-sur-Loire (Indre-et-Loire), à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Le service religieux a été célébré à Antibes (Indre-et-Loire), le lundi 5 août, à 10 h 30.

(Le Monde daté 4-5 août.)

— Jean-Pierre Miquel, administrateur général de la Comédie-Française. La troupe. Le personnel du théâtre, ont la tristesse de faire part du décès de

Eric DOYE, comédien et pensionnaire de la Comédie-Française, survenu le 31 juillet 1996.

— M^{me} François Dupré de Boulois, née Françoise Beylier, son épouse.
Anne-Sophie et Pierre Brasier, Emmanuel et Bernard van den Broek d'Obrenan et leur fille, Honorine, Xavier Dupré de Boulois, Renaud Dupré de Boulois, ses enfants et sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès, le 28 juillet 1996, dans sa soixante-troisième année, de

François DUPRÉ de BOULOIS, entouré de siens et réconforté par le sacrement des malades.

François ayant fait don de son corps à la recherche médicale, une bénédiction religieuse a réuni ses proches le 29 juillet.

En souvenir de lui, pensez au don du sang.

Une messe à son intention sera dite ultérieurement.

77, rue Blanche,
75009 Paris.

— M^{me} Roland Girard, son épouse, M. et M^{me} Craig Copetas, ses enfants, Cooper, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland GIRARD, survenu le 30 juillet 1996.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— David, son mari, a le regret de faire part du décès de

Marianne HOTHAM (Becker), survenu le 9 juillet 1996, à Milne Garden, Coldstream, TD12 4HE, Ecosse.

— M. et M^{me} Georges Istasse, ses parents, Christian, Jovial (†), Pierre et M^{me} Isabelle, Bruno et M^{me} Istasse, ses frères, sœur et belles-sœurs, Romy, Marie-France, Stéphane, Magali, Hugo, ses enfants, Les familles Naika, Granier, Beaugendre, Galard, Gambier, Parents et alliés, font part du décès de

Marcel ISTASSE, le 2 août 1996, à Morondava (Madagascar), dans sa trente-neuvième année.

B.P. 171,
Morondava (Madagascar).

— Marie-Thérèse Roux-Thomas, sa fille, Maurice Matiot-Michel, son frère, Bente et Eivind Lotsberg, Les familles Lancelot et Michel, ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne MICHEL, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, directrice honoraire de l'Ecole normale de Paris, ancienne directrice des Ecoles normales de Caen, Saint-Germain-en-Laye, Tulle, décédée, à Paris, le 2 août 1996, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 août, à 14 h 30, en l'église de Saint-Germain-Chassenay (Nièvre), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui participeront à leur deuil.

33, cours de la Libération,
38000 Grenoble.

— Le président de l'université Paris-IV, Sorbonne, Le département d'études arabes et orientales, Et l'ensemble de la communauté universitaire, ont la douleur de faire part du décès de leur collègue,

M. Bernard MOUSSALI, professeur agrégé d'arabe.

— Henri Pichette a la tristesse de faire part de la mort de son frère.

James PICHETTE, croix de guerre 1939-1945, chevalier des Arts et des Lettres,

survenue à Paris, le 2 août 1996, à l'âge de soixante-seize ans.

La crémation aura lieu le mardi 6 août, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

Prix pour lui. Pensez à lui.

— Lyon.

M^{me} Jean Ranger, son épouse, Catherine Ranger, Christophe et Muriel Ranger et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean RANGER, ingénieur E.T.P., ancien directeur du groupe hydraulique Rhône à Electricité de France, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu, le 2 août 1996, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 août, à 15 h 30, en l'église de Persac (Vienne), suivie de l'inhumation.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Marie et Nicolas, ses enfants, Patrick, Jacqueline et Jérémy, ses cousins, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Simone SOLODLOFF, survenue le 29 juillet 1996, à Mortagne-au-Perche (Orne), dans sa soixante-sixième année.

La crémation a eu lieu le vendredi 2 août, au crématorium du Mans.

10, rue Gît-le-Cœur,
75006 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Anniversaires de décès

— Il y a vingt ans.

Renée GUILLEM, née FORGERON,

nous quittait.

Ses enfants souhaiteraient que ceux qui l'ont connue et aimée pensent à elle.

— Pour le cinquantième anniversaire de la disparition de

Jacques PICTET,

Catherine et Claire Pictet invitent parents et amis à se joindre par la pensée et en prières, à la messe célébrée à sa mémoire, le samedi 10 août 1996, à 9 heures, en l'église de Mailhoc (Tarn).

— Pour le neuvième anniversaire du rappel à Dieu de

Vanina SOUBAM,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

— Il y a cinq ans, disparaissait

Bloody-Mama, alias Renée

TORDJMAN-SCHACHMÉS.

Ceux qui l'ont aimée se souviennent.

Communications diverses

— **Maison de l'hébreu**. Du 5 au 15 août, lisez la bible en 2 heures, ou pratiquez la conversation en 10 cours, avec le professeur Jacques Beaudou : 47-97-30-22/02-43-45 (message si absent).

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75002 Paris Cedex 05

Renseignements : 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 106 F

Abonnés et actionnaires 96 F

Thèmes étudiants 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturent minimum 10 lignes.

Le Monde
ET SES PUBLICATIONS

**Un ancien numéro vous manque ?
C'est le moment de vous le procurer**

BON DE COMMANDE

à retourner à : « Le Monde » - vente au numéro - 21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 PARIS CEDEX 05

vos commandes par Minitel - sommaire détaillé - 3615 code LEMONDE puis ANC.

2,23 F/minute

Indiquer dans les cases correspondantes le nombre d'exemplaires souhaités.

Prix port inclus pour la France métropolitaine ; pour les autres destinations ainsi que pour la vente en nombre (10 ex.), nous consulter au : (1) 42-17-29-97

MONDE DE L'ÉDUCATION - mensuel

prix unitaire : 39 F

- ☐ Peut-on encore réformer l'école ? - septembre 95 - 29 F
- ☐ Étudiants, le salaire de la galère + guide de l'orientation - octobre 95 - 39 F
- ☐ S'en sortir par l'école - novembre 95
- ☐ Palmarès des écoles de commerce, gestion - déc. 95
- ☐ Universités Europe-USA + palmarès prépas commerciales - janv. 96
- ☐ Atlas formations professionnelles + guide des lycées - fév. 96
- ☐ Formation du citoyen + guide prépas sciences et lettres - mars 96
- ☐ Lecture, écriture, urgence - avril 96 - 32 F
- ☐ Les nouveaux profs - mai 96 - 32 F
- ☐ La commission Fauroux - juin 96 - 32 F

DOSSIERS & DOCUMENTS - mensuel

prix unitaire : 14 F ou 20 F**

- ☐ Spécial examens : le dernier état du monde et de la France - mai 95
- ☐ La question iranienne/Le Bassin méditerranéen - juin 95
- ☐ Le nucléaire après la guerre froide - juillet/août 1995
- ☐ L'emploi en crise - septembre 95
- ☐ Les nationalismes en Europe/Hiroshima - octobre 95**
- ☐ L'Inde, géant émergent - novembre 95
- ☐ La société française en 90 - Pêche en Europe - décembre 95
- ☐ L'Union européenne/L'économie de la drogue - janvier 96
- ☐ L'économie de la santé en France / Les Mégapoles - février 96**
- ☐ Japon, la fin de l'exception - mars 96
- ☐ L'Afrique des grands lacs - avril 96
- ☐ Spécial Examens : dernier état du monde et de la France - mai 96
- ☐ Dernier état de la Terre/56 : déstabilisation - juin 96

DOSSIERS & DOCUMENTS LITTÉRAIRES - trimestriel

prix unitaire : 15 F

- ☐ N° 2 L'œuvre d'art/La défense de la langue française - novembre 93
- ☐ N° 3 Flaubert/La presse en question - mars 94
- ☐ N° 5 Zola/Mythes et mythologie - octobre 94
- ☐ N° 6 Proust/Roman et cinéma - janvier 95
- ☐ N° 7 Stendhal/La tragédie antique - avril 95
- ☐ N° 8 Baudelaire/Science-fiction française - juillet 95
- ☐ N° 9 Francis Ponge/Les journaux intimes - octobre 95
- ☐ N° 10 Aragon/Rimbaud - janvier 96
- ☐ N° 11 Maupassant/Les écrivains américains à Paris

MONDE DIPLOMATIQUE - mensuel

prix unitaire : 22 F

- ☐ août 95
- ☐ septembre 95
- ☐ octobre 95
- ☐ novembre 95
- ☐ décembre 95
- ☐ janvier 96
- ☐ février 96
- ☐ mars 96
- ☐ avril 96 - 24 F
- ☐ mai 96 - 24 F
- ☐ juin 96 - 24 F
- ☐ juillet 96 - 24 F

INDEX du Monde diplomatique - 30 F

année 93 □ 94 □ 95

années 82 à 92 - 170 F

MONDE DES PHILATÉLISTES - mensuel

prix unitaire : 30 F

- ☐ La rentrée polaire - septembre 95
- ☐ N° 500 - octobre 95 - 35 F
- ☐ Automobile et code de la route - nov. 95
- ☐ Coupe du monde 96 - décembre 95
- ☐ La chasse - janvier 96 - 32 F
- ☐ Le Concord - février 96 - 32 F
- ☐ La Journée du timbre - mars 96 - 32 F
- ☐ Timbres surtaxés avant-guerre - av. 96 - 32 F
- ☐ Jeanne-d'Arc, Sévigné etc. - mai 96 - 32 F
- ☐ Jeux olympiques - juin 96 - 32 F

MONDE DES DÉBATS

prix unitaire : 32 F

- ☐ sept. 94. Apprentissage du savoir
- ☐ octobre 94. Bénéficiaire ville : Lyon
- ☐ nov. 94. L'E.N. à 200 ans/Avant-propos
- ☐ déc. 94. Femmes et économie
- ☐ janvier 95. Marseille, son avenir
- ☐ février 95. Faut-il changer la fiscalité ?
- ☐ mars 95. Le modèle Volkswagen - Toulouse
- ☐ avril 95. Haro sur les retraités.

MANIÈRE DE VOIR - trimestriel

prix unitaire : 48 F

- ☐ N° 20 Le temps des exclusions
- ☐ N° 21 Le désordre des nations
- ☐ N° 22 L'Europe, l'utopie blessée
- ☐ N° 23 Le modèle français en question
- ☐ N° 24 Le Maghreb face à la contestation islamique
- ☐ N° 25 Le bouleversement du monde
- ☐ N° 26 Leçons d'histoire
- ☐ N° 27 Médias et contrôle des esprits
- ☐ N° 28 Les nouveaux maîtres du monde
- ☐ N° 29 Conflits fin de siècle - 51 F

HORS-SÉRIES

- ☐ Présidentielle : J. Chirac, le défi du changement - 58 F
- ☐ Cent ans de cinéma - 25 F
- ☐ Cités cinéma - La conquête russe - 35 F
- ☐ Clinton président (1992) - 54 F
- ☐ La nouvelle Russie - 30 F
- ☐ Palestiniens - Israéliens - 30 F
- ☐ Les vétérans du jour J - 30 F

HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

- ☐ 86-91 : le retour des nations - 96 F
- ☐ 39-45 : la 2^e guerre mondiale - 79 F
- ☐ 44-94 : la guerre froide - 79 F
- ☐ La V^e République - 78 F

LES GRANDS ENTRETIENS : 44 F

□ Philo, sciences, religions

SAVOIRS : 54 F

- ☐ Les mers, avenir de l'Europe
- ☐ Une Terre en renaissance
- ☐ Les conquêtes de l'espace

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1995 - 58 F

ALBUM DU 50^e ANNIVERSAIRE DU MONDE - 60 F

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

Ci joint mon règlement de F

par ☐ chèque bancaire ou postal

☐ mandat

LM1095

هكذا من الأصل

HORIZONS

PORTRAIT

Xuân, 25 ans, vendeuse et vietnamienne

Après une enfance de cauchemar, elle pensait qu'il n'y avait rien d'autre à faire que se marier. Puis, sous l'effet du changement qui s'est emparé de son pays après les années de guerre et de privations, l'espoir est venu. Elle peut organiser l'avenir...

UNE chose est sûre, j'attendrai la mort de la mère pour chercher un mari. » Aux yeux de Xuân, c'est devenu l'évidence. La mère ne réagit pas. Comme chaque jour, elle s'est levée avant l'aube pour vendre sa soupe rue Nguyễn-Công-Tru, dans le quartier des Banques, à deux pas du marché Nguyễn-Thai-Hoc. La journée a été rude. Elle vient de rentrer et attend pour prendre sa douche que les livreurs d'eau, qui tirent une charrette surmontée d'un gros bidon, passent dans la rue. Elle est assise sur un tabouret devant le petit écran acheté à bas prix, l'une de ses petites filles sur les genoux. Les temps ont beau changer, la vieille dame en a trop vu pour songer à organiser l'avenir. A chaque jour sa peine.

Xuân, ce qui veut dire « printemps », a le ressort de ses vingt-cinq ans. Voilà quelque temps encore, elle songeait à se marier puisque c'était la coutume. « Il n'y avait rien d'autre à faire », dit-elle. Puis, l'espoir s'est peu à peu infiltré dans la vie de sa famille. Elle a abandonné les amours, platoniques, de son adolescence. « Ces dernières années, dit-elle, on s'est remis à vivre, à profiter de la vie. Les choses vont mieux. Avant de songer à moi, je peux m'occuper de la famille. D'abord, il faut que Ut termine ses études. » Si tout se passe bien, Ut, le « dernier », de son prénom Tri, décrochera son bac dans cinq ans. C'est la fierté d'une famille qui n'a guère eu l'occasion de fréquenter l'école.

La période la plus noire, Xuân le sait, est derrière elle. Dix ans auparavant, jeune recrue de l'armée populaire vietnamienne, l'aîné de la famille est mort au Cambodge en sautant sur une mine. La famille s'entassait alors à Cholon, l'ancien quartier chinois de Saïgon, rebaptisée Hồ Chí Minh-Ville, sous le modeste toit de la grand-mère paternelle. La mère vendait des sandwiches devant la porte du logis. Le père buvait. La mort du fils aîné, héritier du culte des ancêtres, n'a rien arrangé. Le père, qui ne faisait rien de ses journées et se contentait, de nuit, de

Pour Xuân, comme pour les autres membres de la famille, les années qui ont suivi ont tenu du cauchemar. La famille a campé sous des toiles de plastique sur un trottoir, non loin du Vieux-Marché, dans le centre-ville. « Pendant la saison des pluies, l'eau coulait de partout. Il était impossible de dormir », raconte Xuân. Sous cet abri, qui ne les protégeait guère davantage des durs rayons du soleil en saison sèche, s'étaient alors réfugiés non seulement la mère, Xuân et Ut, le dernier, mais également Mai, l'aînée de Xuân, et Tho, l'avant-dernier. Peu de temps après, Mai n'avait rien trouvé de mieux, aux abords de la vingtaine, que de se mettre en ménage avec un garçon assez effacé et peu ambitieux, qui lui a fait, depuis, quatre filles, joie de la famille.

L'après-midi et tard dans la nuit, la mère vendait ses sandwiches sur les trottoirs aux alentours du Vieux-Marché. Mai lui donnait un coup de main. Tho se débrouillait pour vendre des chewing-gums à des touristes étrangers à la sortie des restaurants et des boîtes de nuit dans le bas de la rue Đông-Khoi, l'ancienne rue Catmat. Ut, le dernier, était chargé de surveiller le campement et des nourrissons de Mai. Le mari de celle-ci faisait les chantiers du port, quand il y avait une place à prendre.

Quelle misère ! se souvient Xuân. Les fruits, la viande, le poisson, tout était un luxe hors de portée. Pourtant, elle était déjà devenue le vrai ciment d'une famille qui, sans son énergie, aurait fini de se disloquer. Le matin, elle allait acheter le pain des sandwiches et le charbon pour le réchauffer. Elle plaçait la voiturette que la mère avait de plus en plus de mal à pousser. Elle avait de bonnes relations avec les filles du quartier pour que la mère puisse continuer sans autorisation son petit commerce.

Elle surveillait également de près Tho, le petit marchand de chewing-gum : le centre-ville regorgeait de voyous, surtout de pickpockets. Que Tho ne prenne pas de telles habitudes. Elle s'assurait aussi que, le matin, Ut, vêtu d'un uniforme rapiécé et d'un

commencé à renaître. Les étrangers, surtout des Asiatiques, ont été de plus en plus nombreux. Des places ont ouvert leurs portes, et d'autres ont été restaurées. Phénomène inconnu depuis une quinzaine d'années, des compagnies de taxis ont même été créées. Les jeux vidéo ont fait leur apparition. L'argent devenant plus facile, les distractions se sont multipliées. Tandis que des zones industrielles émergent dans de lointaines banlieues, la ville a retrouvé son animation brouillonne d'antan, attirant du coup des dizaines de milliers de ruraux au chômage.

Tho, devenu un jeune homme discipliné, a appris assez d'anglais en vendant ses chewing-gums pour être engagé, après trois mois de formation sur place, comme réceptionniste dans un nouvel hôtel classé « cinq étoiles », une place à cent vingt dollars par mois, soit six cents francs. Une petite fortune. Utilisant au mieux les maigres économies accumulées par la mère, dont le petit commerce marchait mieux, Xuân s'est arrangée pour remplacer la voiturette à sandwiches par une voiturette à soupe, plus chère et plus lourde. Avec une famille de cafetiers du quartier des Banques, à laquelle elle s'était entre-temps liée, elle a passé un accord classique : sa voiturette installée à même le trottoir, la mère vendrait ses soupes aux passants et, surtout, aux clients du café-bistrot, avant tout de gros consommateurs d'alcool de riz.

Ainsi, la famille a pu quitter la rue. Moyennant trente dollars par mois, elle loue depuis plus d'un an une maisonnette, sommaire mais relativement salubre, à proximité du quai Văn-Dôn, de l'autre côté de l'arroyo Bến-Nghé. Une cousine de la mère, dont le mari est menuisier dans le coin, leur a déniché ce toit dans le quartier populaire de Khanh-Hôi : deux pièces bénéficiant d'un raccord d'électricité. Sur des nattes étendues à même le plancher et surmontées de moustiquaires, la famille peut enfin se reposer, la nuit, en toute quiétude. Le petit écran de télévision, devant lequel se colle la mère tous les soirs, a été installé dans la pièce de devant, la plus spacieuse. Dans un autre coin, sur un petit autel où brûlent des bâtons d'encens, sont posés les portraits jaunis du père et du fils disparus.

Remis à la mère, les revenus des uns et des autres permettent de manger à sa

la mère reçoit la visite hebdomadaire d'une manucure. Elle a beau être vieille bien avant l'âge - à cinquante ans à peine, elle en paraît plus de soixante -, elle a conservé un brin de coquetterie.

Les Vietnamiens manifestent, depuis quelques années, un appétit de consommation qui frise le dévouement. Des années de guerre et de privations expliquent ce goût prononcé, selon les moyens, pour les ripailles, un certain gaspillage, l'électronique, la moto à défaut de la voiture. « On se rattrape, explique Xuân. Auparavant, il m'arrivait de me saouler par découragement. Aujourd'hui, c'est plutôt parce que la vie est plus agréable. »

Si pauvre soit-elle encore, la maisonnette est accueillante. On s'y serre un peu, quand il le faut, pour offrir le gîte à un cousin de province de passage. L'ami et le voisin présents à l'heure du repas sont invités à le partager. De temps à autre, en dépit de la brouille familiale, l'un des enfants rend visite à la grand-mère paternelle, souvent à la demande de la mère, car c'est un devoir. La vie communautaire, dont la tradition est encore forte au Vietnam, a donc pu reprendre ses droits. « On se sent mieux ainsi », résume Xuân.

Ut fréquente l'école le matin et aide la mère à vendre la soupe l'après-midi. « De la sorte, dit Xuân, il ne traîne pas pendant ses heures de liberté. » Mai, l'aînée des filles, s'est mise, pour pouvoir s'occuper de ses enfants, à la couture à domicile, ce qui rapporte peu. Son mari continue à faire les chantiers, à cinq ou dix francs la journée. Quant à Tho, espère Xuân, il sera peut-être un jour directeur d'hôtel.

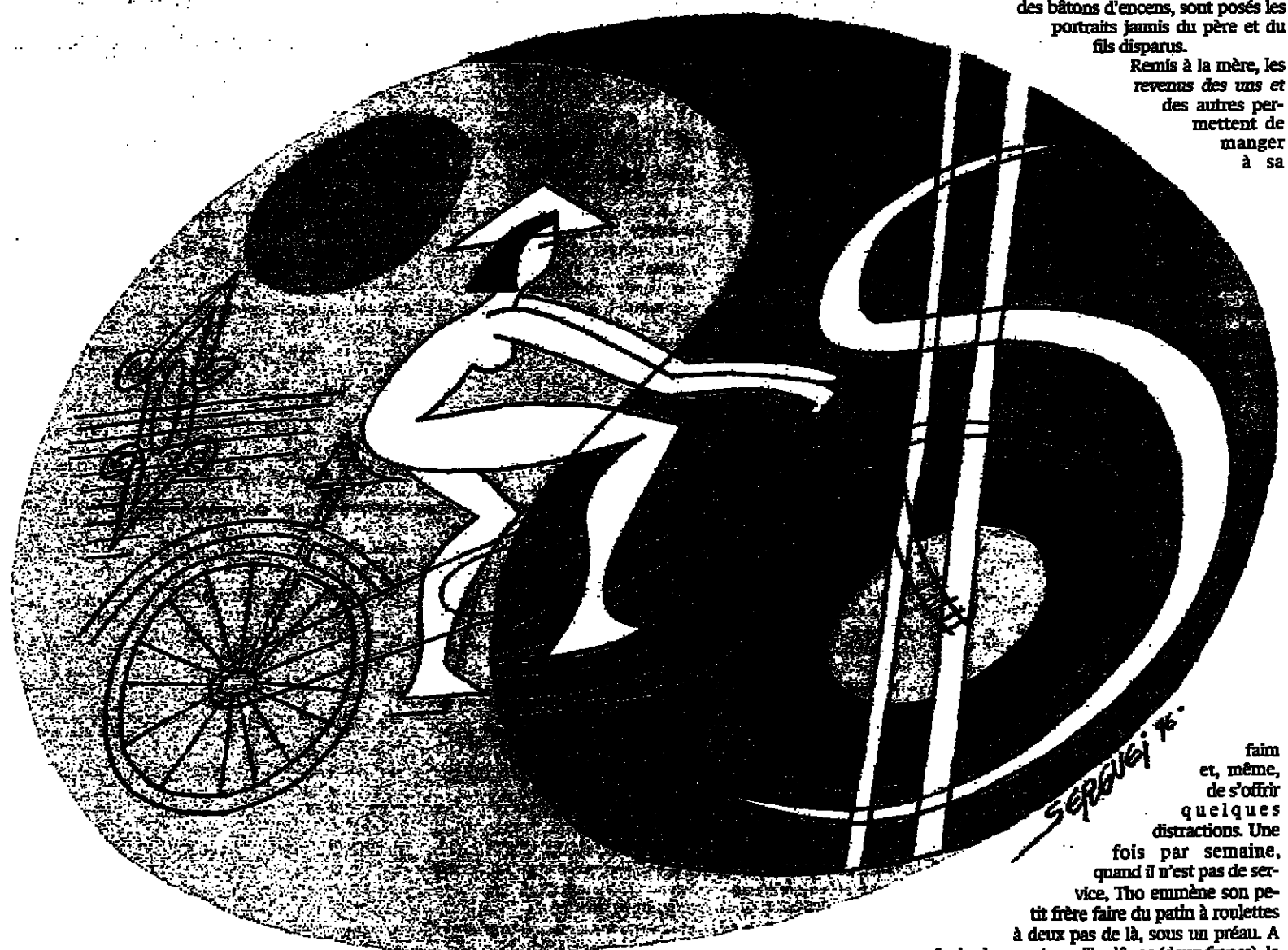
La politique ? Xuân trouve la question incongrue. Interrogé à son tour, Ut le dernier, qui a été admis dans l'équivalent d'une classe de quatrième française, affirme que le président du Vietnam est Ngô Đình Diệm (un président du Vietnam du Sud, assassiné en 1963). Il ignore quels sont les pays frontaliers du sien. Xuân sourit gentiment : elle-même n'a fréquenté que l'école primaire et ne réalise pas à quel point la qualité de l'enseignement s'est dégradée ces dernières années. Peu importe, elle a décidé de faire du dernier un informaticien. C'est la mode. Comme tout un chacun, elle affirme que « l'avenir appartient à l'anglais et aux machines électroniques ».

Hồ - Chi - Minh - Ville, comme à Hanoï, une jeunesse dorée montre le bout du nez dans des bars ou des restaurants fort chers ou sur des motocyclettes considérées comme luxueuses. Rue Nguyễn-Công-Tru, à trois cents mètres de l'emplacement où la mère de Xuân vend ses soupes, dans une impasse délabrée, des jeunes s'adonnent au trafic de drogues dures : les clients sont des adultes qui paient moins de trois francs l'injection d'un mélange très dangereux. Ces échanges ont beau se dérouler devant leurs yeux, les jeunes comme Xuân n'y prêtent attention que pour s'en garder. « On peut boire de temps à autre, on peut fumer n'importe quoi, mais pas de drogue », telle est la morale de Xuân comme, probablement, de la plupart des gens de son âge.

La dernière guerre, au Vietnam, s'étant conclue voilà déjà plus de vingt ans, la moitié des quelque 75 millions de Vietnamiens sont nés après. Les deux cinquièmes de la population ont même moins de quinze ans. Avec l'ouverture du pays sur le reste du monde, qui remonte déjà à 1989-1990, la jeunesse grandit donc dans un univers que la génération précédente n'a pas connu, dans le Nord, ou presque oublié, dans le Sud. Elle y entre de plain-pied. Comme les autres, Xuân ne s'appesantit pas sur les souffrances du passé. Elle entend, avec une maturité léguée par l'expérience et les responsabilités, plonger dans le monde de demain sans pour autant avoir les moyens d'en deviner les arcanes.

Xuân, cependant, se rassure. « Désormais, dit-elle, la famille peut s'en sortir et se payer un peu de bon temps. Que je me marie ou non n'a pas d'importance. Il faut saisir l'occasion de s'en sortir, surtout pour les deux derniers, les deux garçons. » Les héritiers.

Jean-Claude Pomonti



NOUVELLES VAGUES

Douze portraits qui jalonnent les continents pour décrire la jeunesse du monde.

Demain : Dmitri, 28 ans, juriste et russe

surveiller la voiturette à sandwiches, s'est mis à boire davantage : de l'alcool de riz dont il se servait une première rasade en se levant. Un beau matin, poussant la voiturette et suivie de ses enfants chargés de quelques baluchons, la mère est partie. Sa belle-mère ne l'a pas retenue. Quant au père, il est mort deux années plus tard.

foulard rouge, se rendent bien à l'école primaire au lieu de traîner comme beaucoup d'autres enfants. Et, quand elle le pouvait, Xuân n'hésitait pas à s'employer, toujours à la journée, à de durs travaux de terrassement.

Puis, au début des années 90, sous l'effet de l'ouverture du pays et des premières réformes économiques, l'ancienne Saïgon a

faim et, même, de s'offrir quelques distractions. Une fois par semaine, quand il n'est pas de service, Tho emmène son petit frère faire du patin à roulettes à deux pas de là, sous un préau. A quatre mille dongs (deux francs), la location horaire de la paire, le luxe est abordable. Xuân les accompagne volontiers, l'une de ses nièces sous le bras. « Cela me fait du bien », dit-elle simplement. A l'occasion du dernier Têt, le Nouvel An vietnamien, la vieille a pu offrir des vêtements neufs, selon la tradition, aux plus jeunes. Mai et Xuân ont, pour la première fois, les moyens de se maquiller un peu, et

Clovis sous les projecteurs

par Marceau Long

DEPUIS le début de cette année, la presse s'est largement fait l'écho des opinions variées, et souvent passionnées, que des Français de toutes sensibilités philosophiques, politiques et religieuses, mais aussi des observateurs étrangers, ont tenu à exprimer sur l'importance historique de la personnalité de Clovis et le message symbolique que son œuvre inspire. Cette floraison de débats, dont *Le Monde* du 26 juillet fournit encore un récent exemple, peut, de prime abord, frapper par son caractère foisonnant et non ordonné, puisque s'y retrouvent mêlés le fait et le mythe, l'étude la plus précise et la discussion sur des valeurs d'actualité. Mais on aurait mauvaise grâce de s'en plaindre, même si parfois la formulation des thèses s'éloigne des règles habituelles de la vraisemblance et de l'objectivité.

Comment déplorer, en effet, que dans une « démocratie cultivée » la discussion s'instaure librement et sans autocensure sur un sujet qui constitue, pour nous tous, un patrimoine commun ? Ce n'est pas le président du « Comité pour la commémoration des origines : de la Gaule à la France » qui regrettera que ce sujet ait été en quelque sorte capté par le grand public, puisque l'objet de sa mission est précisément de faciliter la réflexion sur cet événement lointain, mais assurément fondateur.

Il n'y a pas, il ne doit pas y avoir, sur Clovis et ses contemporains une quelconque vérité officielle qui s'appuierait sur une lecture autorisée de l'histoire, visant à donner l'interprétation qui s'imposerait à tous et rejeterait dans la marginalité les opinions dissidentes. La République sait commémorer les grands événements qui, siècle après siècle, ont façonné notre communauté nationale, et cela a été récemment montré, tant à l'occasion du deuxième centenaire de la Révolution française que du millénaire capétien. Dans deux ans, la

célébration du quatrième centenaire de l'édit de Nantes fournira une nouvelle occasion de nous reporter au passé pour mieux comprendre ce que nous sommes devenus et comment nous réagissons, à la fin du XX^e siècle, sur les enjeux toujours essentiels et encore d'actualité de la tolérance, de la liberté de conscience, et sur ce qui peut maintenir ou améliorer la cohésion de la société, sur des sujets qui ont, autrefois, mis en cause jusqu'à la paix civile. Mémoire des grands acteurs de notre destin et référence aux valeurs qu'ils représentent ou qu'ils évoquent, tels sont les contours de la grille de découverte qu'il est non seulement légitime mais nécessaire de proposer à nos contemporains, depuis les enfants en âge scolaire jusqu'aux responsables de la cité.

Ecole de civisme, le débat histo-

royaume », c'est en tant que ville et par la grande valeur culturelle des manifestations qui seront organisées qu'elle figurera dans le programme de cette année. Celui-ci se développera en de nombreux points du territoire, le plus souvent avec le concours conjoint des régions, des départements, des villes intéressées. De petites et moyennes communes viendront ainsi côtoyer Reims, Soissons et Tours, hauts lieux de cette période de notre histoire.

Cette commémoration des origines dépasse intentionnellement la seule référence à Clovis et à son règne. Le personnage de saint Martin de Tours, dont on célèbre l'anniversaire le mille six centième anniversaire de la mort, a profondément marqué notre conscience collective, et il n'est point besoin d'être un lecteur assidu de la vie

La République sait commémorer les grands événements qui, siècle après siècle, ont façonné notre communauté nationale

rique l'est par excellence. Si une vision orientée et réductrice de l'histoire peut conduire aux excès du chauvinisme, une approche complète et documentée des événements d'autrefois contribue au contraire à relativiser les jugements intuitifs et sommaires, permettant de mettre en évidence ce qu'il y a de respectable et de fécond dans le pluralisme. Afin de ne pas limiter l'effet de ce propos à des cercles intellectuels restreints de la capitale, le décret du 11 mars 1996 a délibérément fait le choix de s'appuyer sur les collectivités territoriales, dont le comité a pour mission de « *parvenir et coordonner* » les initiatives.

Et si Paris aura sa place, ne serait-ce que parce que Clovis, le premier, en a fait le « *siège de son* »

des saints pour connaître l'épisode du manteau partagé, ni d'être chrétien pour en percevoir la valeur symbolique de respect à l'égard des « *biesses de la vie* ». Ce n'est pas un hasard si 272 communes ont dans leur désignation même la référence à cette illustre figure, si le patronyme de Martin est le plus représenté dans les annuaires et si, de sa Hongrie natale à Buenos Aires, en passant par l'île de Saint-Martin, elle aussi partagée en deux, dans les Caraïbes, on continue de lui rendre hommage. La célébration vise aussi à évoquer le rôle joué par Geneviève ou Clotilde, et ce n'est que justice, de même qu'elle n'oublie pas saint Germain d'Auxerre ou saint Germain de Paris ou des administrateurs et écrivains comme

Sidoine Apollinaire et, plus tard, Grégoire de Tours, l'historiographe de cette période.

L'« année Clovis », c'est la seule fois que l'usage de ce terme simplificateur et commode, ne s'enfermera pas dans les frontières d'un Hexagone qui ne coïncide pas exactement avec la Gaule du V^e siècle. Nos voisins allemands, belges, luxembourgeois, néerlandais sont largement concernés par un roi né à Tournai, porté à la tête d'un peuple vers de Germanie, avant de devenir le souverain reconnu d'un royaume qui rassemblait Gallo-Romains, Francs, Wisigoths et d'autres encore. Et il suffit de lire le programme du colloque international qui se tiendra à Reims du 19 au 25 septembre pour être persuadé qu'on s'intéresse à Clovis au-delà même des limites du continent européen.

Pour certains, l'on parle trop de Clovis : comment ne pas leur répondre que le public a déjà choisi en faisant bon accueil à d'excellents ouvrages historiques, à de nombreux articles, à des émissions de radio ? Bientôt des documentaires sur ce thème viendront s'y ajouter. Alors, pourquoi ne pas recommander à ceux qui ont pu ou peuvent craindre que des dérives n'entachent cette célébration d'accepter que leur point de vue, parmi d'autres, vienne enrichir un débat déjà engagé ? Les actes du colloque tenu en Sorbonne en mai dernier seront intégralement publiés et constitueront une référence utile et durable à laquelle ils pourront se reporter. Quant à ceux qui estiment que l'on ne donne pas au roi des Francs la place qu'il mérite, ils ne seront pas déçus. Une pièce de monnaie de circulation courante, un beau timbre-poste, des manifestations visiblement destinées à un très large public illustreront une montée en puissance qu'il ne tient qu'à eux d'accompagner.

Marceau Long est vice-président du Conseil d'Etat.

Schizophrénie chinoise

par Christine Ockrent

LA Chine est un pays communiste. C'est le plus grand système totalitaire du monde, qui prive un milliard deux cent millions d'êtres humains des droits que nous considérons comme les plus élémentaires. Cette évidence, simple et massive, s'estompe dans les esprits, tant sont grandes la frénésie à grignoter son marché et l'envie de croire à sa transformation rapide. Un récent séjour à Pékin pour le compte de Reporters sans frontières nous a brutalement rappelés à la réalité du régime.

Impossible d'entrer en contact, sur place, malgré nos stratagèmes, avec les familles des journalistes emprisonnés pour leurs écrits et leurs idées depuis le massacre de Tiananmen. Impossible de s'informer de leur état de santé, de leurs conditions de détention, de leur situation juridique, de l'évolution de leurs dossiers. L'épouse de Chen Ziming, autrefois directeur de *L'Hebdomadaire économique*, emprisonné pour la deuxième fois depuis 1989, a été assignée à résidence. La semaine dernière, on lui a formellement interdit de nous rencontrer sous peine d'être privée de sa visite mensuelle à son mari. Chen Ziming, atteint d'un cancer qui s'aggrave, est depuis des mois sans soins ni médicaments. Il serait aujourd'hui trop faible pour s'alimenter.

Gao Yu, journaliste renommée, est en prison depuis trois ans et demi. Elle souffre d'une angine de poitrine et de troubles auditifs liés à ses conditions de détention. Le jour de notre rendez-vous, son fils n'a pu sortir de chez lui. Son mari, menacé par les policiers, n'a pas quitté son bureau.

Tout au long de notre séjour, nous avons vérifié à nos dépens les méthodes modernisées de la paranoïa totalitaire : écoutes, filatures, intimidations et, à nos basques, les hommes des services chinois version beepers, talkies-walkies et BMW noires. Les quelques intellectuels qui, à la marge de l'ancienne dissidence, ont tant bien que mal échappé à la prison sont, eux aussi, interdits de contact avec les étrangers. Tel professeur d'université, le soir de notre passage, est « *invité* » par des policiers à désertir son domicile. Tel sociologue, réduit à vivre d'expédients, n'a pu nous rencontrer qu'au prix de subterfuges compliqués, acceptant d'en courir le risque.

Le régime chinois a bel et bien écrasé toute dissidence, murant son périmètre, étouffant son murmure. Il peut en toute impunité envoyer aux travaux forcés Wang Donghai et Chen Longde, arrêtés une nouvelle fois en mai dernier, évitant ainsi la publicité d'un procès simulacre. Il peut en toute cruauté attendre, pour libérer un prisonnier, que celui-ci soit devenu trop malade pour nuire. Feignant de céder à la pression internationale, il peut, magnanime, expulser de loin en loin un dissident qui lui apparaîtra moins nocif dehors qu'à l'intérieur. Il peut, sans que l'Occident frémit, menacer les dissidents réfugiés à

Hongkong, qui ne seront protégés par aucun statut lors du « *retour à la mère patrie* ». Le régime est maître chez lui, et son ordre règne.

Que vaut la vie d'un homme face au peuple en marche et à ses guides éclairés ? Rien. Les tenants du culturalisme le savent, invoquant vingt-six siècles de tradition confucéenne, fascinés à leur tour par l'extraordinaire continuité du despotisme chinois. Que vaut la vie d'un homme ? Pas grand-chose, pensent les cyniques, qui apprécient l'ordre et la stabilité du régime, comme les pragmatiques, qui se pressent aux portillons de l'ouverture économique.

Patience, s'écrient les optimistes, qui parient sur les fermentations et les dérèglements du « *socialisme de marché* ». La naïveté aurait-elle changé de camp ?

Le « retour au politique », prôné par le sommet, se fonde sur un chauvinisme exalté et sans cesse exacerbé

Quel que soit le bouillonnement économique, prodigieux par endroits, les signaux politiques sont pour le moment inverses. La consommation, la corruption, la réapparition du jeu et du marché du sexe ont beau modifier dans quelques grandes villes la physiologie de la société chinoise, le régime ces temps-ci durcit le ton et serre la vis.

Le « *retour au politique* », prôné par le sommet, se fonde sur un nationalisme exalté et sans cesse exacerbé — plus que le parti, c'est bien le véritable ciment du monde chinois, toujours hanté par la mémoire des troubles et des honteuses défaites d'autrefois. « *La Chine peut dire non !* », s'écrient dans un livre à succès deux auteurs bien vus. Consignes aux médias pour taire davantage l'actualité étrangère, éradication des noms à consonance exotique, points de presse officiels en chinois seulement... telles sont quelques-unes des décisions annoncées ces jours derniers par les autorités. Tout aux subtils méandres de notre diplomatie et aux appétits de nos entreprises, nous observons, imbus de son mystère, les oscillations du pouvoir chinois. De sa culture, retenons au moins cette leçon : il ne faut jamais perdre la face.

Nous ne devons pas abdiquer nos valeurs. Répétons encore et encore que nous les croyons universelles et qu'elles régissent la communauté des nations. Exigeons de ce régime avide de nos investissements et de notre technologie des contreparties qui correspondent à nos principes. Réclamons la libération de Chen Ziming, de Gao Yu et de leurs amis, de Tang Yuan Jian, cet ouvrier oublié pour vingt ans dans le camp de travail de Lingyuan. Enquêrions-nous du sort de Bai Hua, le grand écrivain de Shanghai, le scénariste d'*Amour amer*, disparu depuis plus de deux mois. Puisque la notion de droits de l'homme reste étrangère aux dirigeants chinois, invoquons le refus de l'iniquité et de l'injustice des puissances, qui a nourri tant d'épisodes glorieux et sombres de l'histoire du pays.

Pour qu'apparaisse enfin la liberté de pensée et d'expression, n'attendons pas les désordres et le chômage que va vite provoquer la productivité imposée aux entreprises d'Etat. Ne parions pas sur l'éclatement du pays ou le développement de pulsions fédéralistes. L'armée et le parti ont encore les moyens d'un long règne.

Entre sa rigidité totalitaire et son avidité économique, la Chine présente aujourd'hui les signes précurseurs de la schizophrénie. Faisons en sorte qu'elle ne devienne pas aussi la nôtre. Ne cédon pas sur les droits de l'homme.

Christine Ockrent est journaliste.

Amiante : pour un emprunt d'Etat

par Marc Blondel

COMME chacun sait, la décision prise par le gouvernement d'interdire l'utilisation de l'amiante à partir de 1997, et annoncée par le ministre des affaires sociales, est insuffisante pour régler le problème de l'utilisation de ce matériau.

Il semble, toutefois, qu'il y ait deux façons d'aborder le problème, l'une défensive et curative, l'autre, à l'instar des préceptes de certains arts martiaux, basée sur l'utilisation des calamités pour en faire un vecteur de développement.

Les premières conséquences directes de la décision du 3 juillet 1996 se posent en matière d'emploi pour les salariés des sociétés de fabrication du matériau et de ses dérivés, ainsi que pour la protection des lieux d'extraction. Notons au passage que la France faisait régulièrement acquisition de ce produit, notamment au Canada.

Deux objectifs donc : assurer le reclassement, voire la reconversion des salariés, ou des entreprises et des sites, et l'observation présente et future médicale appropriée ; procéder au recensement des établissements et installations susceptibles d'être ou de devenir dangereux pour leurs locataires, en premier lieu, les établissements scolaires, les hôpitaux, les administrations, mais aussi les commerces et installations industrielles ; ne dit-on pas que la majeure partie des sièges d'entreprises situés à la Défense ont utilisé l'amiante pour leur construction ?

Bien entendu, il ne s'agit pas de dénoncer ceux qui, peu ou prou, auraient utilisé le matériau, qui, rappelons-le, a été la réponse technique aux risques d'incendie (le collègue Edouard-Pailleron) mais de mettre un terme, le plus rapidement, à la présence d'amiante présentant des dangers (en raison du vieillissement, de l'érosion, des travaux...).

Pour ce faire, il est nécessaire de fixer les instruments d'analyse, puis les conditions de défrichage avec toutes les garanties pour le

Cette « calamité » et ses conséquences financières ne peuvent être intégrées dans les budgets ordinaires

personnel affecté à cet emploi et pour l'environnement. Une accréditation auprès du ministère de l'industrie sérieuse et vérifiée est donc indispensable.

Enfin, il faut réactiver le ministère de la santé et de la sécurité sociale afin de suivre les salariés ayant été en contact avec le ma-

guère novateur. Comment faire alors pour aborder le problème autrement que de manière défensive ? Pour financer les travaux, et plus particulièrement ceux qui sont nécessaires dans les locaux scolaires, il faut dégager de l'argent, sans pour autant obérer les investissements qui sont ins-

crits dans les différents budgets nationaux ou des collectivités locales.

Pourquoi alors ne pas lancer un emprunt d'Etat qui permettrait de financer ces opérations sous forme de prêts bonifiés aux collectivités locales en condi-

AU COURRIER DU « MONDE »

HOMMAGE A PIERRE CLAVERIE

J'ai écrit après-midi 1^{er} août 1996, je viens de poster une lettre à l'adresse de Pierre Clavier, évêque d'Oran, je l'y invite à participer, en novembre prochain, à un colloque sur le thème : « Les religions du Livre : rempart ou terreau des intégrismes ? ». Il y serait avec quatre autres invités : Mohamed Arkoun, Jean Daniel, l'imam Soheib Bencheikh et le grand rabbin René Sirat. Comme Pierre Clavier, comme moi, ils sont tous quatre originaires d'Algérie. Car notre pays est hélas devenu, en cette fin de siècle, l'une des « vitrines » de l'intolérance ! Vendredi matin 2 août, je sais que Pierre Clavier ne lira pas ma lettre : il a péri hier soir dans un attentat à la bombe devant son domicile oranais.

Il était fils de Bab el Oued, ce quartier populaire d'Alger. Pied-noir, Algérien, homme de foi : c'est le triple sceau qui aura marqué sa vie. Je n'ai pas compétence pour parler de sa foi, même si j'ai été aussi élevé aux mameles d'un catholicisme ouvert, qui n'était pas toujours la règle dans l'Algérie coloniale. Pied-noir, Pierre

Clavier l'était passionnément, comme l'était cette autre grande figure du christianisme algérien, l'ancien curé de Bab el Oued, notre ami Jean Scotto. L'un comme l'autre avaient ce petit pied-noir auquel ils s'identifiaient. L'un comme l'autre avaient su les secourir, parfois durement, durant les dernières et folles années de la colonisation. L'un comme l'autre avaient gardé des liens étroits avec ceux qu'ils considéraient comme leurs frères exilés.

Fraternel, lucide et courageux envers les pieds-noirs, Pierre Clavier l'était tout autant avec les Algériens. Il n'hésitait jamais à dénoncer haut et fort ce qui lui paraissait indigne de son pays : l'injustice sociale, la corruption, le non-respect des droits fondamentaux de l'homme et de la femme, il les avait fustigés sans réserve durant les années 80. Il fut donc d'autant plus à l'aise pour dénoncer avec vigueur « l'autre mal » des années 90 : la vague haineuse et intolérante de l'intégrisme. Mais la violence de la répression lui paraissait tout aussi condamnable, et il le disait à qui voulait l'entendre. Non

content de s'être ainsi fait « mal voir » de part et d'autre, il devait encore en rajouter avec d'autres forces politiques algériennes : logique avec lui-même et avec sa condamnation de l'obscurantisme. Il exprima, en effet, de très vives réserves à l'encontre du pacte de Saint-Egidio qui liait au FIS (Front islamique du salut) le FLN (Front de libération nationale) et le FFS (Front des forces socialistes).

Mais c'est précisément cette liberté de ton, cet engagement total au service de quelques idées simples, qui lui valaient un si grand respect, une si grande affection dans la population algérienne. Et c'était là l'insupportable ! Ceux qui ont décidé de sa mort ont voulu frapper un grand coup : tuer un dignitaire de l'Eglise d'Algérie, juste après qu'un ministre français eut quitté Alger, c'était sûrement une « belle affaire ». Mais ils ont surtout frappé l'Algérie au cœur, une Algérie qui pleure chaque jour des dizaines de ses enfants et qui vient de perdre l'un de ses meilleurs fils.

Georges Morin
Paris

هكذا من الأصل

LES poseurs de bombe qui l'ont tué la semaine dernière croyaient assassiner un Français. En perpétrant leur crime le jour de la visite en Algérie du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, sans doute espéraient-ils torpiller la reprise d'un dialogue « serin » entre Alger et Paris. Ils croyaient priver un symbole de la présence « française » en Algérie et, ce faisant, s'en prendre à une France coupable, à leurs yeux, de soutenir le régime.

Et les sont trompés. L'homme que l'on a interviewé lundi 5 août au cimetière d'Oran n'était pas cela. Il était beaucoup plus, dans la complexité et dans ce qu'il représentait. Pierre Claverie était le symbole d'un double refus, qui intéresse au premier chef l'Algérie d'aujourd'hui : rejet de la logique de Front l'Arbore, celle qui exclut quiconque n'adhère pas au parti unique (le FLN); rejet aussi du produit de cette logique, l'islam militant et radicalisateur de toute différence. Dans ce double refus, Pierre Claverie incarnait l'Algérie de l'avenir. Pour saisir cette singularité et admirable - complexité de l'homme, qui explique peut-être l'émotion particulière ressentie à Oran, il faut retracer les étapes

de ce qui fut une vie algérienne. Il était né dans l'Algérie d'hier, celle de la colonie, celle disait-il, qui « excluait l'autre », le musulman. Il ne sortira de la « bulle coloniale » qu'au moment de la guerre d'indépendance et c'est alors que naîtra sa vocation religieuse. Il ne choisit pas de vivre en Algérie, comme certains Français le firent après l'indépendance, par conviction ou sympathie idéologique. Lui n'a jamais vraiment quitté l'Algérie, dont il prend la nationalité au milieu des années 60. Il est trop lucide pour se leurrer : « On n'est jamais complètement algérien si l'on ne was vraiment musulman », parce que, expliquait-il, cette identité-là « est liée à la religion ».

Il salt qu'il est seulement « toléré » dans son statut de chef d'une minorité religieuse - avec ce que cela comporte d'allégeance acceptée au régime de parti unique mis en

place par le FLN. Tardivement - trop tardivement ? -, il dénoncera « ces réflexes de Front [ceux du FLN] donc d'exclusion » qui font que « politiquement, on l'on est à l'intérieur du Front ou l'on existe pas ». Claverie l'Algérien n'hésite pas non plus ces dernières années à dénoncer « l'islam de clôture et d'enfermement » des zéloteurs du FIS et autres GIA.

Algérien catholique, d'origine française, incide et triffait à la fois, dépourvu de toute tentation prosélyte, il vécut, du fait de la spécificité de sa condition, avec une acuité toute particulière le drame d'un pays en crise d'identité. Comme, disait-il, l'écrasante majorité des Algériens, il en acceptait tous les risques. Et de cette épreuve quotidienne, au bout d'un long cheminement, Pierre Claverie, né à Bab el Oued, évryque d'Oran, avait tiré ses conclusions. Il n'y aurait de salut que dans la reconnaissance simultanée d'une double réalité : « Être Algérien et être musulman, cela va de soi et ne pose aucune question ; mais cela ne saurait se vivre que dans le respect de la vérité de l'autre sans à tomber dans le « totalitarisme ».

Que l'on ait fait taire cette voix algérienne, c'est d'abord un drame pour l'Algérie.

Suite de la première page

Mais a-t-on assez mesuré les risques d'une telle issue ? L'alternative peut-elle aussi facilement se limiter à rester ou partir ? Rester, c'est sans doute exposer sa propre vie, voire celle des autres. Partir, c'est objectivement faire le jeu des terroristes, qui entendent tirer un trait définitif sur toute trace ultime de colonisation française et qui ajoutent, dans leur folle surenchère contre le régime d'Alger, la prétendue légitimation d'une guerre de religions.

Dès juillet 1994, Mgr Pierre Claverie lui-même exprimait, mieux qu'aucun autre, ce cas de conscience qui se pose aux étran-

leur de l'héritage. Cas sans prendre de risques inconsidérés, en acceptant toute mesure de protection qui limite leur liberté de déplacement et de rassemblement, l'Eglise d'Algérie n'entend pas disparaître sans laisser un message, dont elle admet que l'ampleur et l'enjeu la dépassent.

Il s'agit, en premier lieu, de ne pas paraître trahir une population algérienne dont la minorité chrétienne partage la vie et qui est, de très loin, la première victime de la violence actuelle. Mais, plus largement, il s'agit d'un devoir de fidélité envers de tous ces musulmans, dans ce pays confusément étranger, qu'ils soient en situation majoritaire ou minoritaire, qui rejettent une religion totalitaire et veulent vivre un islam ouvert au pluralisme des tendances, des politiques, des cultures et accueillant aux autres confessions.

A cet égard, l'assassinat de Mgr Claverie, homme connu pour son intransigeance vis-à-vis des islamistes et son dialogue avec l'is-

RECTIFICATIFS

JAPON

Dans l'article consacré à la nouvelle controverse entre le Japon et ses voisins à propos du passé militariste nippon (*Le Monde* du 31 juillet), nous avons attribué à tort le titre de ministre chinois des affaires étrangères à Cui Tian-kai, qui n'est que le porte-parole du ministère.

L'HONNEUR DE LA CNIL

Dans la lettre de Pierre Schapira, « Pour l'honneur de la CNIL », publiée dans *Le Monde* du 26 juillet, un membre de phrase a été omis. Il fallait lire : « [Je suis engagé politiquement] comme au moins cinq collègues parlementaires ».

AGRÉGATION

Dans la liste des admis à l'agrégation de sciences physiques, option physique (*Le Monde* du 27 juillet), le nom du 53^e a été omis : il s'agit de Marc-Olivier Bernard.

PRÉCISION

LENY OLYMPIQUES

Un problème technique a fait disparaître la signature du reportage de Philippe Broussard consacré à la préparation des footballeurs argentins au monastère Saint-Bernard avant la finale du tournoi olympique (*Le Monde* daté 4-5 août).

l'un raisonnable et modéré, après celui des sept moines de Tibhirine, va servir de révélateur aux musulmans eux-mêmes, y compris dans ce pays disloqué par la violence et la confrontation de la religion avec la modernité. L'Algérie d'aujourd'hui est le produit de plusieurs cultures, qui sont loin d'être toutes musulmanes (berbère, française, etc.). « Elle est le fruit d'un vrai, ajoute même le père Henri Sanson, jésuite, depuis trente ans en poste à Alger. Jusqu'à maintenant, elle a tenté de se définir par le regard des autres. Elle doit désormais se définir par elle-même. »

Autrement dit, si pour les uns le maintien d'une communauté chrétienne en Algérie est une provocation, pour d'autres elle est un service rendu au nécessaire effort de révision et de conversion de l'islam, qui ne peut venir que des musulmans eux-mêmes, ainsi que ne cesse de le répéter à Paris Mgr Lustiger. Indirectement, l'expérience des minorités chrétiennes d'Afrique du Nord peut ainsi ne pas être étrangère à la solution de questions posées par l'irruption massive de l'islam de l'autre côté de la Méditerranée.

L'enjeu de la résistance des chrétiens dans les pays communistes était la défense de la liberté religieuse et d'une certaine idée des droits de l'homme. Dans les pays du tiers-monde, il demeure la lutte contre des inégalités qui ne cessent de s'aggraver. Les chrétiens présents en Algérie entendent, quant à eux, témoigner d'une coexistence qu'ils veulent croire encore possible. Accepter leur disparition, comme on le disait déjà hier de celle des chrétiens du Liban et de tout le Proche-Orient, serait considérer comme inéluctable l'exclusion de minorités, diminuer les chances d'équilibre et de paix et se résigner, pour l'avenir, à ce « choc des civilisations » prédit par Samuel Huntington dans son fameux article de 1994 dans *Foreign Affairs*, où des éléments objectifs communs, comme la langue, la culture, l'histoire et la religion, feraient du monde une vaste poudrière.

Henri Tincq

A high-contrast, black and white photograph showing a person sitting on a dark, textured surface, possibly a boat or a large container, looking out over a body of water. The person is wearing a light-colored shirt and dark pants. The background is a bright, textured expanse of water or a sky, with a dark vertical structure on the left side.

Comme on avait perdu l'appareil-photo
on a fait des croquis sur l'embarcadere

LA MISE EN PALETTE d'Europe l'analyse, prononcée au Luxembourg vendredi 2 août (*Le Monde* daté 3-5 août), tire le signal d'alarme pour les fournisseurs de services en ligne qui devaient de supplanter l'ingénierie. Elle s'ajoute aux débâcles d'Infonie, société française introduite en Bourse le 20 mars et dont l'action a perdu 40 % de sa valeur. Ces difficultés relèvent, pour une part, des stratégies adoptées par chaque entreprise, mais elles illustrent aussi une évolution du pay-

la commercialisation de l'accès à Internet. Ils assurent également les services de courrier électronique et de forums de discussion. Mais ces fonctions apportent une faible valeur ajoutée. Certaines sociétés n'assurent même pas d'assistance technique par téléphone (la fameuse *hot line*). De ce fait, l'investissement de lancement d'une telle entreprise reste modeste. Ce qui conduit à une multiplication de leur nombre, une centaine aujourd'hui en France.

LES PROGRÈS DE LA CONVIVIALITÉ

Les premiers offrent des services électroniques clé en main. Leurs abonnés bénéficient d'un espace de circulation balisé. De plus, infonote est emparée du drapau de la francophonie, pour se distinguer de ses concurrents américains. Les services en ligne utilisent des langages propriétaires. L'adresse électronique des abonnés de CompuServe

Aujourd'hui, la convivialité sur Internet fait des progrès de plus en plus rapides. Les logiciels de navigation, à l'image du plus populaire d'entre eux, Navigator de Netscape, intègrent le courrier et les forums. Ils sont équipés par des services de recherche d'information (Yahoo, Lycos, Alta Vista, Open Text...), plus

nombreux, puissants et efficaces. Le nombre de sites en français se développe rapidement.

Face aux univers fermés sur eux-mêmes que proposent les fournisseurs de services en ligne, la force d'attraction d'internet ne cesse de croître. Plus son accès se généralise, plus il devient un phénomène mondial fascine. Au début de 1996, les sociétés de services en ligne prenaient acte de l'engouement du public pour internet en intégrant son accès à leur offre (*Le Monde* du 12 février). Mais cette stratégie pourrait bien les conduire à s'autoéliminer. Si leurs abonnés accidentés ou plus en pleins sont de plus en plus tentés de prendre goût à cet air de grand large qui fouette leur écran... Bientôt, ils pourraient se tourner vers un simple fournisseur d'accès dont l'abonnement revient nettement moins cher.

Les premières secousses qui font vaciller les plus fragiles des sociétés de services en ligne, c'est-à-dire les dernières arrivées, préfigurent-elles une disparition de ce type d'entreprises ? Ce pourrait être le cas si ces sociétés ne dépassent pas le rôle de formateurs à la télématique qui a fait leur succès. Bientôt, les internautes n'auront plus besoin d'être pris par la main pour explorer le cyberspace.

Michel Albersanti

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Alain Peyrefitte
 La France, si morose quand elle regarde son reflet dans ses statistiques économiques, relève la tête en se voyant sur les podiums d'Atlanta. Déroulée perce sous Couberlin. Faut-il s'en offusquer ? (...) Sans fierté et confiance en soi, ni un individu ni un peuple ne peuvent entreprendre grand-chose. (...) L'olympisme joue un rôle important dans la capacité d'accomplissement de l'humanité. Les médias ne nous donnent de cette fête une profonde qu'une image de surface. Tantôt ils nous montrent une mondialité d'apparence, celle des cérémonies d'ouverture ou de clôture, celle du culte des stars ; tantôt ils se complaisent dans un charvinisme narcissique. Le miroir déforme. Mais l'événement demeure.

L'ÉQUIPE

Jérôme Bureau
 ■ Ce furent sans doute les Jeux les plus mal organisés de l'après-guerre, en tout cas par rapport à ce qu'ils auraient dû être, aux moyens déployés et aux efforts consentis, tant sur le plan technologique que financier. (...) Pour l'avenir des Jeux, il restera, même loin d'Atlante, quelques graves questions qu'il faudra bien essayer de régler. A propos du dosage d'abord, où les «gendarmes» ont, malheureusement, sans doute pris un nouveau train de retard sur les «voleurs», mais aussi et surtout à propos de l'organisation des futurs Jeux. Un nouvel esprit s'impose, et qui ne peut se satisfaire de l'immobilisme manifesté ici par le CIO.

LE NOUVEAU POLITIS

Bernard Langlois
 « Un Turc est mort à Atlanta, le monde entier est convié à communier dans l'horreur. Douze Turcs sont morts en Turquie, le monde s'en bat Peil. (...) La grève de la faim est aussi une forme de terrorisme. Sauf que le chantage à la bombe s'exerce sur la vie des autres. (...) La grève de la faim s'applique à sa propre vie. (...) En ce qui concerne la Turquie, voilà des lustrés que ce pays est entre les mains des militaires, sous une façade démocratique de carton bouilli : que le mouvement autonomiste kurde y est pourchassé, massacré ; que les forces démocratiques de gauche, politiques et syndicales, y sont persécutées. Mais la Turquie est une terre multiraciale, un dispositif diplomatique-militaire occidental. (...) Elle peut bien se comporter comme la pire des dictatures, pourvu qu'elle reste l'alliée fidèle dont nous avons besoin.

LA TRIBUNE DES FOSSÉS

Claude Brillard
■ Juste avant les congrès d'été du gouvernement, l'augmentation du chômage, révélée la semaine dernière, a rappelé les hommes politiques à la réalité du plus grand dossier auquel ils devront s'atteler à la rentrée : l'emploi. Plus question de tergiverser face à la persistance d'un déau auquel les deux gouvernements Juppé avaient pourtant assuré qu'ils s'attaqueraient en priorité. Quinze mois plus tard, le constat est à l'échec, et les plus fervents partisans du candidat Chirac préfèrent ne plus se référer à ses promesses de campagne. L'impuissance de Matignon porte le discrédit sur l'Elysée.

Vittel

Quand on abuse de notre eau,
on entend la Marseillaise.

FOURNISSEUR OFFICIEL DE L'ÉQUIPE DE FRANCE OLYMPIQUE
POUR LES ATHLÈTES DU QUOTIDIEN.

O Les

Reine

Des Jeux salues avec réserve

On ne s'attendait pas à ce que les Jeux de 1984 soient si... Alors, les Jeux de 1984...

Les Jeux de 1984 ont été une véritable réussite. Les athlètes ont montré un niveau exceptionnel. Les organisateurs ont fait preuve d'une grande compétence. Les spectateurs ont été nombreux. Les médias ont couvert les événements de manière exhaustive. Les Jeux de 1984 ont été une véritable fête pour tous.

Autant en

Roma

Les Jeux de 1984 ont été une véritable réussite. Les athlètes ont montré un niveau exceptionnel. Les organisateurs ont fait preuve d'une grande compétence. Les spectateurs ont été nombreux. Les médias ont couvert les événements de manière exhaustive. Les Jeux de 1984 ont été une véritable fête pour tous.

الرياضة في مصر

PODIUM

1 L'UKRAINE obtient le meilleur résultat des délégations venues à Atlanta disputer leurs premiers Jeux d'été : neuvième rang avec 23 médailles, dont 9 d'or.

2 LE PLUS PETIT pays ayant obtenu une médaille à Atlanta est le Tonga (environ 110 000 habitants), qui obtient l'argent grâce au boxeur Paea Wolfgram. Le plus petit pays médaillé de l'histoire olympique reste les Bermudes (environ 70 000 habitants).

3 LE PLUS MAUVAIS rendement en médailles par habitant est celui obtenu par l'Inde : une médaille, pour plus de neuf cent millions d'habitants.

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

Régime

Cent ans après leur rénovation à Athènes, à l'instigation du baron Pierre de Coubertin, les Jeux olympiques de la XXVI^e olympiade, l'avant-dernière d'un siècle cruel. Les contradictions de cette entreprise, entamée lors d'un congrès à la Sorbonne, y ont été exacerbées. Évidemment du patrimoine planétaire, l'olympisme est un idéal d'essence utopique qui est devenu une marque déposée en entrant dans l'ère du marketing. Minés par les boycottages et menacés par la banqueroute après avoir été la cible des terroristes, les JO ont été sauvés par la télévision et le sponsoring. En contrepartie des phénomènes subsidiaires et de l'exposition mondiale qui leur ont ainsi été apportés, les Jeux sont dans l'obligation de faire toujours mieux que les précédents : plus d'audience, plus de sports, plus de délégations. La taille critique, comme la masse qui provoque la fusion nucléaire, paraît cependant avoir été atteinte à Atlanta. Avec plus de 10 000 athlètes représentant 197 nations dont 79 ont obtenu

l'une des 842 médailles distribuées, on a été au bord de l'implosion.

Mal Hemmerling, directeur exécutif du comité d'organisation des Jeux olympiques de Sydney, promet qu'en l'an 2000, l'Australie ne se laissera pas prendre au piège de la grandeur. Une cure d'amalgamisme a été programmée : moins de billets seront mis en circulation, moins de sportifs seront sélectionnés, moins de journalistes seront accrédités, moins de sponsors seront sollicités. C'est du moins l'engagement qui est pris au moment de quitter la capitale de la Géorgie transformée pendant deux semaines en un immense champ de foire lucubré. Sera-t-il tenu dans quatre ans ? A partir du moment où le quintuple vainqueur du Tour de France, Miguel Indurain, a pu venir brider sa médaille d'or tout comme les stars de la NBA, pour quelles raisons les champions de frisée, de rollerblade ou de transpoline n'auraient-ils pas eux aussi l'occasion de briller autrement que pendant une cérémonie de clôture ? Après tout il y a bien dans les palmiers olympiques des champions de tir à la corde, de course de canots

à moteur, de croquet ou de polo. L'inflation des sports et des disciplines a jusqu'ici été impossible à juguler. Depuis qu'une commission a été chargée de réviser à la baisse le nombre d'épreuves programmées, on a vu apparaître des activités aussi fondamentales que le volley-ball de plage, le vélo tout terrain, la planche à voile, le softball ou la natation synchronisée. A tel point qu'on se demande pourquoi le golf, sport dont La Mecque est Augusta à la limite de la Géorgie, n'a pas été intronisé sport olympique à Atlanta.

La barrière verrouillée qui était dressée entre les professionnels et les amateurs est tombée avec moins de fracas que le mur de Berlin. Pourtant cette chute a provoqué un déplacement irrémédiable des centres de pouvoir du sport. La compétition devient moins importante que le regard que les téléspectateurs portent sur elle. L'Andamit prime de plus en plus sur le chronomètre. Et, à moins d'un sursaut, les Jeux semblent condamnés à ne plus être qu'un long show flou entre les cérémonies d'inauguration et de clôture.

Alain Giraud

Des Jeux salués avec réserve

CIO. Juan Antonio Samaranch quitte Atlanta sans chaleur

PENDANT son allocution de clôture prononcée au milieu du stade, entouré des drapeaux des 197 nations représentées, le président du Comité international olympique (CIO), Juan Antonio Samaranch, n'a pas exaucé le vœu des organisateurs des Jeux d'Atlanta. Bien sûr, il a remercié Billy Payne et son équipe, les a « chaleureusement félicités » pour l'organisation de ces Jeux du centenaire « tout à fait exceptionnels », mais le président du CIO s'est bien gardé de prononcer la phrase qui aurait donné à Billy Payne le sentiment qu'il avait réalisé son rêve. Non, Juan Antonio Samaranch n'a pas déclaré que ces Jeux « étaient les plus grands de l'histoire ». Il les a seulement qualifiés d'« exceptionnels », nuance de taille dans la bouche de l'ancien ambassadeur d'Espagne en URSS.

Dans une conférence de presse donnée dans l'après-midi, il a même rappelé les problèmes d'accréditation qu'ont connus certains athlètes, les ratés des transports en commun, les pannes de télécommunications. « Petit à petit, les choses ont été contrôlées, et la dernière semaine a été excellente », a nuancé Juan Antonio Samaranch, qui pense déjà tirer les leçons d'Atlanta, notamment pour l'accréditation des athlètes.

Quant au financement totalement privé des Jeux olympiques, comme ceux d'Atlanta, le président du CIO estime qu'un tel système ne pouvait réussir qu'aux États-Unis. « Dans n'importe quel autre pays, ce serait impossible, a-t-il ajouté. Nous avons besoin de la commercialisation, nous avons besoin d'argent pour organiser ces Jeux, mais la commercialisation ne doit pas diriger les Jeux (...). Nous avons toujours dit que nous accueillons cet argent avec la réserve que le sport doit avoir la priorité et non le marketing, comme cela a été le cas ici à Atlanta. »

ACCENTS POPULISTES

Billy Payne, lui, tente de défendre ses Jeux, en se référant à la fréquentation du public, qui, à aucun moment, n'a fait défaut. Le PDG du comité d'Atlanta n'hésite pas à trouver des accents populistes, faisant la différence entre l'opinion « des gens importants » et l'avis de la foule qui a rempli les gradins. Selon lui, les Jeux d'Atlanta ont été « deux fois et demi plus importants » en termes de fréquentation. Dans son discours lors de la cérémonie de clôture, il a notamment mis l'accent sur l'attitude des Atlantais après l'attentat. « Le public a décidé de reprendre lui-même ce qui lui appartient, sa ville et le mouvement olympique qu'il chérit. »

Le président Samaranch, lui, a eu les premiers mots pour les victimes de l'explosion et leurs familles. Rappelant la tragédie de Munich, il a déclaré qu'« aucun acte de terrorisme n'a jamais détruit ni ne détruira jamais le mouvement olympique ». Le président a demandé d'observer une minute de silence en hommage aux victimes. La minute a duré vingt secondes, raccourcie par l'apparition de Stevie Wonder, qui chanta l'imagine, la chanson de John Lennon.

Dominique Le Guilledoux



Juan Antonio Samaranch passe le drapeau olympique à Frank Sartor, maire de Sydney (Australie), qui accueillera les Jeux de l'an 2000. (Andrew Winning, Reuter)

Autant en emporte Atlanta

Rideau. Après un show de clôture grandiose, la capitale de la Géorgie retrouve ses problèmes

ATLANTA a quitté ses Jeux comme elle les avait accueillis : par un show à l'américaine, grandiose, ouvertement grandiose. Rien n'a manqué, à cette dernière soirée géorgienne. Ni les drapeaux ni les feux d'artifice. On a joué du trombone, chanté du gospel, écouté du rock, applaudi Stevie Wonder et Gloria Estefan. On a vu des jazzmen hilares, des gamins sur leurs skateboards, des trompettistes en tenue de gala et même des kangourous géants, hommage bondissant à Sydney, hôte olympique de l'an 2000. Dans un mélange des genres propre à satisfaire les plus exigeants, Atlanta s'est éclipée de belle manière, par une soirée comme l'Amérique les aime, débouchée de couleurs et de musiques.

De la country au rhythm'n blues, il y en avait pour tous les goûts. Et les athlètes, rassemblés par délégation dans un village du stade, pouvaient danser sur les travées, comme les 80 000 spectateurs. Néerlandais, Français, Ethiopiens, ils applaudissaient à tout rompre les différents spectacles. Surtout lorsque les images de la quinzaine défilaient sur l'écran géant : la victoire de Donovan Bailey sur 100 m, les larmes d'une gymnaste américaine, le sourire d'un haltérophile grec... Encore quelques minutes de patience et ils pourraient à leur

tour descendre par milliers sur ce terrain transformé en piste de danse joyeuse et cahotique. Atlanta les invitait à fêter ensemble, avec les bénévoles du comité d'organisation, la fin des Jeux du centenaire.

En réalité, la ville n'avait pas vraiment attendu ces ultimes réjouissances pour entamer sa mue post-olympique. Partant du principe qu'une minute de retard vaut toujours son pesant de dollars, les organisateurs s'y étaient pris bien avant pour plier bagage. Dès vendredi soir, les ouvriers étaient à pied d'œuvre dans le World Congress Center, immense palais des congrès où avaient notamment eu lieu les compétitions de lutte, de handball et de judo. Une heure à peine après le départ du public, des groupes d'ouvriers dévissaient et déboulonnaient tout ce qui pouvait être déboulonné : les tribunes, les sièges, les installations de la télévision.

Les Américains, champions de l'éphémère et du jeu de Meccano, entendaient faire table rase du passé olympique, sans aucun souci de nostalgie. Un judoka qui serait venu contempler une dernière fois le tatami de ses exploits n'aurait rien regretté. Les gradins ? Disparaissent. Les moquettes ? Arrachées. Les projecteurs ? Débranchés. Et le podium ? Sans doute là-bas, dans l'un de ces camions garnis à quel

comme à Rungis, prêts à emporter les vestiges d'Olympie vers de lointains entrepôts. A observer ces démontages pressés, on en venait à se demander si tout cela avait bien existé.

« ET MAINTENANT ? »

Maintenant que tout est fini, que BB King a fait danser les champions, Atlanta pourrait aussi se poser cette question. Tout cela n'était donc que décor de carton-pâte, du rêve préfabriqué, monté sur échafaudages ? Le grand cirque du sport range son chapiteau, les vendeurs de T-shirts replient leurs étals, les sponsors démontent leurs tentes. Et la cité géorgienne, soudain orpheline du « monde entier », se retrouve seule, un peu perdue, encore toute chamboulée par six ans de préparation et quinze jours d'embouteillages, de cohues, de passions.

Des Jeux, il lui restera de l'impalpable et non du solide, beaucoup de souvenirs et quelques reliques. Son stade olympique, celui-là même où les athlètes fêtaient dimanche leur sortie de scène, est destiné à être partiellement démolit et aménagé pour l'équipe de base-ball locale. La piste d'athlétisme sera découpée en 100 000 morceaux, vendus de 20 à 50 dollars pièce. Autres ventes annoncées : 36 000 sièges du stade, du matériel de bureau, ainsi que

L'emblématique victoire de Josia Thugwane

Marathon. Un Sud-Africain noir, employé dans une mine d'or, remporte les 42,195 km

IL EXISTE deux catégories de marathons olympiques. Ceux qui se contentent de récapituler le passé de la ville-hôte, en traversant ses hauts lieux, et décernent au bout de leur visite une médaille d'or vite oubliée. Et ceux qui marquent la chronique des Jeux, en inventant leur propre histoire, grâce à leur déroulement, grâce à l'identité de leur vainqueur. Celui d'Atlanta, couru dimanche 4 août dans l'humidité point encore trop pesante du petit matin, appartiendra certainement à cette deuxième espèce.

Il le doit à ce petit homme, noir, qui s'est présenté le premier dans le stade olympique, plus de deux heures après avoir couru, en peloton, devant la maison natale de Martin Luther King. Josia Thugwane illustre, à sa manière, la nouvelle égalité entre les couleurs qui règne en son pays. En s'imposant de quelques secondes devant le Sud-Coréen Bong Ju-lee, et le Kenyan Eric Wainaina, il est devenu le premier champion olympique noir de l'histoire de l'Afrique du Sud, d'avant et d'après l'apartheid.

Depuis son retour aux Jeux, en 1992 à Barcelone, le pays de Nelson Mandela attendait ce symbole qui entérinerait son profond changement. Penny Heyns, double médaillée d'or en natation à Atlanta, était blanche, comme d'autres vainqueurs d'avant l'exclusion de l'Afrique du Sud. Les succès des rugbymen, champions du monde à large majorité blanche, et des foot-

balleurs, champions d'Afrique à dominante noire, eurent le retentissement le plus fort dans la communauté dont ils représentaient chacun de leur côté un sport de tradition. La médaille de Josia Thugwane apporte à la « nation arc-en-ciel » l'universalité de sa discipline.

Dimanche, Josia Thugwane ne courait pas pieds nus comme son glorieux prédécesseur le fit dans les rues de Rome. Sur son visage, les lunettes plastifiées, dernier cri des Jeux d'Atlanta, laissaient même deviner un athlète féru de haute technique. La conférence de presse infirma cette impression. Dans son dialecte, le vainqueur livra timidement quelques fragments de sa vie de jeune Ndébélé, âgé de vingt-cinq ans, qui court, sans souffrance d'un entraîneur, dans les collines du Transvaal de l'Est, depuis qu'il a renoncé à une carrière de footballeur.

Pour s'adonner librement à cette occupation, il reconnaît qu'il peut compter sur la compréhension de son employeur, une compagnie minière guère regardante sur son emploi du temps. En semaine, l'athlète vit dans les baraquements des employés de la mine, près de Witbank, où on lui demande parfois « de répondre au téléphone et de surveiller les entrées ». Lorsque ce travail symbolique et l'entraînement intensif lui en laissent le temps, il rentre chez lui en voiture, à 40 kilomètres, afin de rejoindre sa femme et ses quatre filles.

Le destin olympique de Josia Thugwane aurait pu s'interrompre lorsque, en mars, le coureur a été victime d'un vol de voiture. Près de sa ville natale de Bethel, à deux heures de Johannesburg, des individus armés ont tenté de dérober son véhicule en lui posant un pistolet sur la tempe. Un réflexe miraculeux lui a permis d'éviter la balle censée mettre fin à sa résistance. Elle lui a simplement efflé la mention, qui en porte toujours la cicatrice. Quelques jours plus tôt, Josia Thugwane venait de gagner sa sélection pour Atlanta en s'imposant au Cap dans le championnat national de marathon. La blessure, rapidement soignée, ne l'a pas empêché de partir avec les autres coureurs pour un stage de préparation de six semaines à Albuquerque (Nouveau-Mexique).

C'est là que Josia Thugwane, pour la première fois encadré par des entraîneurs, a peaufiné le talent et l'opiniâtreté qui ont fait merveille. Dans un poignant dénouement du marathon olympique, qui n'a jamais été aussi serré, le Sud-Africain s'est toujours montré à son avantage. Dix fois, il a tenté de se séparer de ses deux derniers rivaux. Leur résistance ne l'a pas fait renoncer. La onzième fut la bonne. Comme si avec ce miraculé, qui a reçu son trophée dans un stade paillonné pour la cérémonie de clôture, les Jeux s'offraient in extremis le symbole dont ils ont tant manqué. Comme si, au matin du dernier jour de compétition, Atlanta devait être balayée par un autre souffle que ceux de la célébration perpétuelle des gloires locales.

Philippe Broussard

Jérôme Fenoglio



● **MARIE-JOSÉ PÉREC** est devenue la sprinteuse la plus titrée de l'histoire des Jeux en réalisant le doublé 200 m-400 m après son titre du 400 m conquis à Barcelone. Immodestement lucide, la Guadeloupéenne s'est jugée : « Je suis exceptionnelle. »



● **DONOVAN BAILEY** en a fini avec la suprématie américaine sur le sprint court. Son succès sur 100 m, assorti du record du monde (9 s 84), a été parachevé par sa victoire au sein du relais canadien du 4 x 100 m.



● **STEVE REDGRAVE** est une exception dans le monde de l'aviron : quatre médailles d'or en quatre Jeux d'été consécutifs, une pérennité rare dans une discipline usante. Ce Britannique est devenu un cas d'espèce : un rameur, alors que ses origines sociales ne le prédisposaient pas à ce sport, et un gagnant, alors que la Grande-Bretagne ne sait plus l'emporter aux Jeux.



● **KYE SUN** ou la surprise absolue : une Nord-Coréenne de seize ans, totalement inconnue, a défait en finale du tournoi de judo des moins de 48 kg la japonaise Rikio Tamura, invaincue depuis quatre ans.



● **DAVID DOUILLET** a donné le ton à la délégation française. Le judoka poids lourds, triple champion du monde, a montré, dès le premier jour, que le statut de favori n'empêchait pas de gagner. Intelligent, loquace, surdoué médiatique, il a personnalisé d'emblée le succès des athlètes tricolores.



● **L'EXPLOSION** d'une bombe dans le parc du Centenaire, samedi 27 juillet, reste l'épreuve, au mauvais sens du terme, la plus médiatisée des Jeux. Bilan : 2 morts et 110 blessés, puis une minute de silence (photos Reuters).

Le triomphe inachevé de Stefka Kostadinova

Hauteur dames. La Bulgare a tenté de porter son record du monde à 2,10 m

LES SAUTEUSES en hauteur ont la silhouette des jeunes femmes qui portent la mode des grands couturiers. Elles sont élancées avec des épaules carrées et des hanches étroites qu'elles bougent avec un mélange de lenteur et de vivacité. La finale olympique pourrait n'être, samedi 3 août, qu'un défilé de mannequins. Quelques-unes des quatorze concurrentes sont d'ailleurs apprêtées comme si c'était là leur première ambition : ongles laqués, paupières fardées, coiffure soignée et bijoux dorés. Un concours d'élégance semble donc débiter sur le coup de 18 h 30. Mais trois heures plus tard, c'en est fini des chichis. La barre est à 2,03 m. Un des plus beaux concours de l'histoire du saut féminin se joue entre trois « survivantes ».

Inga Babakova a passé les six premières barres au premier essai. Elle est née Butkus, au Turkménistan, il y a vingt-neuf ans. Elle porte les couleurs de l'Ukraine, pays de son mari et entraîneur, Sergueï Babakov. Elle est montée sur la troisième marche du podium aux championnats du monde en 1991 et 1995. Elle a déjà franchi 2,05 m en 1995. Depuis les qualifications, elle a de la fièvre. Ses yeux de porcelaine sont soulignés de profonds cernes. Dans le moment d'immobilité absolue qui précède son élan, elle garde son épaule droite relevée et le regard perdu dans le ciel. Elle veut se convaincre qu'elle peut planer au-dessus de cette barre. En vain. Ce soir, Inga Babakova s'en tient à 2,01 m. La médaille de bronze, encore.

C'est Niki Bakogianni qui monte sur la deuxième marche du podium, où personne ne l'attendait. Elle est grecque. Elle a

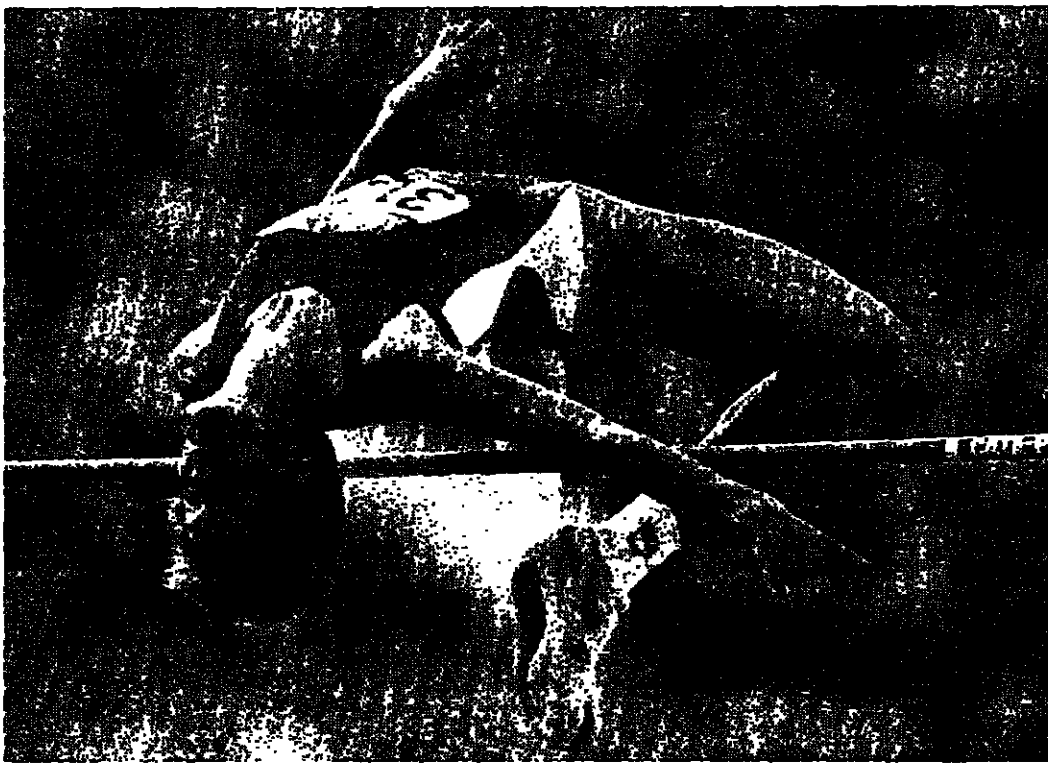
vingt-huit ans. Avec une taille de 1,71 m, elle est la plus petite de la finale. Elle n'avait, jusqu'alors, pas sauté plus de 1,97 m. Sa meilleure performance est une cinquième place aux championnats d'Europe en salle, en 1992. Il lui a fallu s'y reprendre à deux fois afin de passer 1,90 m, puis 1,99 m et 2,01 m. Elle a fait dix sauts pour se retrouver à 2,03 m. Trop de sauts pour ne pas être épuisée. D'ailleurs, elle échoue deux fois. Mais sa troisième tentative est une parabole parfaite au-dessus de la barre, qui frémit à peine. Elle améliore pour la troisième fois le record national grec et

s'assure la médaille d'argent. Elle prive peut-être aussi Stefka Kostadinova d'un record du monde. La Bulgare n'a pas quitté sa mine butée en faisant le parcours parfait qu'on attendait d'elle. Elle détient le record du monde (2,09 m), établi aux championnats du monde 1987. Elle a époustouflé les connaisseurs en devenant championne du monde en 1995, six mois après avoir donné naissance à un fils. Elle est la surdouée de sa discipline. En 1988, à Séoul, elle s'est fait souffler l'or par l'Américaine Louise Ritter. Manque d'expérience. En 1992, à Barcelone, elle a échoué

au pied du podium. Blessures au genou.

Le concours olympique de 1996 lui appartient. Mais cette Grecque la contraint de poursuivre la lutte. La barre monte donc à 2,05 m. Bakogianni s'arrête là. Stefka Kostadinova s'y prend à deux fois pour assurer sa victoire et perd l'infus qui lui aurait permis d'être la première femme à 2,10 m. A trente et un ans, son titre olympique ne peut pas lui faire oublier que le temps qui reste pour accomplir cet exploit lui est compté.

A. G.



La Bulgare Stefka Kostadinova, recordwoman du monde, a obtenu son premier titre olympique avec un bond à 2,05 m. (Wolfgang Rattay, Reuters.)

Venuste Niyongabo, coureur de la paix

5 000 m messieurs. Transfuge du 1 500 m, il a profité du forfait de Hailé Gebréselassié pour célébrer son pays déchiré

CEINT du drapeau national. Venuste Niyongabo entame son tour d'honneur. Pour quelques instants encore, la piste lui appartient. Le nouveau roi du 5 000 mètres, c'est lui. Les Jeux olympiques découvrent un homme et ses couleurs. Hier, Venuste était un athlète au prénom exotique et à la renommée naissante, le Burundi, un lointain morceau de l'Afrique déchirée, un pays à feu et à sang renvoyant les échos d'une féroce guerre tribale.

Les voilà au sommet de l'Olympe, unis dans l'ineffable triomphe d'une médaille d'or. Par la grâce de l'ample foulée d'un petit homme et d'un premier couronnement aux Jeux. Ce drapeau, Venuste Niyongabo peut bien le serrer fort contre lui, il raconte tant et tant d'histoires, et d'abord la sienne, si émouvante, si vivifiante, celle d'un vainqueur inattendu, dédiant aussitôt son grand soir « à la paix entre tous les Burundais », qu'ils soient Tutsis ou Hutus.

Car Venuste n'aurait sans doute pas dû être là, perché au sommet du podium. Dans l'éprouvant exercice de la course de fond, le vainqueur était désigné d'avance.

L'Éthiopien Hailé Gebréselassié a depuis longtemps découragé tous les prétendants à son renversement. Il s'est amusé des Kenyans, a écoeuré les autres. Et puis, comme dans tous les beaux contes de la piste, il y a eu un miracle. Gebréselassié, usé par la dureté d'un revêtement conçu pour les sprinters aux semelles de vent, a renoncé. Son appétit de victoire s'est satisfait du 10 000 mètres. Lorsqu'il connut ce forfait, Dieudonné Kwizera a cherché des drapeaux du Burundi dans tout Atlanta. Il en a trouvé trois à 20 dollars pièce.

LE SCÉNARIO RÉVÉ

Le pays a eu tant de mal à se faire sa place. A Séoul, en 1988, Kwizera était encore un athlète, l'invité personnel de Juan Antonio Samaranch, le président du CIO. Au dernier moment, les organisateurs se sont opposés à sa participation. Ils l'ont chassé du village olympique. Il n'a pu assister qu'en spectateur à la victoire de Paul Ereng sur 800 mètres. Ce jour-là, il s'est juré que le Burundi ne connaîtrait plus une telle humiliation. En 1993, le Burundi est enfin entré dans le cercle des nations affiliées au CIO.

Et Venuste Niyongabo s'est chargé du reste, en fondeur sage et avisé. Il s'est joué de l'harassant chœur nocturne et des ambitions du peloton. La finesse de ses jambes recèle une stupéfiante vitesse de pointe. Chez lui, le muscle est véloce. Et quand sonne la cloche du dernier tour, il faut avoir semé Venuste. Ou arrive ce qui doit arriver. Un démarrage, quelques mètres dévorés à pleine allure, un irrémédiable adieu à ses rivaux.

Samedi 3 août, le 5 000 mètres olympique a respecté à la lettre ce scénario rêvé. Niyongabo a abordé le dernier tour aux basques du coureur américain Bob Kennedy. Et ses 300 derniers mètres furent une envolée vers le sacre, une sorte de tour d'honneur avant l'heure. La ligne franchie, il pouvait s'arrêter un instant. Songer à son passé, à ces années passées à éviter le pire. Venuste Niyongabo a pourtant eu la chance de s'en aller à temps. Fils d'un vétérinaire et d'une enseignante de la province de Makamba, située à 2 000 mètres d'altitude et une heure et demie de la capitale, il doit son salut à ses jambes.

Repéré très jeune, il a quitté le

Burundi parce qu'il n'y avait pas les moyens de s'entraîner. Dans Bujumbura, les athlètes ne disposent que d'une piste en cendrée. Pas de tartan, pas de moyens modernes pour nourrir l'ambition d'un jeune talent, un seul entraîneur de renom commis à l'éducation de tous. Pour gagner, il faut partir Niyongabo a donc pris son sac et ses pointes et s'est embarqué pour l'Europe dès le printemps de 1993. Il s'est arrêté en Italie. Dieudonné Kwizera avait su employer les bons arguments pour convaincre le président de la République de financer le voyage : un billet d'avion et 3 000 dollars américains.

BURUNDAIS PLUS QUE TUTSI

A Sienne, en Toscane, Venuste n'avait plus à penser qu'à la course, aux rudes exigences de l'entraînement. Il ne regardait plus son pays que de loin, et échappait au sort funeste d'autres espoirs de l'athlétisme, otages innocents de la guerre entre Hutus et Tutsis. En 1994, une école à brûlé à Kimimba, tuant dans les flammes près de trois cent vingt élèves. Gilbert Tubabonye s'en est tiré par miracle. Il s'est aujourd'hui réfugié

aux États-Unis. D'autres ont eu moins de chance. Ils sont morts, rayés de la mémoire des stades.

C'est sans doute de cette horrible chronique que Venuste Niyongabo a tiré sa timidité. Il n'aime pas parler politique. S'énervait souvent pour répondre à la question de son appartenance ethnique. Il n'a pas honte d'être tutsi, mais il voudrait être un burundais, le héros d'un pays, plus que celui d'une race.

Il se prononce avec réticence sur le récent coup d'État qui a porté au pouvoir une équipe dirigée par Sylvestre Ntibantunganya pendant les Jeux olympiques. « Je crois que le nouveau président est assez démocrate et modéré, estime le champion olympique, cela va donc changer en bien pour mon pays. »

A l'automne prochain, Venuste Niyongabo rêve de s'en retourner au Burundi pour fêter cette victoire d'Atlanta, la célébrer avec tous. Et leur montrer qu'en cet été 1996 il n'était pas un champion olympique comme les autres. Il voulait avoir couru pour la paix, avoir gagné pour l'espoir.

Pascal Ceaux

« COURS, COURS, COURS... »

Seule, Masterkova s'était envolée vers sa deuxième médaille d'or en cinq jours. Surexcitée, la Russe a salué la main sur le cœur. « Quand j'ai gagné le 800 mètres lundi, a-t-elle dit, les yeux humides et le visage empourpré, j'ai cherché en moi l'émotion que je croyais devoir ressentir, mais je ne l'ai pas trouvée. J'étais obsédée par le 1 500 mètres qui me restait à courir. Au départ, je me suis simplement dit : « Cours, cours, cours... » Maintenant, c'est fini. J'ai l'impression d'être devenue folle. J'ai envie de pleurer, de crier. » Ses doux yeux clairs se brouillent soudain, sa voix se brise.

Le visage caché dans ses mains, Gabriela Szabo a pleuré aussi, de bonheur et d'incrédulité. En doyenne de la course, Theresia Klesl s'est accordé le privilège de retrouver tranquillement son souffle. Puis elle a balbutié : « J'ai dit à mon entraîneur que je serai sûrement moins nerveuse le jour de mon mariage que je ne l'ai été aujourd'hui. Je ne sais même pas comment j'ai parcouru les 200 derniers mètres. Je ne m'en souviens plus. »

Patricia Jolly

هكذا من الأصل



● CARL LEWIS n'a pas manqué son unique apparition en finale dans le stade olympique. A 35 ans, l'athlète américain remporte le saut en longueur pour la quatrième fois consécutive. Sa neuvième médaille d'or constitue un record qu'il a espéré porter à dix, en lançant, en vain, un appel afin de disputer le relais 4 x 100 m. Il peut malgré tout aspirer au statut de plus grand athlète du XX^e siècle.



● MICHELLE SMITH, la nageuse des Jeux, grâce à ses trois titres individuels (400 m 4 nages), a connu une semaine de compétition partagée. D'une part, on a salué les succès inattendus de cette Irlandaise; de l'autre, une rumeur l'a accusée de dopage. Ce qui reste à démontrer.

● LES NIGÉRIENS ont donné à l'Afrique, en remportant le tournoi de football, son premier grand titre international dans un sport collectif. Leurs victoires sur le Brésil et l'Argentine et, plus encore, leur jeu collectif, offensif et enthousiaste, ont montré que la spontanéité n'interdit pas la victoire.



● MICHAEL JOHNSON a accompli l'exploit des Jeux. Plus que le double 200 m-400 m, c'est son nouveau record du monde du 200 m (19 s 32) qui constitue la référence de l'excellence athlétique. Un demi-tour à 37,2 km/h.



● LES ÉPÉISTES FRANÇAISES se sont approprié la nouvelle discipline de l'escrime olympique. Un double dans l'épreuve individuelle pour Laura Flessel et Valérie Barlois-Mével, respectivement médaille d'or et d'argent. Puis un net succès par équipes, avec l'adjonction de Sophie Moressée-Pichot dans le trio vainqueur. Leur élégance fait, bien sûr, beaucoup pour le retentissement de ces succès. Il n'empêche: le sport qui a donné le plus de médailles olympiques à la France n'a pas manqué ce départ. (Photos Reuter.)

Les Canadiens, bourreaux du sprint américain

4 x 100 m. Obnubilé par la controverse sur la participation de Carl Lewis, le relais des Etats-Unis a été surclassé

CETTE FOIS, l'échec est consommé et l'humiliation complète. Le sprint américain a posé les deux genoux à terre. Il respire encore, mais son souffle cache mal un sévère état d'épuisement. Samedi 27 juillet, il avait retiné de la finale du 100 m la désagréable impression de ne plus appartenir tout à fait au décor. Dennis Mitchell, le plus véloce des siens, avait trébuché dans sa course vers le podium. Quatrième. Une honte. Mais le pays se croyait toujours assez vaillant pour laver l'affront dans le 4 x 100 m. Une idée prétentieuse. Et, pis, fautive sur toute la ligne.

Samedi 3 août, les quatre relayeurs américains sont arrivés sur la piste le torse bombé de fièvre. Moins de quarante secondes plus tard, une poignée de jeunes Canadiens lancés sur la route de la victoire les avaient repoussés vers le bas-côté. Robert Esmé, Glenroy Gilbert, Bruny Surin et Donovan Bailey atteignent à peine, en s'y mettant à quatre, l'âge de l'olympisme. Les deux premiers ne connaissent que de loin l'allure du haut niveau. Le troisième a passé le plus clair de sa semaine à tenter d'oublier son élimination de la finale du 100 m. Le dernier a le monde à ses pieds et le respect de tous depuis sa victoire dans cette même épreuve et son record mondial acquis en prime. Au total, cela forme un curieux mélange des genres. Brillant, assuraient les ex-

perts, mais sûrement trop inégal. Ce sont bien ces quatre Canadiens qui, pourtant, ont fait taire le stade et ranger les drapeaux américains à l'arrivée du 4 x 100 m. Un prodige déjà réussi l'an passé, aux championnats du monde.

SILENCE HONTEUX

La défaite a plongé les quatre Américains dans un long silence honteux. Puis les langues se sont déliées. Et chacun a réagi avec ses mots, exhibant sa "vraie" nature aux regards des curieux. Dennis Mitchell a parlé avec la prétention qu'on lui connaît. «Je me sens merveilleusement bien, dit-il. J'ai fait ce que j'avais à faire. C'est à dire une grande course.» Tim Harden, trop jeune pour comprendre que la vérité ne se raconte jamais dans un moment pareil, a joué au candidat. «Bien sûr que je suis malheureux, soupire-t-il. Je voulais l'or, rien d'autre. Mais peut-être avons-nous trop sous-estimé nos adversaires.» Jon Drummond a gardé pour lui sa rage de vaincu et évité de peu le piège d'une colère aveugle. «J'ai fait mon boulot, hurle-t-il au visage de toutes les caméras. Et d'ailleurs, nous avons tous fait notre boulot. Par le passé, le 4 x 100 m américain n'a pas toujours été capable de garder le témoin jusqu'au bout. Là, au moins, nous l'avons mené à l'arrivée.»

Mike Marsh, lui, a déjà repris visage humain. Il est déçu, mais



Lorsque Bruny Surin transmet le témoin à Donovan Bailey, les Canadiens ont déjà pris la mesure de leurs rivaux américains. (Gary Kierschorn, Reuter.)

L'expérience de l'échec l'aide à en comprendre tout de suite la raison. «Je crois que nous vivons une époque de transition, raconte-t-il avec douceur. Nous avons souvent gagné l'or dans cette épreuve, mais peu de gens ont remarqué que notre avance se réduisait. Cette défaite est peut-être ce dont le pays avait besoin pour réfléchir enfin à la survie de notre discipline.»

Plus loin, Donovan Bailey regarde avec amusement les quatre Américains en train de s'embourber dans leur dépit. Puis il ose à son tour un commentaire. Peu de mots, un simple avis, mais trappé au coin du bon sens. «Les Améri-

cains, dit-il, ont passé tellement de temps à se demander s'ils devaient ou non faire courir Carl Lewis qu'ils en ont oublié que d'autres équipes disputaient aussi la finale.»

Fallait-il ou non laisser une place au «roi Carl» dans le relais? Le pays avait massivement répondu oui, mais les entraîneurs se sont accrochés jusqu'au bout à leurs règles de sélection. Sa présence aurait-elle pu inverser le résultat? Peut-être. Mais, de toute manière, la réponse n'a plus, aujourd'hui, la moindre importance.

Alain Mercier

Jan Zelezny, le Brave d'Atlanta

Javelot. Après deux titres olympiques, le Tchèque va passer un test dans l'équipe de base-ball de Ted Turner

MERCREDI 7 août, à l'heure où les derniers athlètes des Jeux d'Atlanta prendront l'avion du retour, l'un d'eux se présentera à la porte du Fulton Stadium, voisin immédiat de l'enceinte olympique, où il aura brillé quatre jours plus tôt. Jan Zelezny, médaillé d'or du javelot, se rendra chez les Atlanta Braves, pour y évaluer ses aptitudes de joueur de base-ball. Si ses qualités au lancer de la balle sont supérieures à celles du basketteur Michael Jordan à la batte, il se peut que le Tchèque envisage d'entamer une nouvelle carrière chez les vainqueurs du dernier championnat professionnel américain.

Samedi 3 août, il aura au moins rassuré les dirigeants des Braves sur leurs capacités à repérer, aussi loin que dans un pays du centre de l'Europe, la puissance d'un bras droit. Dans le stade olympique, qui hébergera les joueurs de base-ball à partir du printemps prochain, Jan Zelezny a assommé le concours du javelot d'un coup d'un seul. Sa deuxième tentative, à 88,16 mètres, lui a suffi pour prendre la tête de l'épreuve et ne plus la quitter.

TROIS INSEPARABLES

Le Tchèque a ainsi remporté sa deuxième médaille d'or en devançant, comme à Barcelone en 1992, le Britannique Steve Backley et le Finlandais Seppo Rauty. Les trois hommes forment le trio inséparable du javelot depuis des années. Entre eux, les places changent au gré des méformes et des blessures. Mais, lorsqu'il est épargné par le sort qui l'a accablé si fréquemment, c'est toujours Jan Zelezny, bel homme à tête rieuse et physique élancé, qui se montre le plus talentueux.

Est-ce cette uniformité, ces vi-

sages connus et tant de fois vaincus, qui l'ont poussé à s'essayer à un autre sport? Au fond, ce goût du changement n'a rien d'étonnant. Le Tchèque se fiche bien de l'objet qu'il propulse dans les airs. Cela pourrait bien être une balle de base-ball comme une pierre. «On lance un javelot comme on lance un caillou dans l'eau. C'est la même sensation», confiait-il récemment à Libération. Et Jan Zelezny apprécie par-dessus tout ce geste qui envoie l'instrument vite et loin. Il aime deviner dans ses muscles la trajectoire que va prendre l'engin effilé. Il sait pressentir dans son corps la réussite ou l'échec du jet.

Jan Zelezny lance un javelot, parce que c'est l'outil qui lui a permis de vivre de son geste. Mais il semble parfois à l'étroit dans sa discipline. En mai, il a fracassé son record du monde en lançant à 98,48 mètres. Aussitôt, les autorités de son sport se sont demandées s'il ne fallait pas modifier l'objet, comme elles l'ont déjà fait une fois, pour le ralentir par souci de sécurité. Samedi, un jet au-delà des 100 mètres, objectif déclaré du Tchèque, aurait effectivement menacé l'intégrité physique des concurrents du saut en hauteur qui s'ébattaient au bout du pré où se plantaient les traits acérés. Jan Zelezny est resté éloigné de cette distance, ce qui suscitait chez lui des grimaces d'agacement, et sans doute chez les officiels des soupçons de soulagement. Une telle incompréhension du génie, pour des motifs aussi prosaïques, méritait bien, aux yeux du Tchèque, un détour amusé par un sport américain qui, au moins, ne bride pas ses lanceurs.

Jérôme Fenoglio

Enfin couronné, Noureddine Morceli songe à un autre peloton

1 500 m messieurs. Une bousculade avec le Marocain El Guerrouj n'a pas arrêté le recordman du monde

LE VOICI, ce jeune homme, le regard plein d'humilité. Le voici enfin à Atlanta, et personne ne le voit. Noureddine Morceli est une fine silhouette, un doute peut-être au milieu du peloton, une ombre accrochée au dos de trois Kényans. D'habitude, l'athlète algérien aime disposer d'un ou deux lieues dans une course et son petit frère Ali joue souvent ce rôle d'exaspérateur de peloton. Mais là, ces trois Kényans, Stephen Kipkorir, Laban Rotich et William Tanui décident de l'allure de la finale du 1 500 m. Morceli, content, se fait plus petit. Il se fonde dans leurs pas, il se noie dans leur grandeur, leur beauté, pour un peu, il courrait dans leurs bras, Morceli, il a ses lieues!

D'habitude, une course de l'Algérie, triple champion du monde, ne réserve aucune surprise. Il domine le 1 500 m depuis quatre ans, multiplie les records, agace par ses silences, son sens de l'esquive. Il est une vedette timide et réservée certes, mais à l'âge de vingt-six ans, il est une coque-

luche des meetings internationaux. Il peut se permettre de refuser de parler, de refuser d'affronter certains rivaux. Mais, là, tout est plus grave: Morceli n'a jamais gagné une finale olympique.

On sent que ce 1 500 m, cette fois, ne permettra pas de battre un record, mais sera une vraie course, avec sa tactique, des coups, la malchance. On voit le peloton vivre et battre. Il s'étire, se rétracte, il avance lentement, puis de plus en plus vite, au gré des convulsions. Les Kényans, devant, cherchent à se détacher. L'Espagnol Fermín Cacho, champion olympique en titre, apparaît, le Tunisien Ali Hakimi avance le pas, puis disparaît dans la masse. A l'intérieur de ce corps en mouvement, une force travaille, une trajectoire se distingue, elle menace l'ombre prudente qui ondule sous les pas des Kényans. Une tache rouge, un garçon de vingt et un ans, un voisin de Maghreb: Hicham El Guerrouj, Marocain, vice-champion du

monde et jeune homme sans complexe.

Alors, en milieu de course, Morceli se détache des Kényans, attaque, enfin l'ombre au grand jour, il impose ses foulées et sa puissance; Morceli réincarné, Morceli refait homme, sans masque et tout d'un coup alié. Morceli et El Guerrouj, deux hommes qui ne s'étaient encore jamais affrontés cette année, se libèrent par deux accélérations. Le Marocain suit l'âne algérien dans la démultiplication. Il dépasse les Kényans, l'Espagnol. Juste avant la cloche, l'homme en rouge tente l'impossible, frôle, double celui qui n'a jamais été battu. Il allonge sa foulée, et en quelques dixièmes de seconde son épaule heurte celle de l'invincible, les pointes d'une de ses chaussures se plantent dans la cheville du premier, El Guerrouj bascule avec sa chaîne en or autour du cou, il se roule à terre pendant que Fermín Cacho évite lui aussi de chuter en sautant par dessus l'andadeux.

Morceli prend soin de terminer la course, royalement, s'assurant une avance de plus de 5 mètres sur Fermín Cacho et le Kényan Stephen Kipkorir. Il ne force pas trop tout de même à l'arrivée, en réalisant un temps de 3 mn 35 s 78, loin de son record mondial (3 mn 27 s 37).

Victime d'une blessure, il s'était qualifié avec peine pour la finale aux Jeux de Barcelone et avait couru piétinement, terminant septième. Ce grand loup a été le point d'appui d'une ascension qui, ensuite, n'a jamais été contrariée. Devenu imbattable, il risquait de perdre de sa superbe à Atlanta. Morceli avait donc, par avance, tenté de conjurer ce qu'il semblait redouter par-dessus tout.

«Je n'ai jamais pensé qu'une carrière sans titre olympique soit une carrière ratée. (...) Personne ne peut vous enlever un titre de champion du monde», a déclaré l'athlète aux muscles fins avant l'épreuve. Après, il fait un tour d'honneur, drapé des couleurs de

l'Algérie, le pied marqué par l'assaut de son rival. Sur le podium, il murmure l'hymne de son pays, les larmes aux yeux. Peu après, Noureddine Morceli avoue que «c'était quand même normal de vouloir être champion olympique». Vivant entre la Suisse et le Nouveau-Mexique, le jeune homme préfère ne pas s'exprimer sur la situation de son pays. «Vous savez, moi, je suis un sportif, s'excuse-t-il, en ajoutant: Cette victoire, je la dédie à mon peuple, en particulier à la jeunesse algérienne.»

Puis Noureddine Morceli pense à celui qui a tenté de le détrôner: «C'est dommage, ce qui est arrivé à Hicham El Guerrouj. Je sais qu'il m'a marché sur les pieds, il a beaucoup d'avenir». Il semble déjà anticiper: «Je n'ai que vingt-six ans. Lorsque je perdrai la vitesse, je changerai de distance», se promet-il. Noureddine Morceli pense à une conversion au 5 000 m, «peut-être dans deux ans». Une autre histoire, un autre peloton.

Dominique Le Guilledoux

DOPAGE. Le tribunal arbitral du sport, qui fonctionnait pour la première fois au cours de Jeux olympiques, a requalifié les deux médaillés de bronze russes disqualifiés pour utilisation du bromantan, un produit considéré par le CIO comme un stimulant. Les magistrats ont accordé le bénéfice du doute aux deux compétiteurs, le nageur Andrei Korneev et le lutteur Zafar Gouliev, considérant que les preuves penchaient «d'assimiler le bromantan à un stimulant n'étaient pas suffisantes pour justifier une sanction aussi grave qu'un retrait de médailles olympiques».

Trois autres athlètes disqualifiés pour les mêmes raisons, mais qui n'avaient pas gagné de médailles, sont requalifiés de fait. Il s'agit de deux autres Russes, la nageuse Nina Juveneskajana et la sprinteuse Marianna Trandenkova, et d'une cycliste tchèque, Rita Razmaite. Pour rendre sa sentence, le tribunal s'est appuyé sur l'expertise d'un professeur américain, M. Holbrook, de l'université Mercer, qui «a admis que le produit pouvait avoir des effets stimulants», mais n'a toutefois pas voulu «exclure que le produit ait été utilisé par les athlètes aux seules fins de renforcer leur système immunitaire», ainsi que l'a soutenu le comité olympique russe.

Les 37 médailles françaises

La France a obtenu 37 médailles aux Jeux d'Atlanta. Le judoka Djamel Bouras y a enlevé le 150^e titre, et son camarade Christophe Gagliano, la 500^e médaille de l'histoire olympique française aux Jeux d'été. Au total, la France a enlevé 522 médailles en 23 éditions des Jeux olympiques d'été.

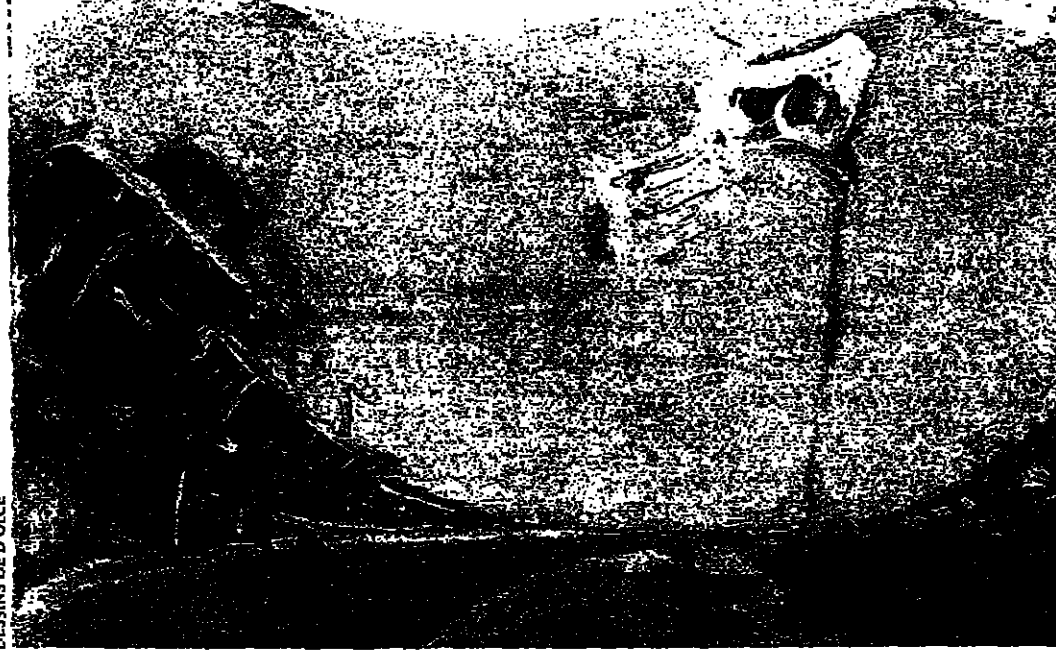
Voici la liste des médailles gagnées à Atlanta :

● **15 médailles d'or** : David Douillet (Judo, plus de 95 kg), Jeannie Longo (cyclisme, épreuve sur route), Laura Flessel (escrime, épée), Djamel Bouras (Judo, moins de 78 kg), Florian Rousseau (cyclisme, kilomètre), Laura Flessel - Valérie Barlois-Mével - Sophie Moressée-Pichot (escrime, épée par équipes), Marie-Claire Restoux (Judo, moins de 52 kg), Christophe

Capelle - Philippe Ermenault - Jean-Michel Monin - Francis Moreau (cyclisme, poursuite par équipes), Félicia Ballanger (cyclisme, vitesse), Jean-Pierre Amat (tir, carabine 3 positions 50 m), Franck Adisson - Wilfrid Forgues (canoë, slalom biplace), Nathalie Even-Lancien (cyclisme, course par points), Marie-Josée Pérec (athlétisme, 200 m et 400 m), Jean Galfione (athlétisme, saut à la perche). ● **7 médailles d'argent** : Chani Yalouz (lutte gréco-romaine, moins de 68 kg), Valérie Barlois-Mével (escrime, épée), Lionel Plu-menail (escrime, fleuret), Philippe Ermenault (cyclisme, poursuite), Gilles Bosquet - Daniel Fauche - Olivier Moncelet - Bertrand Vecten (aviron, quatre sans barreur), Marion Clignet (cyclisme, poursuite), Jeannie Longo (cyclisme, contre-la-montre individuel).

● **15 médailles de bronze** : Christine Cicot (Judo, plus de 72 kg), Damien Touya (escrime, sabre), Stéphane Traineau (Judo, moins de

95 kg), Jean-Pierre Amat (tir, carabine air comprimé 10 m), Franck Boidin (escrime, fleuret), Jean-Michel Henry - Robert Leroux - Eric Stecki (escrime, épée par équipes), Christophe Gagliano (Judo, moins de 71 kg), Myrland Jérusalem-Fox (canoë, slalom), Patrice Estanguet (canoë, slalom), Samuel Barathat - Frédéric Kowal (aviron, deux de couple), Michel Andrieux - Jean-Christophe Rolland (deux sans barreur), Hélène Cortin - Christine Gossé (aviron, deux sans barreuse), Miguel Martinez (cyclisme, VTT cross-country), Patricia Girard (athlétisme, 100 m haies), Alexander Ledermann (sports équestres, sauts d'obstacles). La France était engagée dans 21 des 26 disciplines présentes à Atlanta. Neuf de ses délégations ont ramené au moins une médaille : le cyclisme (9), l'escrime (7), le judo (6), l'athlétisme (4), l'aviron (4), le canoë-kayak (3), le tir (2), la lutte (1) et les sports équestres (1).



La Croatie broie le rêve suédois

Handball. C'est la première médaille d'or pour le pays né en 1991 de la tragédie yougoslave

C'EST UN AIR de cordes et cuivres, impérial et bref, comme on en compose des dizaines. Di-manche, l'hymne national de la Croatie a été entonné pour la première fois aux Jeux olympiques en une cérémonie plus émouvante que les flonflons habituels. Au pied du podium, les joueurs de l'équipe avaient laissé l'immense drapeau dans lequel ils s'étaient enroulés pour venir chercher leur médaille. Sur le podium, ils ont ri et chanté à tue-tête. Heureux, bien sûr : « Aujourd'hui, en Croatie, nous sommes les rois », s'exclame Zlatko Saracivc, l'un des nouveaux champions olympiques.

Depuis sa fondation, en 1991, en pleine tragédie yougoslave, le pays attendait cela. Un homme ou une équipe, pour une légitimité. Ils espéraient le tennisman Goran Ivanovic, l'équipe de football, ou les basketballeurs. Leur reconnaissance leur est offerte par une bande de voyous sympathiques. Dès 1991, les équipes nationales prennent forme et se construisent avec les vétérans croates de l'ex-Yougoslavie. En handball, ils sont peu nombreux car ce sport est plus goûté en Serbie. Qu'importe ! Le championnat croate se développe. Zagreb s'adjuge bientôt deux titres de champion d'Europe des clubs.

RIGUEUR IMPLACABLE

Les joueurs et les entraîneurs sont activement recherchés par les clubs européens. Ils sont six à évoluer à l'étranger. Au pays, les jeunes s'épanouissent. A l'expérience des vieux, ils ajoutent une malicieuse façon de jouer. Elle semble échevelée, elle est d'une rigueur implacable, faite pour déboussoler l'adversaire et le pousser à faire des fautes, à perdre son sang-froid et la partie.

En 1993, les Croates gagnent le tournoi des Jeux méditerranéens en dominant la France. En 1994, ils sont champions d'Europe. En 1995, vice-champions du monde : « Cette médaille était dans l'ordre des choses », dit sérieusement Saracivc. Ces choses avaient pourtant failli se gâter à la veille des Jeux.

Aux championnats d'Europe 1996, l'équipe termine à la cinquième place, malgré deux mois de préparation. L'entraîneur est dé-

La France au pied du podium

Après s'être inclinée devant les Croates, futurs vainqueurs du tournoi olympique, l'équipe de France de handball a perdu dimanche contre l'Espagne (25-27), qu'elle battait régulièrement depuis quatre ans. Médaille de bronze à Barcelone, vice-championne du monde en 1993 et championne du monde en titre, la formation entraînée par Daniel Costantini reste donc au pied du podium, son plus mauvais résultat de l'olympiade. « Maintenant, il va falloir reconstruire », explique Daniel Costantini. Il va falloir se forger une nouvelle réputation avec beaucoup d'humilité. L'équipe va s'ouvrir aux jeunes, parce que certains anciens vont s'en aller. Certains nouveaux sont déjà intégrés. Aujourd'hui, tous les bons handballeurs français ont la chance de pouvoir brigrer une place en sélection nationale. »

missionné. Aucun autre coach capable d'assumer la tâche n'est disponible. A force de faire le tour de l'Europe à la recherche des exilés, la fédération croate trouve Vellimir Kijac. Son club d'Essen accepte de se passer de lui pendant un mois. Les Croates sont fermement remis au travail : « Aujourd'hui, nous pourrions jouer encore deux matches, explique Saracivc. Pendant un mois, nous avons accumulé trois séances de travail par jour. C'était dur, mais nous savions, bien sûr

comme tout le monde, que c'est ce qu'il fallait faire pour être champions. »

Kijac avait demandé des sacrifices. « Avant, j'étais buteur, lâche Saracivc. Aujourd'hui, je n'ai marqué que deux buts. L'humilité, c'est peut-être la chose la plus difficile que nous ayons dû avoir. Mais, aujourd'hui, j'ai embrassé une médaille d'or et j'ai fait la fierté de mon pays. »

Pendant deux semaines, les Croates auront imposé leur

hargne, s'offrant des victoires sur la Russie et la France, et surtout, de manière plus surprenante, dimanche en finale, sur la Suède donnée favorite. Le handball croate est loin d'être une épreuve du jeu à la main. On cogne et on bouscule en tentant de limiter les coups de sifflets des arbitres. Le spectacle ? « Pour le champagne, nous voyons après, dit Saracivc. Pour le physique, les gens sont servis. »

Bénédicte Mathieu



GRS : l'avènement d'Ekaterina Serebryanskaya

Elle les a attrapés avec son ruban, assommés avec ses massues, ligotés avec sa corde et roulés avec son ballon. Depuis qu'ils l'avaient couronnée au Mondial de Vienne en 1995, aux côtés de la Bulgare Maria Petrova,

les juges s'étaient préparés à la victoire de l'Ukrainienne Ekaterina Serebryanskaya, (18 ans, 1,77 m pour 52 kg), au concours général individuel de gymnastique rythmique et sportive. (Sue Ogrcocki, Reuter.)

Jeannie Longo-Ciprelli veut encore défier le temps

Contre-la-montre dames. Après l'or et l'argent olympiques, elle convoite le record de l'heure

DEUX MONUMENTS se sont croisés samedi au pied du podium des épreuves contre la montre des Jeux. Jeannie Longo attendait de recevoir sa médaille d'argent, Miguel Indurain s'appretait à célébrer son premier titre olympique. C'est la Grenobloise qui a fait le premier pas, embrassant l'Espagnol et engageant la conversation. « Je lui ai dit que j'étais contente pour lui. C'est toujours pareil : dès qu'un grand champion connaît une faiblesse, on dit qu'il commence à vieillir. C'est ce qui est arrivé à Miguel, mais il a relevé la tête. »

Jeannie Longo-Ciprelli a connu cela : les premières défaites, les années qui commencent à peser, l'entourage qui vous parle de retraite. Pourtant, à trente-sept ans, la championne française est plus que jamais là. Au deuxième jour des Jeux, elle a emporté son premier titre olympique, celui de la course sur route. A la veille de la clôture, elle était encore là pour terminer à la deuxième place d'une épreuve contre la montre remportée par la jeune Russe Zulfya Zulfirova.

Mais Jeannie a toujours faim : elle voulait gagner. « Je suis un peu déçue, car le contre-la-montre est ma spécialité, j'aurais bien aimé réussir le doublé, mais j'ai senti tout

de suite que j'avais les "grosses cuisses", les jambes lourdes, les muscles durs. J'ai bien essayé de serrer les dents, comme Marie-Josée Pérec dans son 200 mètres, mais ça n'a pas suffi. »

MAINTENANT LE TOUR

Avec ce titre olympique derrière lequel elle courait depuis ce jour de 1984 où un bris de pédalier avait arrêté son élan lors du sprint final de l'épreuve sur route à Los Angeles, avec cette médaille d'argent qui vient rejoindre à son palmarès celle remportée déjà en 1992, avec ses dix titres de championne du monde et ses trois Tours de France, la reine Jeannie

songe-t-elle maintenant à se retirer sur ses terres dauphinoises ?

Elle ne répond qu'évasivement, préfère parler du Tour de France qui débute le 13 août. « C'est une horreur, ça fait plusieurs années que je déteste les courses par étapes. D'abord parce que, quand on est vieux, on a plus de mal à récupérer. Ensuite parce que, lors d'une course par étapes, on ne sort jamais du monde du vélo, on fait tout en fonction du vélo. Or, moi, j'ai une vie à côté. Si je fais le Tour, c'est uniquement dans un but de préparation. »

De préparation ? La championne olympique n'a pas digéré son échec de l'an dernier, quand

elle avait tenté vainement en Colombie de reprendre ce record de l'heure qui fut sien il y a quelques années. Elle envisage donc de se rendre à Mexico fin septembre pour reprendre son bien à l'Anglaise Yvonne McGregor, l'actuelle détentrice. Avant cela, le Tour de France lui donnera le fond nécessaire. Puis elle enchaînera sur les championnats du monde, en octobre à Lugano, car le circuit lui plaît bien.

Mais qu'est-ce qui fait donc courir Jeannie Longo ? Une ambition cannibale, le plaisir pur, la volonté de gagner un impossible combat contre le temps, les années qui passent et les secondes qui défilent au chronomètre ? Elle-même semble parfois ne pas le savoir. « Il ne manque rien. Même le titre olympique ne me manquait pas, ou alors seulement à cause des rétroactions que j'entends autour de moi. Tout cela finissait par devenir négatif et faire oublier toutes les belles victoires que j'ai eues, comme mes trois titres de championne du monde de 1989 ou mon doublé de l'an dernier. Normalement, il n'y aura pas de suite à la saison actuelle. J'arrêterai sur les championnats du monde. » Normalement...

Gilles Van Kote

Philippe Broussard

Le sacre collectif des Nigériens

Football. Vainqueurs des Argentins (3-2), les « Aigles verts » offrent au continent noir son premier titre olympique par équipes

ATHENS. - Il était 18 heures à Athens, Géorgie. Et cinq de plus à Lagos, Nigeria. Mais la fête devait être la même, de jour comme de nuit, de part et d'autre de l'Atlantique. Une fête à l'africaine, sans grand souci des usages et du protocole. Les pontes du football mondial, aussi sérieux que des gradés devant un défilé, assistaient au joyeux spectacle de cette Afrique devenue reine d'Amérique.

Sur le chemin du podium, les joueurs dansaient à leur façon, un pas à droite, un pas à gauche, en levant les bras au ciel. Leurs supporters, regroupés au bas d'une tribune, agitaient drapeaux et gris-gris. Il y avait des vieux en boubous, des femmes en robes colorées, et même un guerrier au large sourire, le torse peint en vert et blanc. Grâce à sa victoire contre l'Argentine (3-2), le Nigeria venait d'offrir au continent noir son premier titre olympique dans un sport collectif.

L'histoire retiendra peut-être que le sport s'est joué, une fois encore, à couronner un pays mis au ban des nations pour ses dérives dictatoriales. Les militaires au pouvoir à Lagos depuis le mois de novembre 1993 ne pouvaient rêver meilleure propagande. Qui, en ce jour de triomphe, s'indignerait des exécutions d'écritains, par ailleurs condamnées par la communauté internationale ? Sans doute pas le sélectionneur, Jo Bonfrère, Néerlandais de cinquante ans.

La victoire des « Aigles verts » - obtenue dans les dernières secondes sur un but marqué à la limite du hors-jeu -, ne doit pourtant rien au message de soutien

du « général-président » Sanni Abacha puisque les « Aigles » en question se sont tous envolés depuis longtemps vers l'Europe, loin des généraux de Lagos.

Celestine Babayaro, premier buteur du jour, porte le maillot d'Anderlecht (Belgique). Daniel Amokachi, l'auteur du second but, a préféré l'Angleterre (Everton) et Emmanuel Amunike, le héros de la dernière minute (89'), joue au Sporting de Lisbonne (Portugal). Citons également Nwankwo Kanu (Ajax Amsterdam) et quelques habitués du championnat de France : Taribo West (Auxerre), Wilson Oruma (Lens) et Victor Ikpeba (Monaco).

UNE ASCENSION LOGIQUE

Le succès de ces exilés, tout comme leur victoire en demi-finale contre les favoris brésiliens (4-3), récompensent avant tout une ascension logique dans la hiérarchie internationale. Le Nigeria a été quatre fois finaliste de la Coupe d'Afrique des nations entre 1984 et 1994.

Toujours en 1994, la sélection nationale avait atteint le deuxième tour de la Coupe du monde aux Etats-Unis avant d'être éliminée de justesse par l'Italie.

Il faut dire qu'avec 102 millions d'habitants le pays dispose d'un réservoir inépuisable en jeunes talents auxquels les structures mises en place ces dernières années permettent de progresser rapidement. Le championnat professionnel, lancé en 1990, regroupe en effet cinquante clubs, répartis en trois divisions. Les plus populaires sont soutenus par de grandes entreprises, notamment les compagnies pétrolières.

Le public afflue en première division (30 000 personnes en moyenne), mais les salaires proposés plafonnent à 15 000 francs mensuels. Les vedettes prennent donc le chemin de l'Europe. Cet exode s'explique aussi par les défaillances répétées de l'encadrement. Tous les sélectionneurs en poste depuis 1994 (trois en deux ans) se sont plaints de l'interventionnisme excessif des dirigeants proches du pouvoir.

En outre, le Nigeria jouit d'une mauvaise réputation sur la scène internationale. Il sera écarté des deux prochaines Coupes d'Afrique pour avoir refusé - pour des raisons politiques - de prendre part à la dernière édition, en Afrique du Sud. En 1995, l'organisation du championnat du monde juniors lui avait été retirée pour raisons de sécurité, Lagos étant une ville jugée trop dangereuse.

« C'est une revanche pour nous », assuraient les champions olympiques en quittant le stade d'Athens. Une « revanche » qui annonce d'autres défis pour cette formation en devenir (seuls trois joueurs ont plus de vingt-trois ans, en application du règlement olympique). Ils n'avaient pas encore fini de danser en embrassant leurs médailles que le pays en fête leur suggérait déjà un nouvel objectif : devenir la première équipe africaine à remporter la Coupe du monde, en 1998, en France.

هكذا من الأصل

Un cru tricolore exceptionnel

Pendant des années, les champions britanniques français dans les disciplines olympiques. Ils étaient plus brillants et mieux soutenus, ils s'appuyaient sur une véritable culture du sport, comme il n'en existe pas en France. Pourtant, samedi soir, au stade olympique, quand l'ancien athlète Sebastian Coe, membre du Parlement britannique, s'est approché de Guy Druet, c'était pour faire part au ministre de la Jeunesse et des Sports de son désir de venir dans l'Hexagone, à la rentrée, afin d'étudier les raisons de la réussite du sport français.

La Grande-Bretagne a terminé les Jeux d'Atlanta à la trente-sixième place du classement des pays, entre l'Éthiopie et la Biélorussie, avec un seul et unique titre olympique acquis par un vétéran de trente-quatre ans. La France, elle, pointe en cinquième position, derrière les États-Unis, la Russie, l'Allemagne et la Chine, avec trente-sept

médailles, dont quinze d'or qui viennent confirmer les trente-sept médailles et les neuf titres obtenus dans les championnats du monde correspondants aux disciplines olympiques en 1995. Le cru 1996 des sports olympiques français restera exceptionnel. Seules les années 1900 et 1924 furent plus fertiles, mais les Jeux se déroulaient alors à Paris, avec une présence étrangère très inégale. A Atlanta, la participation a atteint un niveau sans précédent. La réussite française n'est donc pas à mettre au crédit d'un affaiblissement de la concurrence, mais bien d'une performance hors normes. « C'est un résultat qui va bien au-delà de nos espérances, même les plus optimistes », souligne Guy Druet. Je pense que nous pourrions rapporter vingt-cinq médailles, trente si la réussite se mettait de notre côté, certainement pas trente-sept. »

Certes, les succès français trouvent en partie leur source dans la dynamique de groupe enclenchée par le titre du judoka David Douillet dès le premier jour des Jeux. Mais cette explication reste un peu courte face à la réussite de disciplines comme le cyclisme, le judo et l'escrime, qui, ensemble, apportent à la France vingt-deux de ses médailles, ou de l'aviron, qui n'avait plus remporté la moindre médaille

depuis 1964 et, cette fois, en gagne quatre. En fait, la réussite olympique se base sur quelques règles : une organisation très pointue de la préparation des athlètes, un encadrement de haut niveau, au sein duquel les anciens champions jouent un rôle important, et la concentration de l'élite autour d'un centre national d'entraînement ou d'un programme de stages étoffé. Selon les termes de Jean-Richard Gernont, le directeur de la préparation olympique, c'est « une recherche permanente de la qualité et de la performance ».

Ces clés du succès n'ont, à l'évidence, pas été trouvées par tous. L'insuccès de la natation française à Atlanta ou les échecs de la voile, du tir à l'arc ou du tennis de table, des disciplines qui avaient connu une certaine réussite il y a quatre ans à Barcelone, montrent que le sport français n'exploite pas encore tout son potentiel.

« A Atlanta, certaines choses ont marché, d'autres non, reprend Guy Druet. Il faut se servir des premières pour faire disparaître les secondes, analyser les raisons des succès du cyclisme, du judo et de l'escrime pour s'en inspirer dans d'autres disciplines. » Il y a quatre ans pour cela.

G. V. K.

Les Français

● **ATHLÉTISME.** Sandra Côté, Odiah Sibié, Patricia Girard-Léno et Marie-Josée Pérec (42 s 78), 6^e du relais 4x100 m dames. Francine Landré, Viviane Dorville, Evelyn Eken et El-sa Devassogne (3 mn 28 s 46) 8^e du relais 4x400 m dames. Herman Lomba, Régis Grosard, Pascal Théophile et Needy Guims ont abandonné dans le 4x100 m messieurs.

● **CANOE-KAYAK.** Rascal Sylvos 5^e en C1 1000 m. Patrick Lancelotti et Pierre Lubac 5^e en K2 1000 m. Sabine Kleinhenz et Séverine Luyau 9^e en K2 500 m.

● **CYCLISME.** Médaille d'argent pour Jeannie Longo-Ciprelli, battue de 20 s dans le contre-la-montre dames. Marion Clignet 5^e à 1 mn 34 s. Laurent Jalabert 13^e à 3 mn 29 s et Laurent Brochard 20^e à 5 mn 17 s dans le contre-la-montre messieurs.

● **GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE.** Eva Serrano 6^e du concours général individuel.

● **HANDBALL.** Les Français battus (27-25) par les Espagnols en finale pour la troisième place.

● **SPORTS ÉQUESTRES.** Médaille de bronze après barrage pour Alexandra Ledermann (Rochet M) au saut d'obstacles individuel. Hervé Godignon (Viking Du Tillet) 17^e. Patrice Delaveau éliminé dès la première manche. Margit Otto-Crépin (Lucky Lord) 7^e du dressage individuel.

● **BILAN.** Le Comité olympique français a calculé que 183 des 310 sélectionnés ont obtenu une des 37 médailles ou une place en finale. 51, compte tenu des compensations par équipes, sont montés sur les podiums. Bilan : 21 médailles d'or pour 15 titres ; 10 médailles d'argent pour 7 places de deuxième ; 20 médailles de bronze pour 15 places de troisième ; 42 pour 14 places de quatrième ; 49 pour 19 places de cinquième ; 11 pour 9 places de sixième ; 11 pour 6 places de septième ; 19 pour 9 places de huitième.

Le haut du panier

Basket-ball. Lisse et médailles d'or pour les Dream Teams américaines. Invité surprise : Muhammad Ali

C'EST UNE cérémonie de clôture en toute intimité : trente-trois mille personnes, un zeste de supporters étrangers, beaucoup d'Américains et surtout douze filles, un coach et un ballon de basket. L'Amérique fête, en ce dimanche 4 août, sa dernière médaille des Jeux olympiques.

Le succès des basketballeuses est attendu qu'on célèbre aussi d'autres héroïnes. Des Américaines exhibent leurs médailles parmi le public. En début de soirée, l'équipe féminine de football, médaillée d'or, est venue saluer la foule en lisse. Et puis, place à la finale. L'Amérique clôt ses Jeux avec une équipe de rêve. Une de plus, après celles de softball et de football féminin.

La veille, la plus prestigieuse des Dream Teams 1996 a gagné le tournoi masculin. Evidemment, mais cela n'a pas été si facile. La Yougoslavie a été talentueuse pendant la première mi-temps. La fête a été magnifique : avec le sprinter Michael Johnson et le cinéaste Spike Lee dans les gradins, et la grande réconciliation de Muhammad Ali avec l'olympisme.

Le champion olympique des milieux à Rome en 1960, qui avait allumé la flamme lors de la cérémonie d'inauguration, a reçu une médaille d'or honorifique des mains de Juan Antonio Samaranch, président du CIO, afin de remplacer celle qu'il avait jetée à la poubelle pour protester contre le racisme : « Les temps changent », a-t-il déclaré. Avant que la Dream Team III n'écrase les Yougoslaves dans un sursaut d'orgueil.

Ses joueurs n'ont vécu qu'un banal tournoi de stars : « C'était très amusant », a consenti Sha-

quille O'Neal ; « Raffraîchissant », a renchéri Scottie Pippen. « Nous passons l'année à nous battre entre nous. Nous nous sommes retrouvés pour jouer le meilleur basket-ball que nous savons jouer », a expliqué Charles Barkley.

Mais les faiseurs de rêves n'ont jamais pu éclipser le souvenir de Michael Jordan et de Magic Johnson enserrés dans leur drapeau après leur impressionnante victoire aux Jeux de Barcelone, en 1992. Avec des matches peu palpitants et jamais émuissants, la Dream Team III a fait son boulot. Elle est montée la première sur le podium et s'en retourne à la ligue professionnelle.

Après cette équipe masculine de luxe, montée de toutes pièces pour la parade, les basketballeuses ne venaient pas pour le seul plaisir du jeu. A Atlanta, Lisa Leslie, Ruthie Bolton ou Sheryl Swoopes se devaient d'offrir le meilleur de leur sport. Pour lancer au mieux une ligue professionnelle de basket-ball féminin en septembre et achever de convaincre, les Américaines se devaient de conquérir le titre olympique.

Dimanche soir, elles ont donc décroché la cent unième médaille américaine au terme d'une rencontre intense, d'abord, et puis à sens unique. Score final : 111-87, le plus ample dans un match international de basket-ball féminin. A l'automne, huit des douze championnes olympiques joueront dans la ligue. Elles jurent qu'elles se souviendront de cette mémorable soirée où tout a commencé.

B. M.

David Reid écorne l'hégémonie cubaine

Boxe. Avec la seule médaille d'or américaine le super-welter a sauvé son pays de l'humiliation

DAVID REID n'a pas hésité une seconde sur ce qu'il avait à faire. Dans une salle saturée par les frénétiques « USA, USA » des supporters, il s'est saisi d'un petit drapeau aux couleurs de l'Amérique et l'a agité de toutes ses forces. Longuement. De son geste mécanique, il encourageait les ovations. Disait au monde et aux caméras de NBC que cette victoire, il l'avait gagnée pour le pays. En bas du ring, il est tombé dans les bras du « plus grand ». Muhammad Ali. La gentillesse, l'émotion, l'hommage tremblotant d'une légende malade à un champion olympique tout neuf.

Reid avait bien mérité de la patrie et de l'accolade de l'ex-roi des poids lourds. Sans lui, les États-Unis auraient quitté Atlanta bredouilles, en panne de médaille d'or. Pareille mé-

saventure n'était pas arrivée à la boxe américaine depuis les Jeux de Londres en 1948. A défaut d'être un héros, David Reid est donc bien un sauveur. Il a trouvé dans ses poings la force d'éviter le pire, une humiliation à domicile, un K. O. devant la nation entière.

Son adversaire en finale de la catégorie des moins de 71 kilos était Alfredo Duvergel, un Cubain. Autant dire un éclaircie dépeché par Fidel Castro, le dernier des Mohicans communistes, toujours en lutte contre l'Amérique de la libre entreprise. Depuis l'ouverture des Jeux, Atlanta s'enivre de cette hantise confrontation qui s'exprime sur les rings mieux que mille fois ailleurs car la boxe cubaine est arrivée en terre capitaliste nantie d'un confortable palmarès. A Barcelone,

en 1992, les Cubains avaient gagné sept des douze médailles d'or mises en jeu. Alcides Sagrada, l'entraîneur, sait toujours détecter de nouveaux talents pour pallier la fuite de quelques vedettes alléchées par la liberté et les dollars.

Les boxeurs américains n'avaient, pour la plupart, que leur patriotisme à opposer à cette invincible armada. Ils présentaient une équipe lestée de toutes les faiblesses de la boxe amateur aux États-Unis. Une discipline qui ne révèle plus de champions d'exception, parce qu'elle n'est plus l'antichambre obligatoire d'une carrière professionnelle.

David Reid savait tout cela. Les deux premières reprises de son combat en ont offert un fatigant résumé. Il était malmené. Il touchait

rarement, confronté à ses propres limites, par la vitesse d'Alfredo Duvergel. Mais sa victoire fut en revanche d'un saisisant opportunisme : un K. O. parfait bati sur une seconde d'inattention. De quoi imposer le doute dans une suprématie trop vite proclamée. Avec quatre médailles d'or, et trois médailles d'argent, Cuba, à Atlanta, s'est repêlée sur ses valeurs sûres. Trois de ses boxeurs, Felix Savon, Ariel Hernandez et Hector Vinent, sont devenus champion olympique pour la seconde fois consécutive. Eux n'ont rien perdu du haut niveau technique qui explique la supériorité des amateurs de la grande île des Caraïbes.

Mais les favoris cubains se sont découverts face des adversaires, symptôme d'un éparpillement des valeurs. Dans les républiques nées de l'ex-Union soviétique, et dans les ex-pays de l'Est, fiefs naturels de la boxe amateur. En Thaïlande et en Corée du Sud aussi. Malgré la victoire de David Reid, les États-Unis sont donc restés en retrait. « Je tablais sur onze ou douze médailles », avouait leur entraîneur Al Mitchell, l'entraîneur. Pour cela, il nous fallait aussi un bon tirage. Ne pas rencontrer les meilleurs trop vite. Car la principale qualité des gars que j'avais avec moi, c'était le courage et la motivation. Ils n'avaient peur de personne. »

Dimanche 4 août, après la victoire de David Reid, Mitchell devait se contenter d'un maigre total de six médailles. Et les États-Unis n'ont pas vu surgir un nouveau champion d'exception. C'est sans doute pour cela que les spectateurs de l'Alexander Memorial Coliseum ont tiré leurs plus belles salves d'applaudissements pour Cassius Clay, alias Muhammad Ali, champion olympique à Rome en 1960.

P. Ce.



David Reid (à gauche) face à Alfredo Duvergel : « J'étais le meilleur espoir [américain] parce que j'étais le dernier. » (Gary Cameron, Reuters.)

RÉSULTATS

Samedi 3 août
Dimanche 4 août

ATHLÉTISME

Messieurs
● 1500 m. L. M. Morcel (Alg.), 3 mn 35 s 78 ; 2. F. Cacho (Esp.), 3 mn 36 s 40 ; 3. S. Kipkor (Ken.), 3 mn 36 s 72 ; 4. L. R. R. (Ken.), 3 mn 37 s 42 ; 5. M. T. (Ken.), 3 mn 37 s 42 ; 6. A. Bilo (Som.), 3 mn 38 s 08 ; 7. M. Koss (Fini.), 3 mn 38 s 18 ; 8. A. Hekim (Tur.), 3 mn 38 s 28.
● 1000 m. L. V. Nyong'o (Ken.), 3 mn 38 s 28 ; 2. P. B. (Ken.), 3 mn 38 s 28 ; 3. K. B. (Ken.), 3 mn 38 s 28 ; 4. D. Baumann (Aut.), 3 mn 38 s 28 ; 5. T. Nykist (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 6. B. K. (Ken.), 3 mn 38 s 28 ; 7. E. M. (Ken.), 3 mn 38 s 28 ; 8. L. (Ken.), 3 mn 38 s 28.

● 1000 m. L. J. Thugwana (Bot.), 3 mn 38 s 28 ; 2. B. J. Lee (Cor. S.), 3 mn 38 s 28 ; 3. E. Wainaina (Ken.), 3 mn 38 s 28 ; 4. M. F. (Esp.), 3 mn 38 s 28 ; 5. R. Nerurkar (Ind.), 3 mn 38 s 28 ; 6. S. H. (Mex.), 3 mn 38 s 28 ; 7. S. Monaghatti (Aust.), 3 mn 38 s 28 ; 8. B. Parades (Mex.), 3 mn 38 s 28.

● Relais 4x100 m. L. Canada (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 2. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 3. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 4. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 5. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 6. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 7. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 8. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28.

● Relais 4x100 m. L. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 2. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 3. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 4. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 5. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 6. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 7. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 8. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28.

● Relais 4x100 m. L. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 2. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 3. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 4. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 5. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 6. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 7. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 8. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28.

● Relais 4x100 m. L. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 2. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 3. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 4. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 5. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 6. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 7. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28 ; 8. États-Unis (Fin.), 3 mn 38 s 28.

2. G. Szabo (Roum.), 4 mn 1 s 54 ; 3. T. K. (Aut.), 4 mn 1 s 54 ; 4. L. P. (Can.), 4 mn 1 s 54 ; 5. M. C. (Aust.), 4 mn 1 s 54 ; 6. C. Sacramento (Port.), 4 mn 1 s 54 ; 7. L. Borsova (Rus.), 4 mn 1 s 54 ; 8. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 9. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 10. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 11. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 12. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 13. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 14. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 15. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 16. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 17. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 18. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 19. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 20. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 21. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 22. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 23. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 24. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 25. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 26. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 27. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 28. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 29. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 30. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 31. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 32. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 33. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 34. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 35. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 36. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 37. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 38. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 39. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 40. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 41. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 42. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 43. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 44. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 45. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 46. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 47. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 48. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 49. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 50. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 51. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 52. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 53. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 54. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 55. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 56. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 57. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 58. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 59. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 60. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 61. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 62. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 63. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 64. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 65. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 66. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 67. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 68. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 69. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 70. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 71. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 72. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 73. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 74. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 75. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 76. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 77. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 78. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 79. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 80. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 81. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 82. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 83. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 84. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 85. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 86. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 87. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 88. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 89. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 90. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 91. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 92. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 93. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 94. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 95. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 96. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 97. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 98. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 99. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 100. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 101. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 102. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 103. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 104. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 105. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 106. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 107. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 108. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 109. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 110. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 111. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 112. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 113. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 114. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 115. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 116. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 117. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 118. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 119. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 120. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 121. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 122. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 123. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 124. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 125. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 126. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 127. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 128. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 129. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 130. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 131. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 132. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 133. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 134. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 135. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 136. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 137. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 138. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 139. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 140. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 141. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 142. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 143. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 144. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 145. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 146. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 147. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 148. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 149. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 150. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 151. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 152. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 153. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 154. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 155. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 156. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 157. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 158. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 159. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 160. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 161. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 162. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 163. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 164. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 165. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 166. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 167. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 168. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 169. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 170. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 171. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 172. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 173. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 174. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 175. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 176. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 177. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 178. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 179. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 180. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 181. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 182. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 183. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 184. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 185. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 186. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 187. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 188. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 189. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 190. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 191. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 192. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 193. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 194. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 195. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 196. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 197. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 198. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 199. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 200. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 201. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 202. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 203. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 204. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 205. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 206. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 207. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 208. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 209. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 210. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 211. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 212. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 213. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 214. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 215. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 216. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 217. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 218. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 219. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 220. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 221. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 222. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 223. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 224. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 225. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 226. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 227. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 228. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 229. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 230. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 231. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 232. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 233. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 234. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 235. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 236. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 237. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 238. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 239. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 240. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 241. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 242. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 243. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 244. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 245. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 246. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 247. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 248. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 249. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 250. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 251. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 252. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 253. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 254. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 255. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 256. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 257. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 258. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 259. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 260. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 261. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 262. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 263. M. Rydz (Pol.), 4 mn 1 s 54 ; 264. M. Rydz (Pol.),

NET OLYMPIQUE

BILAN. Plus d'un million de cybernautes ont visité la page d'accueil du comité d'organisation des Jeux d'Atlanta, sur le net. Si ces chiffres, fournis par IBM, sont confirmés, le cybersurf aura été la vraie discipline neuve des XXII^e Jeux d'été, la seule ratifiée par une pratique de masse. Selon des appareils de mesure placés sur un site spécial baptisé Womplex, 180 millions de « hits » (soit l'unité de mesure correspondant aux éléments graphiques d'une page téléchargée) ont été transférés en 15 journées, soit 12 millions par jour, ce qui en fait un puissant moteur de recherche.

Pourtant, les chiffres ne disent pas tout. La frustration faisait aussi partie du voyage olympique des cybernautes, car le multimédia n'a pas tenu ses promesses pour ceux qui ne disposent pas de lignes spéciales. Embouteillages, lenteurs, renoncements étaient d'une fête pauvre en images animées.

En revanche, la victoire est totale face aux télévisions dès lors qu'il s'agit de trouver, à tout moment, des résultats précis. Et la réactivité du Net a fait aussi merveille. Ainsi, immédiatement après l'explosion d'une bombe au Parc du centenaire, les cybernautes ont pu suivre les médias locaux, sentir l'évolution de l'ambiance et s'entretenir avec des gens bouleversés par le drame. Plus largement, tous les cybernautes présents aux Etats-Unis ont pu constater que l'univers virtuel était plus frais que le monde fabriqué et mis en scène par la chaîne NBC, où il était d'ailleurs impossible de distinguer le direct du différé.

Ceux qui ont cru qu'Atlanta démentirait la possibilité pour le Net de remplacer les médias traditionnels se trompaient. Mais il est indéniable que le nouveau médium a profité des Jeux pour gagner droit de cité.

«http://www.womplex.ibm.com/womplex/boiler.html»

Bouquet final

Il est toujours facile de se gausser de ces Américains qualifiés de « grands enfants », qui s'amusent d'un rien et expriment leurs sentiments tels qu'ils les éprouvent, sans les médiations obligatoires sur le Vieux Continent. Cela fait partie des lieux communs qui émaillent les autres mondiaux où l'on n'a rien à dire mais où il faut faire savoir que l'on a voyagé, de préférence aux Etats-Unis se laissant rarement aller à tenir ce genre de propos relevant de l'ethnopsychologie de comptoir, mais ils semblent chaque fois que la première puissance du monde se met en devoir d'éblouir le reste de l'humanité. Car ils savent bien que, dans ce pays, rien n'est fait à moitié : du réfrigérateur de ménage au tueur en série, on ne regarde pas à la dépense.

Ainsi, en matière de cérémonie de clôture de

Jeux olympiques il n'y avait que deux hypothèses. Ou bien celle d'Atlanta serait éblouissante, à vous couper le souffle et mettant les Australiens de Sydney dans un état dépressif pour les quatre années à venir. Ou bien le bide serait d'une ampleur telle qu'il faudrait se demander si nous-mêmes, spectateurs et téléscripteurs, n'aurions pas tout faux, et qu'en fait il s'agissait d'un scénario mis au point par des Marx Brothers ressuscités.

La description que nous allons tenter d'un épisode marquant de cette soirée se veut aussi objective que possible, laissant le choix au lecteur de parvenir à la conclusion convenable. Après l'interprétation du *Star Spangled Banner* par un quatuor de blues très connu dans certains quartiers d'Atlanta, la fête commence par la prestation de la fanfare du comté de Bergen, qui, au dire du programme, est la plus vieille fanfare du monde puisqu'elle a été fondée il y a soixante-deux ans. Sa spécialité est de former des figures sur le stade tout en jouant de la musique, par exemple les cinq anneaux olympiques ou la colombe de la paix. Mais cette fanfare venue du New Jersey n'est pas dépourvue de sens de l'humour. Elle annonce tout à trac que le prochain morceau

va être dirigé par le président de toutes les fanfares des Etats-Unis. Ce personnage est amené sur le stade dans une petite voiture électrique du type de celles utilisées sur les parcours de golf. En se dirigeant vers les musiciens, il trébuche. Rires dans la foule. Il s'époumone dans un sifflet pour tenter de ramener de l'ordre dans la fanfare, en vain. Son épaulette se décroche. Arrivent alors des agents de sécurité, des costards munis de talonnettes qui embaquent sans ménagements le guignol. Les 87 000 spectateurs du stade olympique sont pliés en quatre.

Il est, rappelons-le, plus de 3 heures du matin dans notre bonne vieille Europe et les quinze dernières nuits ont été rudes. Ne conviendrait-il pas de se monter un peu raisonnable et de se coucher en méditant cette grande leçon américaine ? A 4 heures et demie, après un numéro de VTT, de skate-board et de trampoline, la découverte de la chanteuse Gloria Estefan (très connue dans le sud des Etats-Unis) et quelques kangourous à vélo, se baissa pour nous le rideau olympique.

Luc Rosenzweig

Le succès sportif s'est universalisé

Bilan. Les Etats-Unis remportent 101 médailles, et 78 autres pays accèdent aux podiums

CONTRAIREMENT à ce que doivent croire les téléspectateurs américains, les Etats-Unis n'ont pas gagné toutes les médailles. Hors du champ des très sélectives caméras de NBC, le monde a assisté à la plus universelle des fêtes sportives. Une cinquantaine d'hymnes différents ont résonné sur les podiums, tout au long des quinze jours de compétition. Soixante-dix-neuf pays se sont partagé les 842 médailles mises en jeu.

Néanmoins, les Etats-Unis restent les grands vainqueurs de ces Jeux organisés à domicile, avec une moisson de 101 médailles, dont 44 en or. Atlanta pouvait donc plastronner, avec davantage de légitimité que Los Angeles. Le triomphe américain de 1984 n'avait été bâti que sur la moitié de la planète sportive. Cette fois, les athlètes de 197 délégations étaient là. Les médailles distribuées pour le centenaire des J.O. modernes valaient leur poids de métal précieux.

Dans les mémoires, les exploits et les héros ne seront pas seulement américains. Bien sûr, le nom de Michael Johnson restera attaché à cette olympiade. Le Texan avait annoncé de longue date son intention de réussir l'indéfini doublé 200 mètres-400 mètres. Aux incroyables, il a asséné en prime un super-sonique record du monde du 200 mètres. Le double succès sur 200 mètres et 400 mètres de Marie-José Pérec a été l'écho français et féminin de la fabuleuse performance de l'Américain.

Atlanta tenait à rester dans les archives chronométriques, et n'avait pas fait les choses à moitié. La piste d'athlétisme, dure et réactive, avait été conçue pour les sprinteurs, au détriment des coureurs de fond, qui s'en plaignaient amèrement. Qu'importe. Le record du monde du 100 mètres – bien que battu par un Canadien –, ajouté à celui du 200 mètres, valait toutes les performances du demi-fond, où aucun Américain n'avait de chances de briller. Un souci identique de vitesse avait présidé à la conception de la piscine olympique : quatre records du monde y sont tombés, dont celui du relais 4x100 mètres. Autre discipline quantifiable, l'haltérophilie a donné lieu à plusieurs performances inouïes.

Mais la vraie grandeur des Jeux olympiques ne se mesure pas à l'aune de la statistique. Au cours des milliers d'épreuves disputées en deux semaines, se sont noués tant d'aventures, de drames et de fêtes

Ils ont trouvé l'or

Onze pays ont remporté leur premier titre à Atlanta : Arménie, Biélorussie, Burundi, Costa Rica, Croatie, Equateur, Hongkong, Kazakhstan, République tchèque, Slovaquie et Ukraine (le Costa Rica et la Croatie avaient déjà obtenu des médailles). Pour le Burundi, l'Equateur et Hongkong, il s'agit de la seule médaille olympique de leur palmarès.

Six autres pays ont gagné également la première médaille de leur histoire à Atlanta : Azerbaïdjan, Géorgie, Ouzbékistan, Tonga, Moldavie et Mozambique.

Sur les 197 délégations olympiques présentes à Atlanta, 87 n'ont jamais obtenu une médaille.

que la chronique reste impuissante à en faire le compte. De grands champions y ont gagné la consécration : l'Algérien Noureddine Morceli, l'Espagnol Miguel Indurain, l'Américain Andre Agassi. De vieilles gloires du sport y ont obtenu une reconnaissance tardive, telle la Française Jeanne Longo, ou ont ajouté à leur légende, tel l'Américain Carl Lewis, le Britannique Steve Redgrave ou le Turc Naim Süleymanoğlu.

L'ALLEMAGNE EN RETRAIT

Le destin a été contraire pour certaines autres vedettes déclinantes : l'Anglais Lindford Christie, l'Ukrainien Sergueï Bubka, les Américaines Rebecca Twigg et Janet Evans ou encore le Biélorusse Vitaly Scherbo, qui, dans un marché de dupes, a troqué ses six médailles d'or de Barcelone contre quatre de bronze. A trente-six ans, la Jamaïcaine Merlene Ottey a laissé échapper sa dernière chance d'obtenir un titre olympique, mais elle a complété, comme le Nambien Frankie Fredericks, sa collection de médailles d'argent.

Au total, les Etats-Unis sont donc largement vainqueurs, mais l'addition des nations nées de l'éclatement de la Communauté des Etats indépendants, encore unie à Barcelone, montre que l'équilibre entre les deux ex-blocs n'est pas rompu. L'Allemagne réunifiée conserve son rang, mais avec un nombre de médailles très en deçà des performances cumulées de la RDA et de la RFA, in-

férieur aussi au total d'il y a quatre ans. La divine surprise européenne est le fait de la France (lire le bilan en pages 16 et 17) et des Italiens (31 médailles contre 19 en 1992), alors que les Espagnols n'ont pas su maintenir le standing acquis chez eux (14 médailles contre 22).

L'unique médaille d'or des Britanniques, acquise par un vétéran de trente-quatre ans, Steve Redgrave, a des reflets de catastrophe nationale. Des voix d'athlètes et de dirigeants s'élèvent à l'unisson pour vilipender les effets pervers du libéralisme extrême. En revanche, les pays africains n'ont pas confirmé leurs progrès, notamment en athlétisme, laissant vacantes de nombreuses marches sur les podiums du demi-fond. La nation émergente de l'Afrique a été le Nigeria, qui a offert au continent noir son premier titre international en football, mais aussi de l'or au saut en longueur féminin, et plusieurs places d'honneur.

Cuba a conservé ses positions dans ses disciplines de prédilection (boxe, base-ball), mais a subi une spectaculaire érosion en athlétisme, tout comme les îles des Caraïbes, qui avaient marqué les derniers championnats du monde.

S'il fallait donner un visage à ces Jeux, ce serait un visage féminin. Par forcément celui de Kerri Strug, la nouvelle petite fée de l'Amérique, qui se pâme devant cette grenouille rouquine racontant sans relâche, de sa voix de dessin animé, comment

elle a contribué à la victoire historique de l'équipe américaine de gymnastique en dépit d'une entorse à la cheville. Non, ce serait plutôt le visage pluriel d'un sport roturier qui a acquis, à Atlanta, des quartiers de noblesse. Le football féminin a rempli les stades, bien mieux que son homologue masculin, tout comme le softball face au base-ball. De même, dans le cœur du public américain, les « Dreamettes » ont supplanté les basketteurs de la NBA rassemblés dans une « Dream Team III » décevante.

Globalement, les sports collectifs féminins ont donc gagné en crédibilité, balayant les réserves les plus misogynes. Si la Chine a confirmé sa place de puissance asiatique numéro un, c'est en partie grâce à ses sportives, les footballeuses prenant le relais des nageuses sans soulever la même vague de suspicion à propos du dopage.

Ce dernier n'a fait qu'une furtive apparition à Atlanta : un seul cas officiellement décelé, après les dix de Séoul et les quatre de Barcelone. Bien sûr, il y eut les vrais-faux dopés russes. La détection d'un produit inconnu – le bromantan – avait pu donner l'illusion que la lutte antidopage avançait ; l'absolution finalement accordée en montre à nouveau les limites. Moment de vérité sportive, les Jeux peuvent aussi être un théâtre d'apparences.

Jean-Jacques Bozonnet

Ulrich Kirchhoff parachève le triomphe de l'équitation allemande

Saut d'obstacles. Alexandra Ledermann obtient la médaille de bronze



La Française Alexandra Ledermann, sur « Rochet M », dans l'épreuve de saut d'obstacles. (Ruben Sprich, Reuter.)

EN LANGAGE ÉQUESTRE, le mot « barrage » est synonyme de cruauté. A l'entraînement, il désigne une pratique prohibée qui consiste à frapper les jambes des chevaux pour les inciter à sauter plus haut. En compétition, le barrage tient du supplice chinois, mais c'est la plus licite des tortures. Il s'agit d'un parcours supplémentaire destiné à départager les éventuels ex æquo d'une finale. A l'issue du barrage, c'est le chronomètre qui départage les concurrents au centième de seconde. Malgré ses vingt-cinq ans, Alexandra Ledermann a montré, dimanche 4 août, une belle aptitude à cet exercice pour cavalier endurci.

Il était sept à postuler pour les médailles d'argent et de bronze du concours individuel de saut d'obstacles. Ils n'avaient fait qu'une seule faute (4 points) sur les deux très difficiles parcours proposés par le chef de piste américain Linda Allen. Pour ce supplément de suspense, Alexandra parait la première, en aveugle, avec ce souci contradictoire qui consiste à assurer un sans-faute tout en allant le plus vite possible. Six obstacles avalés en 41 s 46, il ne restait plus qu'à attendre. « C'est la s'est passé comme je l'espérais, commentait-elle ensuite. C'était un gros parcours, je savais qu'il y aurait des dégâts derrière moi. » Et il y en eut.

Les six autres concurrents ont été plus rapides qu'Alexandra. Après le passage des trois premiers, auteurs d'au moins une faute, Alexandra tenait toujours sa médaille. Mais Willi Melliger,

l'expérimenté cavalier suisse, sur Calvaro, réussissait un parcours impeccable, et le rêve de la jeune Normande virait au bronze. Restait l'autre Suisse, Urs Fah, qui échoua sur l'avant-dernier obstacle. Enfin le Néerlandais Jan Tops, il abrégea les souffrances du clan français en bousculant le premier obstacle.

OUBLIER JANOU LEFEBVRE

Alexandra Ledermann devenait la première cavalière française médaillée dans une épreuve olympique individuelle. D'un coup, elle effaçait cette Janou Lefebvre, médaillée par équipes en 1968, dont on lui rebat les oreilles depuis qu'elle monte à cheval ou presque. La jeune femme a toujours montré son agacement d'être comparée à l'illustre championne. Depuis sa victoire, en 1992, dans le Grand Prix de la Coupe du monde de Paris-Bercy, Alexandra Ledermann aspire à exister par elle-même. Elle ne l'envoie pas dire, comme chaque fois que quelque chose lui déplaît : « C'est un caractère », résume-t-on diplomatiquement dans l'entourage de l'équipe de France.

A cette championne décidée, baignée dans le monde de l'équitation depuis son plus jeune âge, puisque son père était un bon cavalier de première catégorie, il fallait un cheval de la même trempe. Dominique Mars, un ami de la famille, lui a trouvé Rochet M : « Je le lui ai acheté il y a quatre ans en vue des Jeux olympiques », exultait-il au pied du podium.

Alexandra mit du temps à ama-

liouer ce cheval puissant que l'eau paralysait. C'est pourquoi Patrick Caron hésitait à l'intégrer à la sélection. Mais, depuis un an, le couple a trouvé l'harmonie et la constance : membre de l'équipe médaillée de bronze aux championnats d'Europe de Saint-Gall en 1995, Alexandra s'était classée huitième en individuel, première cavalière européenne. La voici première mondiale : « Cette médaille est importante, se réjouissait Patrick Caron, dans un sport dont 70 % des pratiquants sont des femmes. »

On en oublierait que le fameux barrage ne servait qu'à attribuer les deux plus basses marches du podium. Pour Ulrich Kirchhoff, sur Jus de pomme, la cause était entendue depuis longtemps. En réalisant les deux manches de la finale sans faute (avec seulement 1 point de pénalité pour temps dépassé), ce jeune Allemand de vingt-neuf ans a succédé à son compatriote Ludger Beerbaum. Le champion olympique de Barcelone avait dû renoncer à défendre son titre à cause d'une blessure de son cheval Ratina.

L'autre favori allemand, le champion du monde en titre, Franke Sloothak, ne s'était pas qualifié après sa chute par équipes (Le Monde du 3 août). Il aura assisté en spectateur au triomphe de son ancien palefrenier, qui parachève la domination de l'Allemagne, quatre fois médaillée d'or (en dressage et en saut d'obstacles, en individuel et par équipes).

J.-J. B.

Les médailles par pays

PAYS	OR	ARG	BRONZE	TOTAL	PAYS	OR	ARG	BRONZE	TOTAL
Etats-Unis	44	32	25	101	Indonésie	1	1	2	4
Russie	26	21	16	63	Yugoslavie	1	1	2	4
Allemagne	20	18	27	65	Iran	1	1	1	3
Chine	16	22	12	50	Slovaquie	1	1	1	3
France	15	7	15	37	Arménie	1	1	0	2
Italie	13	10	12	35	Croatie	1	1	0	2
Australie	9	9	23	41	Portugal	1	0	1	2
Cuba	9	8	8	25	Thaïlande	1	0	1	2
Ukraine	9	2	12	23	Burundi	1	0	0	1
Corée du Sud	7	15	5	27	Costa Rica	1	0	0	1
Pologne	7	5	5	17	Equateur	1	0	0	1
Hongrie	7	4	10	21	Hongkong	1	0	0	1
Espagne	5	6	6	17	Syrie	1	0	0	1
Roumanie	4	7	7	20	Argentine	0	2	0	2
Pays-Bas	4	5	10	19	Namibie	0	2	0	2
Géorgie	4	4	0	8	Slovaquie	0	2	0	2
Rap. tchèque	4	3	4	11	Autriche	0	1	2	3
Séoul	4	3	0	7	Malaisie	0	1	1	2
Allemagne	4	1	6	11	Moldavie	0	1	1	2
Iran	4	1	1	6	Chad	0	1	1	2
Canada	3	11	8	22	Australie	0	1	0	1
Nigeria	3	7	5	15	Népal	0	1	0	1
Japon	3	6	5	14	Latvie	0	1	0	1
Kazakhstan	3	4	3	10	Malaisie	0	1	0	1
Irak	3	2	6	11	Indonésie	0	1	0	1
Népal	3	2	1	6	Iran	0	1	0	1
Afrique du Sud	3	1	5	9	Zambie	0	1	0	1
Israël	3	0	1	4	Géorgie	0	1	2	3
Soudan	2	4	2	8	Maroc	0	0	2	2
Norvège	2	2	3	7	Indonésie	0	0	2	2
Belgique	2	2	2	6	Inde	0	0	1	1
Niger	2	1	3	6	Koweït	0	0	1	1
Corée du Nord	2	1	2	5	Liban	0	0	1	1
Algérie	2	0	1	3	Maroc	0	0	1	1
Ethiopie	2	0	1	3	Mongolie	0	0	1	1
Géorgie	1	8	6	15	Mongolie	0	0	1	1
Biélorussie	1	6	8	15	Paraguay	0	0	1	1
Kenya	1	4	3	8	Turquie	0	0	1	1
Jamaïque	1	3	2	6	Ouganda	0	0	1	1
Pérou	1	2	1	4	TOTAL	271	273	298	842

هكذا من الأصل

REVENDEMENTS Le secteur public britannique - métro et poste - est en proie à de nouveaux mouvements sociaux. A plusieurs reprises depuis le début de l'année, les grèves

de vingt-quatre heures des conducteurs du métro ont paralysé Londres. A la poste, la situation est également conflictuelle. Les négociations sont interrompues. Mardi 6 août, la grève

devait reprendre. **DANS LE PRIVÉ**, secteur peu enclin aux arrêts de travail, des syndicats de certains chemins de fer récemment privatisés ont cependant appelé à la grève. **LE**

MINISTRE britannique de l'Industrie et du Commerce, Ian Lang, a menacé la poste de lui supprimer temporairement son monopole en cas de grève. Il envisage aussi de modifier les textes

pour réduire l'immunité dont jouissent les syndicats. Cette situation embarrasse l'opposition travailliste, considérée trop réformatrice par son aile gauche et les syndicats.

Regain de grèves dans les services publics britanniques

La poste et le métro connaissent des arrêts de travail à répétition. A moins d'un an des élections, le climat politique favorise les exigences sociales. La Grande-Bretagne est cependant loin des grands conflits de la période Thatcher

LONDRES

de notre correspondant

Cet été de 1996 risque de rester dans le souvenir des Londoniens qui n'ont pas pris de vacances - ainsi que dans celui des touristes - comme celui des grèves du secteur public : métro, poste, et annonces d'arrêts de travail à la fin du mois sur plusieurs lignes de chemins de fer récemment privatisées. Ce n'est cependant pas un retour aux grands conflits de la période Thatcher, et ce regain de contestations est désormais cantonné aux services publics. Traditionnels bastions des grèves, les mines n'ont pas connu un seul jour d'arrêt de travail en 1995, soulignait récemment *The Times*.

A plusieurs reprises, de spectaculaires embouteillages ont paralysé la capitale britannique à la suite de grèves de vingt-quatre heures par semaine des conducteurs du tube. Leur syndicat, l'Aslef (qui regroupe cheminots et pompiers) entend protester contre le refus du London Underground de réduire, comme promis, les horaires de travail de 38,5 à 37,5 heures par semaine. La direction réplique que cet accord était conditionnel à l'acceptation par l'Aslef d'une augmentation de salaire inférieure à celle des autres membres du personnel du métro, ainsi que d'un arbitrage obligatoire en cas de différend.

A la poste, la situation est plus complexe. Le personnel vit dans un

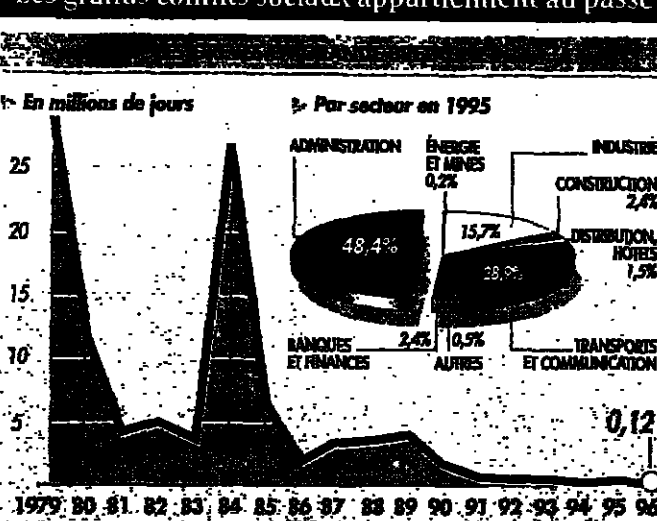
contexte de privatisation rampante : le gouvernement a tenté en vain, en 1995, de la faire voter par le Parlement, et il envisage de l'inscrire dans son prochain manifeste électoral. Dans les derniers jours de juillet, le comité exécutif du Syndicat des travailleurs des communications (CWU) a désavoué son propre secrétaire général, le réformiste Alan Johnson, et rejeté un accord conclu à la suite de négociations marathon avec la Royal Mail pour prévenir un conflit social. Cet accord prévoyait l'introduction du travail en équipes en vue d'une meilleure efficacité, en échange d'une garantie de l'emploi.

MONOPOLE

Du coup, la CWU avait demandé à la Royal Mail de reprendre les négociations durant le week-end. Mais cette dernière, échaudée par ce revirement de dernière minute, a refusé et menace de remettre en cause l'accord conclu « en sa forme actuelle ». La grève semble donc inévitable dès mardi 6 août.

Le gouvernement a dénoncé les « syndicalistes dinosaures », ces « hommes sans visage », « barons des syndicats ». Le ministre britannique de l'Industrie et du Commerce, Ian Lang, a menacé de supprimer temporairement, en cas de grève, le monopole de la Royal Mail dans la distribution du courrier. Il a aussi déclaré qu'il envisageait de modifier les textes pour ré-

Les grands conflits sociaux appartiennent au passé



Depuis le début de l'année, 171 millions de jours de travail ont été perdus par les salariés du secteur public. En comparaison, 1,5 million de jours de travail ont été perdus par les salariés du secteur privé en 1995.

duire l'immunité dont jouissent les syndicats. Il deviendrait ainsi possible de poursuivre en dommages et intérêts les organisations qui déclencheraient des grèves, ce qui pourrait leur coûter des millions de livres. Cette menace a cependant peu de chances d'être suivie d'effet d'ici aux élections générales du printemps 1997. Le président du Parti conservateur, Brian Mawhinney, a remarqué que « ce n'était pas une coïncidence si cette vague de grèves se produisait dans les services publics en situation de monopole. Dans le secteur privé, la plupart des syndicats ont compris que les arrêts de travail découragent les consom-

mateur et détruisent par là même les emplois de leurs membres ». Peut-être, mais la nouvelle tension dans les chemins de fer, récemment privatisés contre la volonté de leur personnel comme de l'opposition et de la grande majorité de l'opinion, arrive à point nommé pour montrer que ce n'est pas si simple.

EMBARRAS DU LABOUR

Les contrôleurs et le personnel de restauration de bord, membres du syndicat des transports RMT de neuf compagnies ferroviaires privatisées, ont voté le 30 juillet en faveur de deux journées de grève les 23 et 27 août, pour des questions de productivité et de pause journalière. Ces arrêts de travail - un vendredi et un mardi entourant un week-end de trois jours - correspondent à ceux prévus dans le métro, ce qui risque de créer un chaos considérable dans l'agglomération londonienne. Si certaines compagnies ont immédiatement lancé un appel à la négociation, d'autres ont qualifié cette décision de « déplorable » et de « folie ».

On pouvait logiquement s'attendre à ce que les conservateurs tirent avantage de l'irritation d'une opinion qui n'a pas connu de grandes grèves depuis celle des mines sous M^{re} Thatcher pour lancer une offensive antisindicaliste. D'autant que cette situation embarrasse l'opposition travailliste, dont le chef, Tony Blair, ne veut

rien faire ou dire qui puisse inquiéter les classes moyennes. Ainsi a-t-on pu voir l'ancienne porte-parole du Labour pour les transports, Claire Short, refuser de répondre à la télévision à une question sur la grève du métro, avant de perdre son poste quelques jours plus tard dans un remaniement du cabinet fantôme. M. Blair a même appelé à un arbitrage qui s'imposerait aux deux parties pour mettre fin à la grève perdue du métro au lieu de soutenir des syndicats dont les militants votent Labour et ont longtemps financé le parti.

La direction du Labour doit faire face aux critiques de son aile gauche et des syndicats, qui la trouvent par trop réformatrice. Ainsi un responsable de l'Unison, qui représente les fonctionnaires, a demandé à M. Blair de reprendre à son compte la promesse faite par son prédécesseur, John Smith, d'accorder une protection légale aux syndicats et à leurs membres, afin de les garantir contre l'insécurité de l'emploi.

Les dirigeants syndicaux « se cachent derrière le parapet sur cette question fondamentale » de peur que le parti « nous accuse de jouer les trouble-fête », a-t-il ajouté. Il n'y a donc pas que les usagers que ces grèves gênent et elles font à nouveau partie du paysage politique britannique.

Patrice de Beer

Yves Michot, l'homme de la continuité chez Aerospatiale

NOMMÉ ADMINISTRATEUR d'Aerospatiale par un décret paru au *Journal officiel* du 4 août, Yves Michot, actuel numéro deux, devrait être désigné président du groupe aéronautique lors du Conseil des ministres de mercredi.



PROFIL

Au départ de Louis Gallois pour la SNCF, on ne donnait à Yves Michot que 30 % de chances de lui succéder. Les candidats étaient nombreux, d'origines très diverses et pouvant chacun faire valoir des références impressionnantes. Mais, surtout, la tradition faisait que le PDG du groupe aéronautique était toujours venu de l'extérieur, la promotion interne n'étant pas l'usage.

C'était oublier le fait que Yves Michot, cinquante-quatre ans, longtemps bras droit de Henri Martre, prédécesseur de M. Gallois à Aerospatiale, puis principal collaborateur de ce dernier, était devenu quasiment incontournable.

Qui, en effet, connaît mieux les arcanes de ce groupe complexe et divers que ce polytechnicien, ingénieur de l'armement d'origine et ayant, depuis, fait toute sa carrière dans l'aéronautique et dans l'espace au service de l'Etat ou de l'industrie ?

Affable derrière une monture de lunettes qui lui donne un regard attentif et en éveil permanent, Yves Michot, doué d'un humour volontiers caustique, a préféré annuler ses vacances de randonneur pédestre pour demeurer, cet été, à la barre de l'entreprise comme président intérimaire, après le départ de M. Gallois. Bien lui en a pris. Le voilà désormais en charge d'un groupe de trente-cinq mille salariés au nom de la continuité et du loyalisme avec lequel il a secondé Henri Martre et Louis Gallois.

Car M. Michot incarne par excellence la continuité à Aerospatiale. Les dossiers, il les connaît sur le bout des doigts, et avec lui le gouvernement est assuré de ne pas perdre de temps. Qu'il s'agisse de l'avenir des hélicoptères, menacé par une réduction drastique de leurs commandes par la France et

l'Allemagne ; de celui des missiles tactiques, ébranlé par des perspectives fragiles à l'étranger ; du sort de la division balistique et spatiale, ragallardie par le développement du missile stratégique M 51 et des satellites espions Hélos ; ou encore de la récente explosion des ventes de l'Airbus européen et de la transformation du consortium en société privée, Yves Michot a tout connu des déceptions mais aussi des espoirs du groupe dont il a maintenant la responsabilité.

LES FAIBLESSES DE DASSAULT

Mais cet homme-orchestre de l'aéronautique civile ou militaire et de l'espace est surtout celui qui, depuis quelque quatre mois, œuvre pour jeter les bases de la fusion entre Aerospatiale et Dassault Aviation. C'est lui qui défend les intérêts du groupe nationalisé face aux représentants de Dassault.

Yves Michot, de ce fait, n'ignore rien des faiblesses du groupe privé qui, dit-il, s'est recroquevillé sur lui-même et a pour seule

stratégie à long terme les commandes de Mirage 2000 ou de Rafale que le gouvernement français voudra bien lui passer ou lui faciliter à l'exportation. « Une politique suicidaire », a-t-il confié à ses proches et même à ses interlocuteurs de Dassault qui se battent pied à pied pour conclure un simple rapprochement et écarter l'éventualité d'une fusion jusqu'aux élections législatives de 1998.

En ne changeant pas de « patron opérationnel » au milieu du gué et en confiant à M. Michot toute l'autorité nécessaire pour mener à bien sa tâche, le gouvernement s'adresse indirectement à Serge Dassault. Il cherche à lui faire comprendre que l'objectif demeure le même, depuis le début des discussions sur le projet de fusion, à savoir, comme le répète M. Michot, qu'Aerospatiale est « le pivot » d'une reconstitution de l'aéronautique française pour en faire un jour un groupe de taille européenne ouvert à des alliances capitalistes ou industrielles.

Jacques Isnard

Le tourisme souffre d'un début de saison tardif placé sous le signe de l'économie

A L'IMAGE des entreprises qui sont de plus en plus nombreuses à publier des résultats trimestriels, les professionnels du tourisme n'attendent plus la fin de leur exercice pour tirer un premier bilan de leur activité. Selon les premières constatations effectuées par la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative (Fnotsi) auprès d'une centaine d'offices de tourisme de toutes régions entre le 15 et le 20 juillet, la saison touristique - le mois de juillet en l'occurrence - a débuté plutôt médiocrement et surtout tardivement. Partielles, ces premières constatations doivent être analysées avec prudence.

Trois raisons sont mises en avant par la Fnotsi : les conditions climatiques ont été déplorables entre la mi-juin et la mi-juillet ; le calendrier scolaire a tenu les bacheliers en attente jusqu'au 10 juillet ; enfin, une conjoncture économique européenne médiocre et surtout un franc cher ont freiné la venue des Italiens, des Espagnols et des Britanniques.

Depuis trois ou quatre ans, reconnaît Marc Dumoulin, président de la Fnotsi, le mois de juillet connaît un ralentissement généralement compensé par une correction importante en août et surtout

en septembre. Mais au-delà des raisons précédemment citées, il y a un changement de comportement chez le touriste européen qui devient une réalité structurelle.

On assiste à une nette augmentation des courts séjours qui confirme la tendance au fractionnement des vacances entamée depuis plusieurs années. Juillet et août concentrent toujours près de 40 % du total annuel des séjours des vacances des Français, mais sur ces deux mois la durée des vacances est passée de 14,4 à 12,5 nuitées de 1990 à 1995.

Le changement de comportement du vacancier se traduit dans l'évolution des dépenses par rap-

port à 1995 qui, selon l'enquête menée par la Fédération nationale, sont jugées en baisse par 82,6 % des offices, alors que 15 % d'entre eux les jugent égales et seulement 2,2 % supérieures. En conséquence, les demandes effectuées auprès des offices de tourisme concernant les animations et les activités gratuites sont en très nette augmentation.

STAGNATION

Les touristes font aussi des économies sur l'hébergement et la restauration. Toutes les catégories en ont pâti : les hôtels subissent le plus fort recul avec une chute des demandes de 10,42 %. Les meublés enregistrent une baisse de 5,93 %.

Les vacanciers privilégient le littoral atlantique

Les touristes préfèrent l'Atlantique à la Côte d'Azur. C'est ce que constatent les professionnels du secteur. Le numéro un français du tourisme associatif Villages Vacances Familiales note « une tendance lourde » qui se profilait déjà en 1995 : demande très forte des Français pour l'Atlantique et la Bretagne, et baisse généralisée en Méditerranée. Pierre et Vacances, spécialiste de la résidence locative, a observé le même phénomène pour ses résidences de tourisme de la façade atlantique, submergées de demandes pour juillet-août, tandis que ses dix-neuf sites méditerranéens disposaient encore de places. Selon Marc Dumoulin, président de la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative, les touristes recherchent de plus en plus des « loisirs sains ». « L'Atlantique est perçu comme plus bénéfique en termes de santé, et moins cher », affirme-t-il. - (AFP)

Les conditions climatiques n'ont pas particulièrement favorisé le camping qui connaît une baisse de 8,32 %. Seuls les gîtes limitent les dégâts, avec une demande en repli de 1,67 %.

La fréquentation des offices de tourisme par les représentants des différents pays permet également de tirer un bilan sur l'évolution de la clientèle étrangère par rapport à 1995. Les touristes asiatiques semblent plus nombreux, le nombre de ressortissants des pays de l'Est paraît stable. En revanche, les Italiens, les Allemands, les Belges et les Anglais sont plus attirés par les pays à monnaie faible.

Pour Alain Moreau, directeur du Comité régional du tourisme de Paris-Ile-de-France, la fréquentation touristique de la capitale et de ses environs reste intimement liée au taux de change, au pouvoir d'achat et à l'accueil. Selon lui, d'une façon globale, juillet 1996 enregistre une stagnation par rapport à juillet 1995.

Paris n'est pas la France. Selon M. Moreau, les Britanniques, les Allemands et les Belges sont toujours présents en nombre important, ce qui ne se retrouve pas dans l'enquête menée par la Fnotsi. Les Américains sont devenus avec les Allemands la deuxième clientèle

touristique de la capitale. Les Japonais seraient en baisse de même que les Espagnols et les Italiens. Le nombre de Néerlandais aurait tendance à augmenter et les Israéliens, fait nouveau, seraient venus nombreux en juillet.

HÉBERGEMENT EN AUTOCAR

Les Européens de l'Est sont également très nombreux, mais, à exception des Russes, qui se distinguent souvent par des dépenses « incontrôlées », ils limitent leurs frais au minimum, choisissant les sites bon marché ou gratuits et n'hésitant pas à se servir de l'autocar comme lieu d'hébergement.

Si, à Paris, le nombre de touristes reste stable, les dépenses sont en baisse par rapport à 1995 : les touristes en provenance des ex-pays de l'Est n'ont pas le même pouvoir d'achat que les Japonais. Le comportement du touriste étranger a également changé : « Il est passé de l'autre côté du comptoir », admet M. Moreau, précisant qu'il n'hésite pas à marchander, connaissant les faiblesses de ses interlocuteurs. Exemple, cet hôtelier qui accepte à 20 heures de jouer à 200 francs une chambre proposée à 450 francs.

François Bostnavaron

DÉPÊCHES

■ BT : le groupe de télécommunications britannique, menacé par une enquête antitrust, a accepté, le 2 août, le plan de l'Ofel (organisme de régulation des télécommunications en Grande-Bretagne). Celui-ci a proposé que les augmentations de tarifs pour les petits utilisateurs de téléphone soient indexées sur l'inflation, à partir du mois d'août 1997. Si celle-ci est inférieure à 4,5 %, BT devra baisser ses prix. L'opérateur britannique envisage d'engager un recours judiciaire afin de clarifier les réels pouvoirs de l'Ofel.

■ STET : le gouvernement italien devait fixer, mardi 6 août, le cadre de la privatisation du groupe de télécommunications. Selon le *Corriere della Sera*, le gouvernement serait favorable à une offre publique de vente de la Stet et de ses deux principales filiales, la compagnie de téléphone Telecom Italia et celle de radiotéléphone Telecom Italia Mobile.

■ US AIR : la compagnie américaine, filiale à hauteur de 24,6 % de British Airways, voudrait se séparer de son actionnaire britannique. US Air a intenté, devant un tribunal fédéral de New York, un procès à British Airways (BA) et à American Airlines (Le Monde du 1^{er} août) pour dénoncer leur alliance stratégique : la compagnie a demandé au tribunal qu'il exige que BA cède ses titres US Air et se retire de son conseil d'administration. De son côté, British Airways a réaffirmé, lundi 5 août, que son projet d'alliance avec la compagnie américaine American Airlines était « compatible » avec « ses obligations envers US Air ».

■ EUROTUNNEL : le trafic des navettes touristiques a doublé en juillet par rapport au même mois de 1995, pour s'établir à 240 129 véhicules, a annoncé le groupe, lundi 5 août. Les TGV Eurostar ont transporté 529 330 voyageurs, soit une progression de 72 % sur juillet 1995.

■ DEUTSCHE BANK : la banque allemande, avec un montant de 79,2 milliards de dollars (396 milliards de francs), occupe la première place, en Europe, dans le domaine de la gestion de fonds, selon le cabinet d'analyse britannique Lippert. La Caisse des dépôts et consignations se situe au deuxième rang, avec 73,1 milliards de dollars (365,5 milliards de francs).

CAC 40

PARIS
+0,33 %
CAC 40 :
2030,07

Credit Fon France
 Credit Lyonnais
 Credit Lyonnais CI
 Credit National
 Credit Saint-Etienne
 Darnat
 Danone
 Dassault Aviation
 Dassault Electronique
 Dassault Systemes
 De Dietrich
 Desmar
 Dev-RUN-2-Cal LI #
 DMC (Dottius MI)
 Docks France
 Dynaco
 Eaco (Eac des)
 Eco
 Eiffage
 EF Aquitaine
 Ermet
 Eidemia Beguin
 Eimco
 Essilor Int'l ADP
 Euro
 EuroFrance
 Euro Disney
 Europe 1
 Eurotunnel
 Filippacci Media
 Fincas
 Fines-Like
 Fromagerie SA
 Collette Lafayette
 GAIN
 Gascoigne (B)
 Gaudin
 G.C.F. et Eaux
 Geophysique
 G.E.P.
 Groupe Andre S.A.
 Gr-Zimmer (Ly) #
 GTM-Entrepose
 Guibert
 Guyenne Gascoigne
 Havas
 Havas Advertising
 Imetal
 Immeuble France
 Ingenico
 Interball
 Intersynthese 1
 Jean Louis Morey
 Klepierre
 Labinal
 Lafarge
 Lagardere
 Lapeyre
 Lebon
 Legendre
 Legendre ADP
 Legris Indust.
 Locadur

133	135	136	0.06
1183	1184	1185	+1.05
472.80	472.80	472.80	0.02
13.35	13.35	13.35	0.04
23.90	23.90	23.90	0.40
13.35	13.35	13.35	0.33
93.25	93.25	93.25	0.05
130	130	130	0.00
139	139	139	0.00
375.50	375.50	375.50	+1.67
1235	1235	1235	+0.66
136.25	136.25	136.25	+0.04
360.25	360.25	360.25	+0.55
1168	1168	1168	-0.32
6702	6702	6702	0.00
136	136	136	+1.36
500	500	500	0.00
534	534	534	-0.18
1362	1362	1362	+0.04
131	131	131	0.00
1165	1165	1172.25	+1.03
1185	1185	1185	0.00
1270	1270	1270	+1.94
296	296	296	0.00
1315	1315	1315	0.00
1385	1385	1385	0.00
386.20	386.20	386.20	+1.81
386.20	386.20	386.20	-0.05
238	238	238	0.00
728	728	728	+0.12
238	238	238	+0.54
199	199	199	+0.25
199	199	199	+0.08
34.50	34.50	34.50	+0.67
27.50	27.50	27.50	-0.22
95.90	95.90	96.116	-1.36
20.00	20.00	20.00	0.00
99.50	99.50	99.50	-2.01
130.00	130.00	130.00	0.25
409	409	409	+0.12
409	409	409	+0.00
1950	1950	1950	+0.51
475	475	475	+0.21
554	554	554	0.00
115.50	115.50	115.50	-1.25
199	199	199	-0.50
130	130	130	0.00
57.00	57.00	57.00	-0.23
110.00	110.00	110.00	0.00
405.50	405.50	405.50	+0.36
459	459	459	-1.82
1350	1350	1350	0.00
104.00	104.00	104.00	-0.07
104.30	104.30	104.30	+1.77

30	Hochst *	65,05	146,50	+0,97	7
31	Hietzli *	170,50	168,70	-1,05	-7
32	IEB *	546	544	-0,36	-4
33	LEP *	56,15	59,05	+1,54	+4
34	Uto Yokoko *	291	295	+0,68	+3
35	Matsuzaki *	32	33	+0,07	+1
36	Mc Donald's *	239,60	240,90	+0,54	+2
37	Merch. and Co *	38	33	-0,90	-3
38	Mitsubishi Corp *	62,45	62,10	-0,05	-1
39	Mobile Corporation *	565	569	+0,70	+2
40	Mobil Corp *	439	443,30	+0,99	+1
41	Nippon Air Lines *	5800	5820	+0,20	+2
42	Norsk. M&M-Packer *	71	70,20	-1,12	-4
43	Norfolk *	115	112	-0,78	-2
44	Onoda Cement Co *	221,60	226	+1,08	+2
45	Perfuma *	1535	1549	+0,92	+1
46	Philly Morris *	536	539	+0,37	+2
47	Phlips N.V *	116,10	116,20	+0,54	+3
48	Phosph. N.V *	118,80	120,00	+1,20	+2
49	Procter Gamble *	456	456,70	+0,15	+1
50	Quintex *	242,50	220,10	-4,28	-7
51	Randomform *	32,30	33,00	+0,95	+2
52	Rationalizer Lazer *	338,40	332,00	-1,07	-3
53	Royal Dutch *	734	735	+1,88	+10
54	R.T.Z *	71,90	71,85	-0,06	-2
55	Saga Airlines *	29,40	30,50	+1,10	+3
56	Sas. Ynfra *	29,40	30,50	+1,10	+16
57	Schulmburger *	410,10	412,00	+0,48	+3
58	SGS Thomson Micro. *	716	711	-2,44	-3
59	Stampank *	70,35	71,60	+1,48	+3
60	Sony Corp *	329	325,70	-0,26	-1
61	Sony Corp *	263,10	263,70	+1,67	+1
62	Sunbeam Bank *	9,25	9,10	-0,05	-13
63	T.O.K. Ltd *	42,10	42,10	0	0
64	Telefonica *	89,50	95,05	+1,73	+25
65	Toshiba *	334	337,0	+2,4	+13
66	Unilever *	720	727,5	+0,97	+6
67	Uster *	62,5	62,5	0	0
68	Vaal Reefs *	420	420	0	0
69	Volkswagen A.G *	1717	1726	+1,14	+23
70	Volvo (actB) *	710,59	710,58	-0,01	-23
71	W. L. Gore *	30,80	31,15	+0,35	+9
72	Yamaouchi *	108,10	108	-0,07	-5
73	Zambor Corp *	2,75	2,75	0	0

B = Bourdeaux ; L = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille
 N = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLS

1 ou 2 = Catégories
 croc = décalage ; croc. = décalé

DERNIÈRE COLONNE (1) :
 Lundi date mardi : % variation (31/12)
 Mardi date mercredi : paiement du coupon
 Mercredi date jeudi : montant dernier coupon
 Jeudi date vendredi : compensation
 Vendredi date samedi : nominal

03
20
57
61
63
10
53
50
52
76
50
46
46
73
51
44
52
95
39
93
69
68
66
64
49
16
85
46
11
93
77
11
94
08
99
29
97
64
84
33
07
88
95

Me;
91

Financed 8,6
Floral 9,75%
OAT 8,5% 8

30 OAT 9.90%
OAT 98-98-
OAT 9.85-9.85

[illegible]

- Immobanque _____
- Lucia _____
- Monoprix _____ ♦
- Metal Deploye _____
- Mors # _____
- Navigation (Nle) _____
- Palux-Marmont _____ ♦
- Exa-Clairfont (Ny) _____ ♦
- Parifinance _____
- Paris Orleans _____
- Piper Heidsieck _____
- Promodons (Cl) _____
- PSB Industries Ly _____
- Rougier # _____
- Saga _____
- Salins du Midi _____
- S&LC _____
- S.J.P.H. _____
- Sofal _____ ♦
- Sofragi _____
- Soudure Autogène _____
- Sovabail _____

Gevaert	317,60	317,60
Gold Fields South	135,75	135,75
Kalunga Corp.	34,50	34,50
Metropolitan ed&P	10,05	10,05
Olympus Optical	46,50	46,50
Ottomarec Fin.	350	340,20
Rohco	360	371
Rothman N.V.	140,10	140
Rothmans	401,60	400,20
Sakaya SA	2520	2520

ABBREVIATIONS
 B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
 Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 c = coupon détaché; d = droit d'achat
 a = offert; d = demandé; ↑ offre réduite
 ↓ demande réduite; * contrat d'animation.

CEGEF # _____
Cermex # (L) _____
CFPI # _____
Change Bou _____
Christ.Dallo _____

CNIM CAJ...
 Codetour...
 Comp. Euro...

SA	280,10
Normand	350
OF	788
Maline	343
Al	262,10
	50
	472,10
y)	462,10
Rapide	60
Tempo Ly	460
t(Ly)	247
vision	484
	255,60
	775
	319
	98
	557
	600
ice #	281
ms #	109
	565

Sofco (Ly) ♦
 Soibus ♦
 Sogepag # ♦
 Sogeparc (Fin) ♦
 Sopra ♦
 Strips, Keifan # ♦
 Sylea ♦
 Telsuisse-France ♦
 TFI-1 ♦
 Thermador Hotel (Ly) ♦
 Trounev Caustin # ♦
 Unilog ♦
 Union Fin.France ♦
 Via Credit (Banque) ♦
 Viet et Cie # ♦
 Vilmarin et Cie # ♦
 Virbac ♦

cours	VALEURS	précéd.	cours
125	Cristel GenJund.	29	39
128	Généralie Occidentale	56	56
410	Mumm.	1299	1299
10950	Nobel	150	150
27734	Sci lecture du Mercredi	217,50	
300			
95			
710			
134			
5,50			

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
 N = Nancy; Ms = Nantes.

SYMBOLS
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indicateur
 catégorie 3; ◊ cours précédent; ◊ coupé
 ◊ = offert; ◊ droit détaché; ◊ = offert
 d = demandé; f offert réduite; l demandé
 réduite; p contrat d'annulation.

Abstract The purpose of this study was to determine the effect of a 12-week, low-intensity, supervised walking program on the physical and psychological health of sedentary, middle-aged women. The study was a randomized, controlled trial. The subjects were 40 sedentary, middle-aged women who were randomly assigned to either a supervised walking program or a control group. The walking program consisted of 12 weeks of supervised walking, 3 times per week, for 30 minutes per session. The control group consisted of 20 women who did not participate in the walking program. The physical and psychological health of the subjects was assessed at baseline and at 12 weeks. The walking program had a significant positive effect on the physical and psychological health of the subjects. The walking program significantly improved the subjects' physical health, as measured by the 6-minute walk test, and their psychological health, as measured by the Beck Depression Inventory and the State-Trait Anxiety Inventory. The walking program also significantly improved the subjects' quality of life, as measured by the SF-36. The walking program was well tolerated and had no adverse effects. The results of this study suggest that a 12-week, low-intensity, supervised walking program can improve the physical and psychological health of sedentary, middle-aged women.

- Natio Patria
- Natio Perspe
- Natio Placen
- Natio Re

Natio Reven
Natio Securi
Natio Valeur

.....	87 799,6
..... ♦	233,7
PLI-PROMOTEURS	
Inv. D.....	632,1
Devlop. D.....	846,1
vep. C/D.....	2161,6
Devlop. C.....	299,9
Ev. C.....	2372,1
R	
.....	19 097,9
.....	18 406,3
SE D'EPARGNE	
Futur D.....	208,0
Ev. C.....	221,8
Ev. D.....	227,7
Devlop. D.....	10 239,4
Ev. C.....	80 478,8
Ev. D.....	2573,1
.....	170,3
.....	11 016,6
Ev. C/D.....	12 742,4
Ev. D.....	313,4
Ev. D.....	19 799,9
Ev. D.....	192,2

[illegible]

739,34	Interbanc	6431,80	6368,12
97	Intermeditation France D.	572,29	561,51
253,78	S.G. France oppor. c.	1644,63	1612,38
	S.G. France oppor. D.	1585,98	1554,88
	SogerFrance C	1488,42	1439,24
1295,25	SogerFrance D	1375,64	1345,71
80,63	Sogeprogne D	314,14	311,70
1330,75	Soginclair C	1753,44	1719,06
	Fonds communs de placements		
	SogerD	1271,23	1165,61
	Sogerfinanc D	1616,96	1600,95
	SogerFrance Tempo D.	140,36	140,36
754,29			
734,81			
124,98			
185,40			
611,66			
383,79			
114,22			
107,37			
145,06			
138,48			
216,08			
120,67			
439,04			
225,17			
913,28			
611,30			
	SYMBOLS		
	c : cours du jour; e : cours précédents		
	TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		
	3615 LEMONDE		
	Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26		

ORS-COTE**DI 5 AOUT**

COURS		Cours précéd.
Gén. Ind.	♦	29
Ind. Occidentale	♦	56
Ind. Orientale	♦	1299
Ind. du Monde	♦	150
Ind. du Monde	♦	217,5

Source: Direction Générale des Échanges et des Transactions de la Bourse de Paris.

ÉVÉNEMENTS

Ordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon
Nancy; Ns = Nantes.

BOULES

♦ = catégories de cotation
1^{re} 3; ♦ cours précéd.
♦ = droit détaché
♦ = droit de souscription
♦ = offre réduite
♦ = contrat d'animation.

[illegible]

Fonsicav C...
Mutual depô

 **CAIS**
EQUIPE ACTION

...ritual D.....	208,0
...ritual C.....	221,8
...ritual C.....	227,7
...ritual D.....	10329,3
...ritual C.....	80478,4
...ritual C.....	2873,2
...ritual D.....	170,3
...ritual C.....	11016,6
...ritual C/D.....	12742,4
...ritual C/D.....	313,4
...ritual D.....	1979,9
...ritual D.....	192,2

15	Silviter.....
15	Triton.....
24	
09	Credit Mutuel
21	Avenir Alizes
78	Cred.Mut.Act.France.....
97	Cred.Mut.Ep.Cour.T.....
23	Cred.Mut.Ep.Ind. C.....
69	Cred.Mut.Ep.J.....
69	Cred.Mut.Ep.Long.T.....

136,48.
576,06
150,67
4399,04
525,17
2344,17
913,28
631,30

SYMBOLES
● cours du jour; ● cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

37090,66
31568,57

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 20

ARCHITECTURE Les deux plus hautes tours du monde se trouvent désormais à Kuala Lumpur. Œuvres de l'architecte américain Cesar Pelli, elles culminent à

450 mètres, dépassant de 7 mètres la Sears Tower de Chicago, détentrice, jusque-là, du record mondial d'altitude. ● LA COURSE folle des gratte-ciel qui a ponctué le

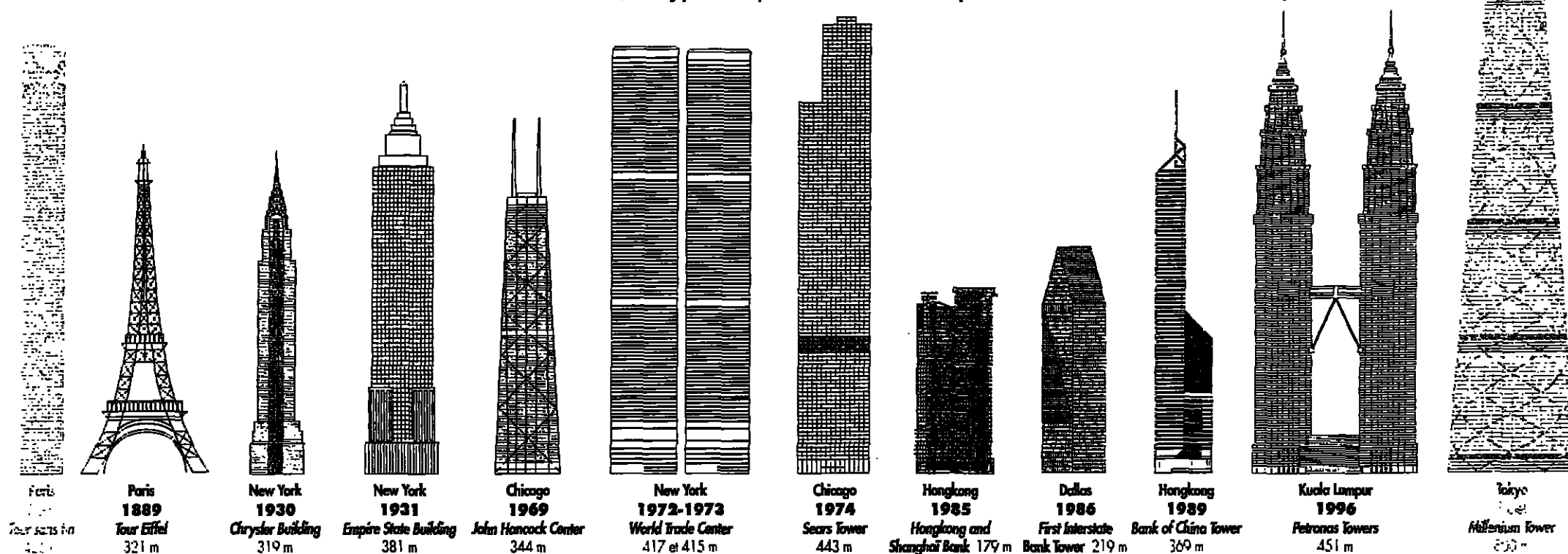
XX^e siècle aux États-Unis paraît se déplacer aujourd'hui en Asie. Les tours restent en effet les symboles de la réussite et de la prospérité d'un homme, d'une compagnie ou

d'un pays. ● UNE PROSPÉRITÉ qui ne s'encombre pas de réflexion urbaine, provoquant souvent d'innombrables problèmes de circulation piétonne ou automobile. Ni même

de rationalité économique au moment où, dans les pays occidentaux en tout cas, la crise économique se répercute sur l'immobilier de bureaux en particulier.

Les plus hauts gratte-ciel du monde s'achèvent à Kuala Lumpur

Médaille d'or de la course à l'altitude, les Petronas Towers s'élèvent à plus de 450 mètres, symbole de la prospérité naissante de l'Asie du Sud-Est. En Occident, ce type d'exploit se heurte aux problèmes urbains et économiques



A KUALA LUMPUR, capitale de la Malaisie, l'architecte américain Cesar Pelli vient d'achever la construction de deux gratte-ciel, les Petronas Towers, tours jumelles de 451,9 mètres, qui sont à ce jour les plus hautes tours au monde, dépassant de 8,9 mètres la Sears Tower de Chicago, détentrice du précédent record. Mais que valent les records ? Qui se souviendra des villes légendées par ce siècle et marquées par la quête de la hauteur ? Les cités américaines ont perdu, pour la plupart, leur spécificité : Houston, Dallas, Seattle, et même Chicago et New York, les deux perles architecturales du monde moderne.

Tous ces hauts monuments, dont la Lehigh University de Bethlehem (Pennsylvanie) a établi le vertigineux palmarès (repris dans *Gratte-Ciel*, passionnant ouvrage réalisé par l'Institut français d'architecture, éditions Norma, 222 pages, 225 F), se noient désormais dans un paysage indifférencié. Paul Goldberger, critique éminent du *New York Times* regrettait, en juin, la gloire perdue de North Michigan Avenue, le « Magnificent Mile » de Chicago. S'ouvrant avec la tour du *Chicago Tribune*, objet en 1922 du plus célèbre concours du siècle, ponctuée du vieux château d'eau (1869) et du John Hancock Center (douzaine plus haut immeuble du monde avec 344 mètres), la « plus belle

avenue du monde » aurait perdu, à ses yeux, sa vertu depuis que d'autres gratte-ciel (dont la Sears Tower) sont venus chatouiller la ville. Mais Goldberger oublie de parler du centre-ville, le glorieux Loop de Chicago, où se sont bâties l'histoire et la beauté de la Cité des vents. Or, chaque année, disparaissent quelques-uns des immeubles qui ont fait la réputation de l'école de Chicago au tournant du siècle, des édifices de douze à vingt étages qui passent pour former le premier ensemble de gratte-ciel du monde. Ici, on peut sérieusement parler de désastre.

MORNES DALLES

Dans le classement de la Lehigh University ne figurent ni la tour qui domine Toronto (553 mètres), ni celles de Moscou (533 mètres) et de Berlin (365 mètres), ni même notre tour Eiffel bien-aimée qui, avec ses 300 mètres à l'origine, restera, compte-tenu de son ancienneté (1889), une prouesse inégalée. Singulièrement visibles dans le paysage de la ville, elles n'ont pas de fonction autre que celle d'antenne ou de rendez-vous touristique. Hautes par devoir et non par vanité urbaine, elles ont une raison d'être qui donne une signification plausible aux efforts des ingénieurs.

Lorsqu'il s'agit d'immeubles, l'histoire des tours relève d'une affaire plus complexe qu'un

concours de performance. C'est sur le plan urbain que les choses se compliquent. Une tour, ici ou là, cela passe encore : ainsi la pierre tour Montparnasse, raccourcie comme un gigot pour s'arrêter à 200 mètres, comme si un tel compromis avait pu rassurer les défenseurs de l'éternel parisien. En revanche, une forêt de gratte-ciel, cela engendre de considérables problèmes. A première vue, une tour fait gagner de la place. Une place qu'édiles et architectes ont prétendu rendre aux piétons.

En pratique, cela peut engendrer un urbanisme de mornes dalles, sous lesquelles viennent s'agglutiner des centaines de voitures. Lorsque ces édifices s'alignent, comme aux États-Unis, à touche-touche, ils suscitent des besoins de transports toujours insuffisants, qu'il s'agisse de métros ou bien de voies automobiles. Une situation qu'avait comprise à sa manière Le Corbusier, écrivant à propos de New York : « C'est une catastrophe, mais une belle et digne catastrophe, celle dont un destin trop hâtif a accablé des gens de foi et de courage. » (Quand les cathédrales étaient blanches, Plon, 1937). Les gratte-ciel, il les veut plus hauts, plus « fonctionnels », isolés et ponctuant la ville. Ce sera, pour Paris, le plan Voisin de 1925, resté heureusement lettre morte.

Les tours restent le signe extérieur de la richesse individuelle ou

collective, ce qui explique que les plus hautes soient désormais construites en Orient, chez les « petits » ou « grands dragons » soucieux de montrer au monde leur récente prospérité.

Mais cette splendide mégalomanie, qui reste l'infrastructure virtuelle de tout gratte-ciel, semble ne pas s'accommoder aisément des règles basiques de la spéculation. C'est là son moindre défaut. De rares esprits éclairés l'ont compris, tel Rockefeller lorsqu'il fait paradoxalement construire en 1933, en pleine récession, le Centre qui porte son nom. Mais c'est dans la partie médiane de Manhattan, et le building de 259 mètres est entouré d'une vingtaine d'autres édifices.

La réussite du projet ne doit pas faire oublier que le même nom a été porté par la Forêt, en 1972, des deux tours jumelles du World Trade Center, dont les 415 mètres, alors inégalés, n'ont jamais éclipsé la splendeur de l'Empire State Building : 381 mètres en 1931. Les deux bâtiments sont restés largement inoccupés pendant des années et n'ont retrouvé une triste célébrité qu'avec l'attentat de 1993.

MÈTRES CARRÉS UTILISABLES

On serait plus proche des enjeux réels si, à côté de la hauteur des tours, étaient précisés le nombre de mètres carrés utilisables et les

coûts de ces chantiers toujours spectaculaires. Mais ce raisonnement même paraît inopérant. Certains projets, même parmi les plus fous, deviennent réalité, portés par un instant de grâce économique.

D'autres restent dans les cartons parce que leur inspiration se heurte à une conjoncture un peu moins favorable. Ainsi resteront du domaine de l'imaginaire la tour de 1 mille de haut (1-669-mètres) rêvée d'un trait d'aquarelle par Frank Lloyd Wright en 1956 ; celle de Carlu (600 mètres) pour la Défense en 1943, vouée à rester dans les limbes ; ou, toujours pour la Défense, la Tour sans fin, de Jean Nouvel, au nom prophétique (426 mètres).

Car tout a son prix, et notamment la complexité technique. Une tour doit compter avec la solidité du sol, sur l'effet des vents, plus violents à mesure qu'on s'élève, sur celui des tremblements de terre, enfin sur la versatilité même des matériaux et des techniques.

C'est ainsi que l'agence de Pei, l'architecte du Grand Louvre, a failli ne pas se relever des mésaventures du John Hancock Center, à Detroit, dont les panneaux de verre sautaient allégrement comme des monocoques à la Foire du Trône.

Frédéric Edelmann

Les quatorze sommets

- Petronas Towers, Kuala Lumpur (Malaisie), 1996, 451 mètres, 88 étages.
- Sears Tower, Chicago, 1974, 443 mètres, 110 étages.
- Jin Mao Building, Shanghai, achèvement prévu en 1998, 421 mètres, 88 étages.
- World Trade Center, New York, 1972-1973, 417 et 415 mètres, 110 étages.
- Empire State Building, New York, 1931, 381 mètres, 102 étages.
- Central Plaza, Hongkong, 1992, 374 mètres, 78 étages.
- Bank of China Tower, Hongkong, 1989, 369 mètres, 70 étages.
- T. and C. Towers, Kao-siung (Taiwan), achèvement prévu en 1997, 348 mètres, 85 étages.
- Amoco Building, Chicago, 1973, 346 mètres, 80 étages.
- John Hancock Center, Chicago, 1969, 344 mètres, 100 étages.
- Shun Hing Square, Shenzhen (Chine), achèvement prévu en 1996, 325 mètres, 81 étages.
- Sky Central Plaza, Canton (Chine), achèvement prévu en 1996, 322 mètres, 80 étages.
- Baiyoke Tower II, Bangkok, achèvement prévu en 1997, 320 mètres, 90 étages.
- Chrysler Building, New York, 1930, 319 mètres, 77 étages.

Une ville dans la ville pour 50 000 personnes

KUALA LUMPUR

de notre envoyée spéciale
Dernières levées au firmament malais, les tours jumelles Petronas (du nom de la compagnie pétrolière nationale, principal actionnaire) se dressent au cœur d'un chantier encore bourdonnant. Leurs deux fils élanés jaillissent, reliés, au premier tiers, par un pont aérien qui représente le lien entre la capitale et le reste de la Malaisie, symbole aussi de la croissance économique du pays qui aspire à devenir « une nation développée d'ici à l'an 2020 ».

Les motifs géométriques de l'architecture islamique ont inspiré le maître d'œuvre, Cesar Pelli et Associés (États-Unis), lauréat du concours international lancé en 1991. La façade de ces fleurs ourdies d'aluminium, d'acier et de verre file en continu sur quatre-vingt-huit étages, avec un décrochement aux 60^e, 73^e et 82^e niveaux. Vingt-neuf ascenseurs ultra-rapides les sillonnent. A leur achèvement définitif, à la fin de l'année, les tours jumelles offriront une salle de concert, une bibliothèque et 502 000 mètres carrés de bureaux,

dont une bonne partie est attribuée à Petronas qui possède 75 % des parts. Elles seront flanquées d'un centre commercial - 139 400 mètres carrés sur six étages, trois cents boutiques et un parking souterrain de cinq mille places - et de deux tours plus modestes : cinquante étages pour l'Ampang Tower, trente-huit étages et 450 chambres pour l'hôtel de luxe Mandarin Oriental.

Dessiné par le paysagiste Roberto Burle Marx, décédé depuis, un parc de 20 hectares parsemé de lacs, de fontaines et de bassins s'étendra aux pieds de l'ensemble, avec, « joyau dans le parc » selon les Malais, une mosquée au milieu d'une mosaïque de fleurs.

Cette « ville dans la ville » pourra accueillir quelque cinquante mille personnes. Tous les transports en commun la desserviront, notamment le Ligh Rail Transit (LRT), train express aérien dont la première tranche (12 kilomètres) doit être mise en service prochainement.

Danielle Tramard

Que reste-t-il des signatures d'architectes ?

Presque toutes les grandes figures de l'art ont créé ou imaginé leur tour

Le NOM de l'agence Skidmore, Owings and Merrill (SOM) est associé à un nombre impressionnant d'édifices : la Sears Tower, le John Hancock Center, à Chicago, ou le Jin Mao Building de 421 mètres en construction à Shanghai, entre autres.

Tels têt, SOM a su intégrer une grande diversité d'architectes (et d'ingénieurs), pour produire des mastodontes aux styles variés, toujours marqués par un certain sérieux. L'agence, née avant la guerre, a été l'un des principaux constructeurs de la génération de gratte-ciel du style international. Ces édifices succèdent à la grande période art déco, la seconde génération après les immeubles pionniers de Chicago et de New York. Une période d'expressivité qui voit des fûts énormes trouver une juste proportion d'ornement dans des ensembles aux silhouettes élaborées.

GÉNÉRATION AU DOUBLE VISAGE

Jusqu'à la crise des années 30, les gratte-ciel avaient en effet chacun leur personnalité. Mais, hormis les spécialistes, qui se souviennent de

Shreve, Lamb, and Harmon, auteurs de l'Empire State Building, ou de Van Alen, dessinateur du Chrysler Building ?

Les années 80 vont être celles d'un renouveau art déco, malgré l'émergence de mégastructures à l'écriture formaliste, taillées comme les prototypes de briquets : pans inclinés, pyramides, biseaux ou cylindres... Deux agences vont jouer un rôle prédominant dans cette génération au visage double : leoh Ming Pei et Philip Johnson. Côté rétro, s'impose celle de Philip Johnson, associé à John Burgee. Ces deux créateurs font preuve d'une coupable inventivité. Ils sont les auteurs de l'ATT building, édifice néoclassique à la base et « chippendale » dans les hauteurs ; ou à Houston, du premier gratte-ciel où se fondent l'écriture gothique et la tradition flamande du pignon (Nationalsbank)...

Pei, pour sa part, est resté fidèle à un design plus épuré, découpé au scalpel. A Hongkong, il a planté avec une sûreté préemptoire l'étonnante banque de Chine, une « bricole » de 369 mètres. Cela a donné des ailes aux Asiatiques qui ont fait appa-

raître les noms d'architectes jusqu'alors inconnus : Chun Man (Hongkong), K. Y. Cheung (Shanghai) ; mais qui ont aussi confirmé ceux de Kenzo Tange et de Kurokawa, deux poids lourds mondiaux qui œuvrent aussi bien à Singapour qu'à Tokyo, sur des monuments trop passe-partout.

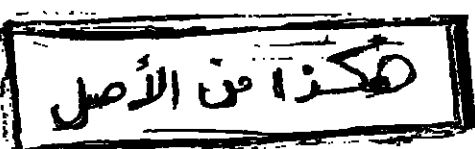
Il y a loin entre ces puissantes structures de production et l'étonnante fraîcheur que des célébrités plus culturelles du monde architectural ont su apporter à l'idée du gratte-ciel. C'est le cas de Norman Foster, auteur de la spectaculaire Banque de Hongkong (179 mètres), où l'architecte a su organiser le choc, toujours surprenant, des espaces et des structures. Jean Nouvel, seul Français en lice, a, au moins, laissé la trace, non réalisée, de sa Tour sans fin, cylindre émergeant du sol, inspiré par le dialogue de la ville et de la voûte céleste, par les humeurs du ciel et les éclats plus sombres de la terre.

Ce projet révolutionnait la rhétorique du gratte-ciel entrant dans un rapport calculé de formes et d'échelles avec la Grande Arche et le CNIT. L'objet reste solitaire, mais il échappe au chaos des villes asiatiques comme à la planification américaine. Rien de plus grandiose aussi que la tour imaginée par Foster (alors que les Japonais envisagent précisément de déplacer leur capitale) pour prendre place au large de Tokyo, cône élané de 800 mètres de haut. Mais presque rien, hors la finesse du dessin, qui fasse mentir Mies Van der Rohe déclarant, en 1922, « Terminés, les gratte-ciel n'impressionnent généralement qu'en fonction de leur taille ».

NÉ VIEUX

Sur ce plan, rien de plus apparemment novateur que les deux tours jumelles dessinées par Cesar Pelli à Kuala Lumpur. L'inspiration de cet édifice obéit platement aux principes du remake, à ceci près qu'au lieu de citer quelque gloire art déco Pelli a choisi un vocabulaire décliné des temples du Sud-Est asiatique. « Le gratte-ciel est né vieux », résumait naguère le critique Lewis Mumford.

F. E.



Le 26^e Festival interceltique de Lorient célèbre l'Irlande

Plusieurs centaines de milliers de personnes sont attendues pour ce rendez-vous annuel de la « celtitude »

LORIENT

de notre envoyé spécial
Pour sa vingt-septième édition, le Festival interceltique de Lorient, le plus grand festival celtique au monde, a choisi, après l'Écosse en 1995, de mettre l'Irlande à l'honneur. Tandis que l'université d'été de Bretagne consacrera une série de conférences du 5 au 9 août sur divers aspects de la culture et de l'histoire irlandaises contemporaines, une exposition de peinture irlandaise se tiendra à la galerie du Paolédic, des flots de musique irlandaise baigneront la ville, ainsi que des flots de whisky irlandais, qui seront appréciés, tout comme l'indispensable bière brune à la harpe, par ces temps de canicule.

Après la rituelle cotriade - pot-au-feu de poisson - du vendredi 2 août, qui s'est tenue en plein air au port de pêche, les fêtes musicales ont commencé, samedi 3, avec le championnat national des bagadou, et le Trophée de gaitas (grandes cornemuses de Galicie et des Asturies) patronné par le whisky Macallan, qui abrite aussi le Trophée pour soliste de grande cornemuse (*bagpipe*, comportant trois bourdons et un chalumeau) où concourent des musiciens bretons écossais et irlandais sur des thèmes imposés des trois pays.

Le dimanche 4, la parade des nations celtiques a défilé dans les rues de Lorient de 10 heures à 13 heures quelque 74 cercles ou bagadou, en commençant par le bagad de Lam-Bihoué et le Howth St Lawrence Pipe Band (Irlande), jusqu'au bagad de Quimper, en passant par les bandes des Asturies, des Cornouailles, du pays de Galles, de la Galicie et de l'Écosse.

Grands drapeaux déployés,

abondance des hermines blanches et noires, chapeaux ronds, pantalons noirs, gilets noirs, chemises et coiffes blanches, grands-pères et petits enfants en costumes traditionnels, dansant au son lancinant des cornemuses (*binio braz*) et des bombardes, rien n'a manqué aux grandes retrouvailles celtiques annuelles, animées d'un esprit bon enfant le matin, conquérant l'après-midi, carrément lyrique dès la nuit tombée, surtout au Pub, place Jules-Ferry.

QUATRE « NUITS MAGIQUES »

Quatre « nuits magiques » sont au programme, dont la première s'est déroulée samedi 3, au stade du Moustoir, avec projections d'images oniriques sur grand écran de 20 mètres sur 14, intervention de 700 musiciens et choristes, feux d'artifice à profusion, le tout contrôlé et orchestré à l'aide des technologies les plus sophistiquées. On entendra les chanteurs Gilles Servat, Yann-Fanch Quemener, la Canadienne Edith Butler, le groupe irlandais The Cors, Dan Ar Braz et son « Héritage des Celtes n° 2 ».

On assistera à un concert de *uilleann pipe*, la cornemuse irlandaise à soufflet tenu sous le coude, avec bourdons et « regulators » permettant de plaquer des accords. Il y aura des danses celtiques, du rock celtique, un après-midi de la harpe, des signatures d'écrivains bretons, et des contes celtiques seront dits. Sans compter, bien entendu, tout ce qu'il plaira d'improviser aux dizaines de musiciens qui jouent dans la rue, aux terrasses des cafés, n'importe où, selon l'état de leur inspiration.

Michel Braudeau

Promenade à Madrid sur les traces de Goya

Après celle du Prado, plusieurs expositions sont consacrées au peintre

Plus de 330 000 visiteurs se sont rendus au Prado, à Madrid, pour la rétrospective consacrée au grand maître de la peinture espagnole. Les amateurs de Goya

peuvent poursuivre, durant tout l'été, leur découverte du peintre à travers un itinéraire dans la ville consacré principalement à ses années madrilènes.

MADRID

de notre correspondant
Bien que l'exposition Goya se soit achevée le 2 juin au Musée du Prado, le peintre est toujours présent dans la capitale espagnole. Il y sera tout l'été. L'exposition fut un succès : 331 000 personnes, venues de l'Europe entière, s'y sont rendues depuis son ouverture le 29 mars (*Le Monde* du 2 avril). Désormais, la totalité des toiles ont retrouvé leur emplacement d'origine dans la célèbre pinacothèque, puisque sur les 171 tableaux exposés, 128 font partie de la collection permanente du Prado, où il est toujours possible d'admirer une grande partie de l'œuvre de ce peintre.

Pour compléter la vision du peintre dont l'Espagne fête, cette année, le 250^e anniversaire de la naissance, Madrid présente plusieurs autres expositions placées sous le thème « Goya à Madrid ». Il s'agit d'un itinéraire à travers le cœur de la cité qui permet de découvrir les charmes de la ville et d'enrichir sa connaissance des différentes facettes artistiques de ce peintre.

La première halte obligée passe par l'Académie des beaux-arts de San Fernando, dans la célèbre rue Alcalá, qui a regroupé des gravures, mais surtout quelques-unes des premières toiles du peintre, dont un remarquable autoportrait ainsi que l'unique représentation de l'auteur en train de peindre, debout dans un contre-jour. Goya, grand travailleur, porte d'ailleurs le chapeau « chandellier » sur lequel il fixait des bougies pour travailler la nuit tombée. Dans l'une des salles, plusieurs portraits de ceux qui furent ses

amis, comme l'architecte Juan de Villanueva (auteur du Prado) et Leandro Fernandez de Moratin, mais surtout l'admirable Tirana, une actrice de théâtre qui apparaît serotine et sérieuse sur un fond neutre dépourvu d'objets ou de meubles, Goya rompant ainsi avec une tradition.

L'ART DE LA TAPISSERIE

Grand amateur de théâtre et de taureaux, celui qui était devenu officiellement le peintre de la cour royale a également redonné un nouvel éclat à l'art de la tapisserie, ainsi qu'en témoignent les vingt-cinq exemplaires exposés au palais royal ainsi que les sept cartons provenant de la fabrique royale fondée par Philippe V en 1720. L'état exceptionnel de ces tapisseries, leur luminosité, leurs couleurs, la qualité de l'expression des personnages méritent le déplacement. La reconstitution de la chambre à coucher des princes, avec des scènes récréatives et des jeux d'enfants, est une merveille.

La perfection s'inscrit dans la finesse des détails d'un tableau de chasse avec les nuances du pelage des lièvres et les reflets du plumage des oiseaux. Dehors, la place d'Orient est en chantier mais, de l'autre côté du palais, le regard se perd sur les toitures ondulantes des arbres du Campo del Moro, le jardin qui descend vers les rives du Manzanares.

La promenade continue sur un autre registre. Dans *Les Désastres de la guerre* (une série d'eaux-fortes présentées au Musée municipal), Goya dénonce les crimes commis par les troupes napoléoniennes lors de l'invasion de l'Espagne en 1808, avec un grand sou-

ci du détail. Le mérite de cette exposition est d'avoir replacé ces gravures dans un contexte historique avec l'apport d'autres dessins ou caricatures de l'époque provenant tant de l'occupant que de l'occupé. On peut voir les exemples de la propagande napoléonienne et les satires féroces de l'empereur par des artistes espagnols qui dénoncent celui qui affirmait « travailler pour la régénération de l'Espagne ».

Au Musée Lazaro-Galdiano, dans la très madrilène calle Serrano, parmi la multitude de trésors rassemblés dans cette villa, quatorze toiles (l'authenticité de certaines est contestée) du grand maître, né en 1746 à Fuendetodos, près de Saragosse, méritent le détour.

Le parcours doit obligatoirement s'achever par la petite église de San Antonio de la Florida, qui abrite les restes du peintre, transférés de Bordeaux où il est mort en 1828. Classé monument national en 1905, cet édifice abrite sous sa coupole une fresque chatoyante et théâtrale, *Le Miracle de saint Antoine*, que Goya réalisa, à la demande de Charles IV, en 1797-1798.

Expressive et colorée, cette scène est rehaussée d'une multitude d'angelots dont la plupart ont des traits féminins. Une réplique pratiquement exacte de l'église a été construite à proximité afin de préserver le calme et la solennité de cet endroit. En hommage à Goya, un peintre anonyme a déposé l'un de ses pincesaux sur la dalle de pierre du tombeau de l'artiste.

Michel Bôle-Richard

Un aqueduc romain mis au jour, à Paris, sur la ZAC Alésia-Montsouris

UNE PORTION de l'aqueduc romain, 100 mètres environ, qui alimentait Lutèce en eau, a été mise au jour, mardi 30 juillet, sur la ZAC Alésia-Montsouris, à Paris (14^e). C'est le deuxième aqueduc exhumé sur ces 6 hectares de l'ancienne plate-forme RATP destinée à être lotie. Le premier avait été construit entre 1613 et 1623 à la demande de Marie de Médicis (*Le Monde* du 31 mars). L'ouvrage romain est plus modeste : une simple conduite de 16 kilomètres de long, construite à partir d'un bassin repéré à Rungis, au I^{er} siècle après J.-C. Haut d'un demi-mètre, il est constitué d'une sorte de béton primitif. Parallèle à celui de Marie de Médicis, il devait alimenter les Thermes de Cluny.

Quel sera le sort de ces vestiges importants pour l'histoire et la mémoire de Paris ? Une convention signée entre l'Etat, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) et la Société d'aménagement Denfert-Montsouris (SADM) pour « prendre en compte le patrimoine archéologique » permet aux archéologues de procéder à des sondages, mais ne les autorise pas à demander la conservation *in situ*.

L'Association Paris-Oxygène, qui s'oppose aux projets d'aménagement de la ZAC, vient de demander au ministre de la culture le classement de l'aqueduc entre la rue d'Alésia et l'avenue Reille, comme elle avait demandé le classement de celui de Marie de Médicis. Aucune mesure de protection n'a encore été prononcée. Il est évident que ces découvertes - qui sont loin d'être des surprises - viennent perturber les projets de la SADM.

E. de R.

Le Monde cet été

● Nouvelles vagues

Nos correspondants à l'étranger ont rencontré des jeunes qui sont déjà des acteurs de la vie sociale et culturelle dans leur pays.

jusqu'au 17 août

● Le piéton des Balkans

Un journal de voyage de François Maspero.

du 19 au 24 août

● L'Amérique de la deuxième chance

Sylvie Kauffmann dessine un autre visage de la société américaine à la veille de l'élection présidentielle.

du 26 au 31 août

● Séries noires en série

Des nouvelles inédites signées Thierry Jonquet, Daniel Picouly et Marc Villard.

chaque vendredi (daté samedi) jusqu'au 23 août

Le Monde BOUTIQUE

<input type="checkbox"/> Presse-papier plomb d'imprimerie	100 F
<input type="checkbox"/> T-shirt 50 ^e anniversaire	60 F
<input type="checkbox"/> Boîte noire de 3 crayons papiers/gomme	20 F
<input type="checkbox"/> Sac toile coton écru	45 F
<input type="checkbox"/> Montre-bracelet cuir bleu	200 F
<input type="checkbox"/> Album presse 50 ^e anniversaire	40 F
<input type="checkbox"/> Catalogue de l'exposition du « Monde » avec son CD	70 F
<input type="checkbox"/> CD-ROM. 200 personnalités	390 F
<input type="checkbox"/> Mallette pédagogique	
pour mieux connaître la presse	125 F

Tous ces objets sont en série limitée

Les frais de port sont gratuits pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM et l'étranger, ajouter 30 francs au montant de la commande. Merci.

Adresse de livraison

Nom Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :



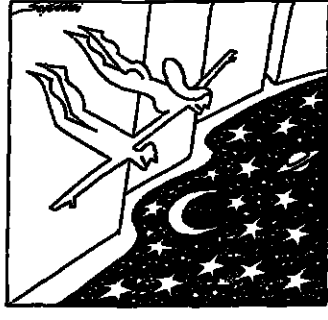
Vous recevrez votre commande en nous retournant le bon ci-dessus, accompagné de votre règlement par chèque à :

Le Monde - Promotion
21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05

Mimos à Périgueux

Drôle ou grave, le nez est à l'honneur du Festival du mime

C'EST LE RENDEZ-VOUS du mime au sens large, théâtre visuel, danse, masques. Mimos bruyant ou silencieux, drôle ou grave, avec des spectacles de rue chaque après-midi, des rencontres avec le public et même du cinéma, parlant. Orchestre par Peter Bu, le Festival ne présente pas de créations mais invite des compagnies étrangères rarement ou jamais vues. A Mimos 96, le nez est à l'honneur et le Festival s'ouvre avec *Le jour des petites lunes*, le spectacle des Nouveaux Nez, les magnifiques clowns français diri-



gés par André Riot-Sarcey. Une Américaine initiée au buto, Maureen Flemming (*Eros*) (les 5 et 6), fréquente un clown russe sans nez rouge, Evgeni Sitokine (le 8). Les deux frères britanniques, Ralf, Ralf (les 9 et 10), dont l'univers flotte entre danse et musique, se frottent, quant à eux, au Nez en moins du duo masqué allemand Habbe et Melk (le 11).

★ Du 5 au 11 août. Nouveau Théâtre de Périgueux, 1, place d'Aquitaine, 24 000 Périgueux. Tél.: 53-53-18-71.

UNE SOIRÉE À PARIS

Le Cirque nu Sur la piste ronde, en plein air, onze saltimbanques fantasques réinventent le cirque dans sa simplicité. Des balles pour des jongleurs, des fils de rêve pour les acrobates, des musiciens qui jouent avec l'eau et le vent. Il y a de la magie dans l'air. Onze poètes de la balle qui inventent dans le jardin des Tuileries des bricolages cocasses, osent des situations pleines d'humour. Avec Maripaula B. Marion Belland, Philippe Charleux, Ezeq Le Floch, Chris Christensen, Babeth Gros, Thi-hia Luong, Jacques Pons, Nicolas Roy, Thierry Dusout. *Cirque Nu-Théâtre d'actions. Compagnie Maripaula B-Philippe Goudard. Paris Quartier d'été. Jardin des Tuileries. Paris 1^{re}. M^{re} Tuile-*

ries. 22 heures, jusqu'au 11 août. Tél.: 44-83-64-40. 60 F et 80 F. Festival d'été de la chanson populaire française Le petit Théâtre Galabru se prête pour l'été à la chanson française 1930-1960. Des voix peu connues pour faire revivre les plus belles chansons de Fréhel, Dami, Mistinguett, Joséphine Baker, Arletty, Piaf... Ici, Paris s'encanaille et renoue avec la tradition du « music-hall » des rues. Lucienne Deschamps jusqu'au 6, Michelle Padellec du 7 au 13, Solange Labat du 14 au 20, Sza-Sza Brohs du 21 au 27, Lucie Landu du 28 au 4 septembre. *Théâtre Montmartre-Galabru, 4, rue de l'Armée-d'Orient. Paris 18^e. M^{re} Blanche. 2 spectacles par soir, 20 h 30 et 22 h 30, jusqu'au 4 septembre. Tél.: 42-23-15-85. 140 F.*

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

L'HEURE DU COCHON

Film britannique de Leslie Magsay, avec Colin Firth, Ian Holm, Donald Pleasance, Amina Annabi, Nicol Williamson (1 h 57). VO: Elyette Lincoln, 8 (43-59-36-14); réservation: 40-30-20-10; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); réservation: 40-30-20-10; MOONLIGHT & VALENTINO

Film américain de David Anspaugh, avec Elizabeth Perkins, Gwyneth Paltrow, Jon Bon Jovi, Kathleen Turner, Whoopi Goldberg (1 h 45). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Majestic Passy, dolby, 16^e (44-24-46-24); réservation: 40-30-20-10; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10); VF: Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); réservation: 40-30-20-10; Les Nation, 12 (43-43-04-67); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins, 13 (47-07-55-88); réservation: 40-30-20-10; Miramar, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Mistral, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-

28-42-27; réservation: 40-30-20-10). ROCK Film américain de Michael Bay, avec Sean Connery, Nicolas Cage, Ed Harris, David Morse, John C. McGinley, Bokeem Woodbine (2 h 16). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Montparnasse, dolby, 6^e; UGC Odéon, dolby, 6^e; Gaumont Majestic, dolby, 8^e (réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8^e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (45-80-77-00); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15^e (réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16^e (44-24-46-24); réservation: 40-30-20-10; UGC Maillot, 17^e; VF: Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (39-17-10-00); Bretagne, dolby, 6^e (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); réservation: 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; UGC Gobelins, dolby, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50); réservation: 40-30-20-10; UGC Convention, dolby, 15^e; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, TFX, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation: 40-30-20-10).

Le Monde propose

UNE MALLETTE PÉDAGOGIQUE pour mieux connaître la presse

• Un jeu de 5 transparents

La course contre la montre pour réaliser un journal La diffusion et l'audience Le coût d'un exemplaire Les métiers de la presse Le multimédia

• Deux dossiers de référence

Un lexique des termes utilisés dans la presse, des tableaux, des chiffres et un jeu... L'histoire du journal, sa structure, sa nouvelle formule...

• Un numéro hors série du Monde Dossiers et Documents

« Les médias en question »

Bon de commande

☐ Je souhaite recevoir une mallette(s) pédagogique(s) au prix de 125 F TTC x F

Adresse de livraison: _____

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Tél.: _____

☐ Je joins un chèque de F à l'ordre du Monde

☐ Je règle dès réception de la facture

Bon de commande à faire parvenir à:

Le Monde - Mallette pédagogique - B.P. 214

76410 SAINT-AUBIN-LES-ELBIEUX ou par téléphone: 16 (1) 32-96-44-85

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

MARDI 6 AOÛT

Vincent Giovanni, Philippe Pennanquer (violoncelle). Œuvres de Vivaldi, Bach, Mozart. Théâtre de l'Île Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris 4^e. M^{re} Pont-Marie. 20 heures, les 6, 7, 8, 9 et 10 août. Tél.: 46-33-48-65. De 60 F à 80 F. Chœur et orchestre Sinfonietta de Paris. Mozart: Requiem. Anne-Marguerite Werster (soprano), Axelle Ekland (mezzo-soprano), Stuart Patterson (ténor), Olivier Peyrebrune (basse), Carlos Giraudo (direction). Église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e. M^{re} Saint-Germain-des-Prés. 21 heures, le 6 août. Tél.: 42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 150 F.

JEUDI 8 AOÛT

Ensemble Ars Antiqua de Paris Saint-Louis et ses contemporains musiciens. Shakespeare et la musique élisabéthaine. Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1^{re}. M^{re} Cité. Saint-Michel. Châtelet. 19 h 15 et 21 h 15, le 8 août. Tél.: 42-05-25-23. De 130 F à 190 F. Octave de France. Beethoven: Septuor op. 20. Lachner: Nonet. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Pont-de-Neuilly. 21 heures, le 8 août; 16 h 30, le 11 août. Tél.: 48-99-93-11. De 100 F à 150 F.

SAMEDI 10 AOÛT

Quatuor Castagnier. Mozart: Quatuor à cordes KV 575. Beethoven: Quatuor à cordes op. 135. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-Pantin. 16 h 30, les 10 et 11 août. Tél.: 44-84-44-64. Entrée libre. Ensemble Ars Antiqua de Paris Musique du Moyen Âge. Musique à la cour de Bourgogne. Musique anglaise du XVIII^e siècle. Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1^{re}. M^{re} Cité. Saint-Michel. Châtelet. 19 h 15 et 21 h 15, le 10 août. Tél.: 42-05-25-23. De 130 F à 190 F.

Quatuor Elysée. Rachmaninov: Quatuor à cordes n° 1. Schubert: Quatuor à cordes n° 1. Les Filles de la Mort. Église Saint-Louis-en-l'Île, Paris 9^e. M^{re} Saint-Louis-en-l'Île. Paris 9^e. M^{re} Pont-Marie. 20 h 45, le 10 août. Tél.: 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 75 F à 120 F. Nicolas Boyer (piano). Œuvres de Chopin. Église Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^{re} Saint-Michel. 21 heures, le 10 août. Tél.: 42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 130 F. Quatuor Muir. Mozart: Quatuor à cordes KV 421. Mendelssohn: Quatuor à cordes op. 44 n° 1. Brahms: Quatuor à cordes op. 67. Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. M^{re} Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 10 août. Tél.: 46-61-00-66.

DIMANCHE 11 AOÛT

Trio Conzonetto. Œuvres de Mozart. Leclair, Mousorgski. Hôpital Cochin. Cloître de Port-Royal, 123, boulevard du Port-Royal, Paris 6^e. M^{re} Port-Royal. 16 heures et 18 heures, le 11 août. Entrée libre. Ensemble vocal Cori Spezzati. Pergolesi: Stabat Mater. Legrenzi: Messe, Magnificat. Ensemble Instrumental Incubabili, Olivier Opdebeeck (direction). Église Saint-Louis-en-l'Île, Paris 9^e. M^{re} Saint-Louis-en-l'Île. Paris 9^e. M^{re} Pont-Marie. 17 heures, le 11 août. Tél.: 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 130 F. Adelfina Gomez (orgue). Œuvres de Liszt, Saint-Saëns, Rameau. Église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris 5^e. M^{re} Luxembourg. 17 h 45, le 11 août. Entrée libre. Jean-François Heisser (piano). Beethoven: Sonates pour piano op. 110 et 111. Falla: Fantasia Berceuse. L'Amour sorcier. Mompou: Chants et danses. Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. M^{re} Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 11 août. Tél.: 46-61-00-66.

DANSE

Une sélection à Paris

Compagnie Anomalie. Josef Nadi: Le Cri du caméléon. Palais-Royal, place du Palais-Royal, Paris 1^{re}. M^{re} Palais-Royal. 22 heures, les 5 et 6 août. 100 F. Passage dans l'an nouveau. Spectacle de chants et de danses rituels autochtones taïwanais. Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 16^e. M^{re} Muette. 21 heures, les 10 et 11 août. Tél.: 42-88-64-44. Entrée libre.

JAZZ

Une sélection à Paris

Awana. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^{re} Galté, Montparnasse-

Bienvenue. 21 heures, le 5 août. Tél.: 43-21-56-70. 100 F. Dany Doriz Orchestra. Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M^{re} Saint-Michel. 21 h 30, les 5 et 6 août. Tél.: 43-26-65-05. 70 F. Jean-Marie Ecay Trio. Baiser saisi, 58, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 heures, les 5, 6 et 7 août. Tél.: 42-33-37-71. 80 F. Claire Lise Vincent. Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^{re} Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 5, 6, 7, 8, 9 et 10 août. Tél.: 43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Marcel Zanini Quartet. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 h 30, le 5 août. Tél.: 42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Ashran M le Groove. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^{re} Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 6 août. Tél.: 43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Jean-Paul Amoureux. Slow Club, 130, rue de Rivoli, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, Pont-Neuf. 22 heures, le 6 août. Tél.: 42-33-84-30. De 60 F à 75 F. George Melino. Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17^e. M^{re} Porte-Maillot. 22 h 30, les 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15 et 17 août. Tél.: 40-68-30-42. 130 F. Olivier Tsimine Quartet. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 h 30, le 6 août. Tél.: 42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Genne Mighty Flea Connors. Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M^{re} Saint-Michel. 21 h 30, du 7 au 19 août. Tél.: 43-26-65-05. 70 F. Luna Yena. Suda, 55, rue de Charonne, Paris 11^e. M^{re} Ledru-Rollin. 21 h 30, le 7 août. Tél.: 43-14-06-36. Entrée libre.

Jean-Loup Longnon Sextet. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 h 30, le 6 août. Tél.: 42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Genne Mighty Flea Connors. Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M^{re} Saint-Michel. 21 h 30, du 7 au 19 août. Tél.: 43-26-65-05. 70 F. Luna Yena. Suda, 55, rue de Charonne, Paris 11^e. M^{re} Ledru-Rollin. 21 h 30, le 7 août. Tél.: 43-14-06-36. Entrée libre.

Jean-Loup Longnon Sextet. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 h 30, le 7 et 8 août. Tél.: 42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Xung Trio. Le Duke, 36, rue Ordener, Paris 18^e. M^{re} Marcadet-Poissonniers. 21 heures, le 8 août. Tél.: 42-54-78-32. Francis Lockwood Trio. Baiser saisi, 58, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 heures, les 8, 9 et 10 août. Tél.: 42-33-37-71. Dany Doriz Orchestra. Slow Club, 130, rue de Rivoli, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet, Pont-Neuf. 22 heures, les 8, 9 et 10 août. Tél.: 42-33-84-30. De 60 F à 70 F. T comme trio. Bateau-théâtre La Balle-au-bond, 3, quai Malaquais, Paris 6^e. M^{re} Pont-Neuf. 22 h 15, le 8 août. Tél.: 40-51-87-06. 40 F.

Fernando Jazz Gang. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^{re} Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 9 août. Tél.: 43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Stefano di Batista, Flavio Boltrio Quintet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 heures, les 9 et 10 août. Tél.: 40-26-46-80. 80 F. Karibo. Bateau-théâtre La Balle-au-bond, 3, quai Malaquais, Paris 6^e. M^{re} Pont-Neuf. 22 h 15, le 9 août. Tél.: 40-51-87-06. 40 F. Tiachou Sadio. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 h 30, les 9 et 10 août. Tél.: 42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Stefano di Batista Quintet. Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12^e. M^{re} Château-de-Vincennes. 16 heures, le 10 août. Tél.: 43-43-92-95. King's Quartet. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^{re} Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 10 août. Tél.: 43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Mériem Serbah Quartet. Bateau-théâtre La Balle-au-bond, 3, quai Malaquais, Paris 6^e. M^{re} Pont-Neuf. 22 h 15, le 10 août. Tél.: 40-51-87-06. 40 F. Megaswing Quintet. Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^{re} Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 11 août, jusqu'au 29 septembre. Tél.: 45-48-81-84. 120 F.

Stefano di Batista Quintet. Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12^e. M^{re} Château-de-Vincennes. 16 heures, le 10 août. Tél.: 43-43-92-95. King's Quartet. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^{re} Galté, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 10 août. Tél.: 43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Mériem Serbah Quartet. Bateau-théâtre La Balle-au-bond, 3, quai Malaquais, Paris 6^e. M^{re} Pont-Neuf. 22 h 15, le 10 août. Tél.: 40-51-87-06. 40 F. Megaswing Quintet. Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^{re} Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 11 août, jusqu'au 29 septembre. Tél.: 45-48-81-84. 120 F.

ROCK

Une sélection à Paris

Alan Haynes. Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8^e. M^{re} Saint-Augustin. 23 h 30, les 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16 et 17 août. Tél.: 42-25-18-06. Entrée libre. Freetown Circus. Horse's Mouth Pub, 120, rue Montmartre, Paris 2^e. M^{re} Sentier. 21 heures, le 9 août. Tél.: 40-39-93-66. Entrée libre.

CHANSON

Une sélection à Paris

Festival d'été de la chanson populaire française. Théâtre Montmartre-Galabru, 4, rue de l'Armée-d'Orient, Paris 18^e. M^{re} Blanche, Abbesses. 20 h 30 et 22 h 30, du 5 au 13 août, jusqu'au 31 août. Tél.: 42-23-15-85. Location Fnac, 140 F. Philippe Pujolle. Le Bourvil, 13, rue des Boulets, Paris 17^e. M^{re} Boulets-Montreuil. 20 h 30, les 6 et 7 août, jusqu'au 14 août. Tél.: 43-73-47-84. 80 F.

MUSIQUES DU MONDE

Une sélection à Paris

Carte blanche à Dédé Saint-Prix. Parc de la Villette, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-la-Villette. 17 h 30, le 11 août. Tél.: 42-03-75-03. Marienda Culpa. Suda, 55, rue de Charonne, Paris 11^e. M^{re} Ledru-Rollin. 19 h 30, les 11 et 18 août, jusqu'au 25 août. Tél.: 43-14-06-36. Entrée libre.

RÉGIONS

Une sélection musique classique, danse, jazz et musiques du monde

MUSIQUE CLASSIQUE

AHUN. Alla Francesca. Chansons de troubadours et de troubères à la cour de Richard Cœur de Lion. Église, 23 Ahun. 21 heures, le 5 août. Tél.: 55-52-14-29. 90 F.

FLAINE. Sungsi Yang (violin), Louis Merlet (alto), René Benedetti (piano). Mozart: Quatuor pour piano et cordes. Schumann: Quatuor pour piano et cordes op. 47. Auditorium, 21, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^{re} Châtelet. 6 août. Tél.: 46-48-03-03. 70 F.

NANCY. Pascal Moragues (clarinette), Hugues Lédère (piano). Debussy: Rapsodie pour clarinette et piano. Brahms: Sonate pour clarinette et piano op. 120 n° 2. Berg: Pièces pour clarinette et piano. Schumann: Romances pour clarinette et piano. Poulenc: Sonate pour clarinette et piano. Salle Pirelli, 54 - Nancy. 20 h 30, le 6 août. Tél.: 83-30-16-55.

PRADES. Soirée romantique. Dvork: Terzetto. Berwald: Septuor pour cordes et vents. Schumann: Quatuor pour piano et cordes op. 47. Nina Ganssen (clarinette), André Cazalet (cor), Amaury Waliez (basson), Miriam Fried, Régis Pasquier, Jean-Pierre Waliez (violin), Paul Billes, Bruno Pasquier (alto), Arto Noras, Alain Menuier (violoncelle), Wolfgang Göttinger (contrebasse), Bruno Rigutto (piano). Abbaye Saint-Michel-de-Cuxa, 66 - Prades. 21 heures, le 5 août. Tél.: 68-96-33-07. De 130 F à 160 F.

Soirée Schubert. Sonate pour arpeggione et piano, Trio pour piano, violon et violoncelle D 898. Miriam Fried, Mihail Martin (violin), Arto Noras, Frans Helmeijer (violoncelle), Christian Haldi (piano). Abbaye Saint-Michel-de-Cuxa, 66 - Prades. 21 heures, le 7 août. Tél.: 68-96-33-07. De 130 F à 160 F.

Casals à Paris. Poulenc: Trio pour piano, hautbois et basson. Debussy: Sonate pour flûte, alto et harpe. Ravel: Introduction et allegro. Camille Saint-Saëns: Concerto. Abbaye Saint-Michel-de-Cuxa, 66 - Prades. 21 heures, le 9 août. Tél.: 68-96-33-07. De 130 F à 160 F.

REIMS. Trio Wanderer. Schubert: Trio pour piano, violon et violoncelle D 898. Dvork: Trio pour piano, violon et violoncelle op. 90. Manège, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 - Reims. 19 heures, le 6 août. Tél.: 26-77-45-25.

Quatuor Kandinsky. Schumann: Quintette pour piano et cordes op. 44. Franck: Quintette pour piano et cordes. Marc Vieuxfort (violin). Manège, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 - Reims. 19 heures, le 6 août. Tél.: 26-77-45-25. Giovanni Bellucci (piano). Chopin: Ballade op. 23. Andante spianato et Grande Polonaise brillante. Schumann: Fantaisie op. 17. Liszt: Rhapsodie hongroise. Gottschalk: Souvenir d'Andalousie, Caprice de concert. Manège, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 - Reims. 19 heures, le 8 août. Tél.: 26-77-45-25.

LA ROQUE-D'ANTHÉRON. Anna Kravtchenko (piano). Schumann: Carnaval de Vienne, Fantasiestücke op. 12. Parc du château de Florans, 13 - La Roque-d'Anthéron. 20 heures, le 6 août. Tél.: 42-50-51-15. Fou Ts'ong (piano). Schumann: Kreisleriana, Scènes de la forêt. Parc du château de Florans, 13 - La Roque-d'Anthéron. 21 h 30, le 6 août. Tél.: 42-50-51-15. Brigitte Engerer (piano). Schumann: Scènes d'enfants, Carnaval. Parc du château de Florans, 13 - La Roque-d'Anthéron. 23 heures, le 6 août. Tél.: 42-50-51-15. Kenneth Gilbert (clavécin). Chambonnières: Pavane, Canaries. Anglbert: Allemande du vieux Gautier. Chaconne du vieux Gautier. Gautier: Tombeau de M. de Méanseau, Chaconne. Couperin: Suite en sol. Froberger: Toccata, Suite. Bach: Suite française BWV 812, Prélude, fugue et allegro BWV 998. Abbaye de Silvacane, 13 - La Roque-

d'Anthéron. 18 heures, le 8 août. Tél.: 42-50-51-15. Henri Barda (piano). Chopin: Impromptus, Mazurkas, Ballade, Scherzo, Barcarolle, Valses, Debussy: Estampes. Prokofiev: Sonate pour piano op. 8. Parc du château de Florans, 13 - La Roque-d'Anthéron. 21 h 30, le 8 août. Tél.: 42-50-51-15. Jean-Efflam Bavouzet (piano). Haydn: Sonates pour piano. Parc du château de Florans, 13 - La Roque-d'Anthéron. 20 heures, le 9 août. Tél.: 42-50-51-15.

Alain Planès (piano). Haydn: Sonates pour piano. Parc du château de Florans, 13 - La Roque-d'Anthéron. 23 heures, le 9 août. Tél.: 42-50-51-15. SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGS. Stephan Kovacevich (piano). Bach: Prélude et fugue. Beethoven: Sonate pour piano op. 10 n° 1. Schumann: Scènes d'enfants. Schubert: Sonate pour piano D 959. Cathédrale, 21 - Saint-Bertrand-de-Comminges. 21 h 30, le 6 août. Tél.: 61-88-32-00. De 100 F à 200 F.

SAINT-CÉRÉ. La Cambiale di matrimonio de Rossini. Jean Vendassi (baryton), Béatrice di Carlo (Fanny), Etienne Lescaort (Edoardo), Richard Lahady (Slook), Eric Perez (Norton), Anne Barbier (Clarina), Orchestre du Festival de Saint-Céré, Didier Lucchesi (

« Vache folle » : l'hypothèse d'une transmission par le lait suscite une polémique en Grande-Bretagne

Malgré les démentis officiels, des scientifiques réclament de nouvelles expérimentations

UNE POLÉMIQUE se développe en Grande-Bretagne concernant la transmission de l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle » via le lait et les produits laitiers. Cette polémique est née de l'annonce faite, le 1^{er} août, par le gouvernement britannique d'une possible transmission au veau de l'agent de l'ESB (Le Monde du 3 août). Scientifiquement démontrée, une telle possibilité – qui était jusqu'à présent généralement tenue pour fort peu vraisemblable – soulève une série de questions fondamentales concernant les modalités de transmission de l'agent pathogène. Ce dernier passe-t-il de la vache au veau durant le vêlage ou durant la gestation ? La transmission s'effectue-t-elle par l'intermédiaire du sang ou du lait ? Faute de pouvoir fournir une réponse scientifique documentée et indiscutable, toutes les hypothèses, à commencer par les plus alarmistes, peuvent

être avancées. Dans son édition du 4 août, l'hebdomadaire *The Observer* indique que le gouvernement britannique a mis en œuvre de nouvelles expériences au laboratoire vétérinaire central de Weybridge afin d'établir si des veaux nourris avec du lait provenant de vaches contaminées pouvaient ou non être atteints d'ESB. Selon l'hebdomadaire britannique, les premiers résultats seraient attendus pour le mois d'octobre.

La méthodologie des différentes expériences conduites depuis 1990 n'aurait pas permis de conclure de manière fiable, le gouvernement britannique se fondant toutefois sur ces dernières pour affirmer que la consommation de lait de vache ne présentait aucun risque sanitaire pour l'homme.

Le docteur Harash Narang, l'un des scientifiques qui soutient depuis longtemps l'hypothèse de la transmission de la vache au veau, estime que l'on ne peut pas exclure

que le lait soit l'un des vecteurs de l'agent de l'ESB. « Bien que le risque soit, avec le lait, très faible, je n'ai quant à moi aucun doute sur le fait que ce risque existe », a-t-il déclaré le 3 août, ajoutant que l'absence de preuves scientifiques tenait au fait que l'on ne dispose pas, pour l'heure, de méthodes permettant de mesurer les faibles taux d'infectiosité. Les travaux expérimentaux dans ce domaine ont été conduits dans différents laboratoires britanniques et ont été publiés en juin 1995 par le *Veterinary Record*.

Ces travaux ont, rappelle *The Times* dans son édition du 5 août, consisté à nourrir durant quarante jours des souris susceptibles de développer l'équivalent de la nouvelle maladie bovine avec du lait provenant de vaches contaminées par l'agent de l'ESB ou à injecter ce lait par voie intracérébrale chez d'autres souris. Aucun des rongeurs n'a contracté la maladie, alors qu'ils la développent généralement lors-

qu'on réalise chez eux des injections intracérébrales de tissus nerveux contaminés. Pour sa part, le gouvernement britannique a démenté dans la soirée du 4 août avoir ordonné de nouvelles expériences sur ce thème. Un porte-parole du ministère de l'Agriculture a déclaré qu'il s'agissait là d'une « absurdité », rappelant notamment que le comité consultatif scientifique avait conclu que le lait de vache ne présentait aucun risque.

La dernière consultation des experts internationaux sur les ma-

Jean-Yves Nau

Une centrale nucléaire rejetée par référendum au Japon

Une première pour la démocratie nipponne

TOKYO

de notre correspondant

Une petite commune de 30 000 habitants de la préfecture de Niigata sur la mer du Japon, Maki, pourrait avoir donné une nouvelle impulsion à la démocratie japonaise. A l'issue du premier référendum organisé, dimanche 4 août, à propos de l'implantation d'une centrale nucléaire, 60 % des habitants ont répondu « non ». Au-delà des conséquences que ce vote « historique » peut avoir sur le programme nucléaire nippon, cette première expression de la démocratie directe dans un pays où le monde politique donne la triste image de son incapacité, pourrait constituer un sursaut salutaire. Le taux de participation au référendum de Maki (88,9 %) tranche avec celui des consultations nationales, qui a atteint un record d'abstention lors des élections sénatoriales de juillet 1995 (55,5 %). Il démontre que, s'il

existe une fracture ouverte entre les partis et l'électorat, il n'y a pas pour autant une démission du citoyen japonais.

L'initiative de Maki ne fera que confirmer la volonté des habitants d'Okinawa, qui, au niveau de la préfecture cette fois, exprimeront directement le 8 septembre leur opinion sur la question de la présence des bases militaires américaines dans leur archipel. Deux autres municipalités envisagent d'organiser des référendums sur l'implantation de centrales nucléaires.

Le référendum est peu courant au Japon : il est prévu dans la Constitution en cas de révision de celle-ci et peut être pratiqué également au niveau local (à la demande de 2 % des habitants), mais son résultat n'a pas force contraignante. Du point de vue du droit, celui de Maki ne peut donc remettre en cause la décision de la compagnie d'électricité Tohoku Denryoku de construire une centrale en 1999. Il reste que le gouvernement pourra difficilement ne pas tenir compte de la volonté populaire qui a été exprimée. Le programme nucléaire japonais, qui prévoit qu'au début du siècle prochain 43 % de l'énergie électrique produite dans l'archipel sera d'origine nucléaire, « risque d'être affecté », écrit l'*Asahi*. D'autant que la fuite de sodium survenue en décembre dans le surgénérateur de Monju, qui est arrêté depuis, a ravivé le débat sur le nucléaire.

Pourtant, la compagnie d'électricité s'est employée à dédommager les pêcheurs et à convaincre les habitants de vendre leurs terrains. De solides indemnités étaient en outre promises à la commune. En 1994, un maire jusque-là favorable au gel du projet tourna casaque et se déclara prêt à vendre les terrains de la commune. Les opposants s'organisent et réussissent à obtenir la majorité au conseil municipal qui demanda un référendum : désavoué, le maire démissionna et fut remplacé en janvier dernier par le chef des opposants, Takaaki Sasaguchi.

Philippe Pons

Patrick Poivre d'Arvor porte plainte contre le paparazzi qui l'accuse de violences et séquestration

SELOU SON AVOCAT, M^{re} Bernard Prevost, Patrick Poivre d'Arvor devait porter plainte, lundi 5 août, auprès du doyen des juges d'instruction de Créteil pour violation de domicile et atteinte à la vie privée, contre Franck Skopuran, un paparazzi âgé de trente ans. Ce nouvel épisode judiciaire fait suite à la plainte que Franck Skopuran a déposée, mardi 30 juillet, pour vol, violences et séquestration contre le présentateur-vedette de TF1 et son frère, Olivier. Le photographe, qui tentait de les prendre en photo durant leurs vacances en Grèce, affirme que les deux frères l'auraient agressé et qu'ils auraient détruit son matériel (Le Monde du 2 août).

Le présentateur dément formellement cette version des faits. Il a fait savoir au Monde que « cet individu ment effrontément sur sa vie : je lui ai bien déchiré sa carte de presse mais j'en ai conservé les deux morceaux pour qu'on puisse les lui remettre à nouveau comme une Légion d'honneur ». Patrick Poivre d'Arvor ajoute : « Il n'a d'ailleurs jamais cessé de nous mentir depuis le début : sa nationalité, son nom, sa profession : médecin, puis, lorsque nous avons découvert sa carte de presse, journaliste sportif et enfin spécialiste des couchers de soleil ! Il nous a dit être venu seul, puis à deux, puis à trois, puis à cinq ! Il semblait d'ailleurs craindre les représailles de ceux dont il nous a donné les noms et dont il ne partagerait pas le butin : plusieurs centaines de milliers de francs pour

quelques photos volées le plus illégalement du monde, sans que cela ne choque apparemment personne. »

Regrettant que les médias, en se faisant l'écho de la plainte du photographe, « offrent une tribune de respectabilité à un paparazzi affabulateur », Patrick Poivre d'Arvor déclare avoir « pu consulter » le carnet de Franck Skopuran. « Il révèle des fautes constantes sur des personnalités de la politique, du cinéma » affirme-t-il, avant d'ajouter que le photographe lui aurait « avoué avoir honte de ce métier, que sa femme le reprouvait et qu'en pensant au regard de sa fille, il savait combien la mienne avait souffert de cette presse à scandale ».

Dans l'immédiat, Patrick Poivre d'Arvor a choisi de prendre le large : il participera prochainement, sur le catamaran *Latterie de Saint-Malo*, à la quatrième édition de la course Québec-Saint-Malo qui partira des rives du Saint-Laurent le 11 août. Par ailleurs, la journaliste Claire Chazal a fait interdire toute publication de photos la représentant sur l'île de Skyros. Le juge des référés de Nanterre, qu'elle avait saisi, vendredi 2 août, a répondu positivement à sa requête : la société Prismas Presse (éditrice du magazine *Voici*), l'agence de photographes qui avait commandé le reportage et les cinq paparazzi qui avaient suivi la présentatrice, ne pourront exploiter aucun cliché pris à l'occasion de ce séjour. L'hebdomadaire à sensation a décidé de repousser sa parution de vingt-quatre heures.

La restitution de forêts à l'Eglise divise le clergé tchèque

PRAGUE

de notre correspondant

Faut-il restituer les biens ecclésiastiques confisqués par les communistes à l'Eglise catholique ? Faut-il séparer l'Eglise de l'Etat ? Ces deux questions qui préoccupent responsables politiques et religieux depuis cinq ans est le sujet politique numéro un du pluriel tchèque. Le problème, remis à l'ordre du jour le mois dernier par la coalition gouvernementale de centre droit qui avait été incapable de le régler pendant la précédente législature, avait failli coûter l'investiture au nouveau cabinet du premier ministre Vaclav Klaus (Le Monde du 27 juillet). Le projet de restituer 175 000 hectares de forêts et quelque 500 bâtiments ayant appartenu jusqu'en 1948 aux ordres religieux et aux diocèses, comme en étaient convenus les trois partis de la coalition le 17 juillet, avait provoqué une levée de boucliers dans l'opposition social-démocrate et communiste qui dispose, avec les républicains (extrême droite) de la majorité des sièges au Parlement.

Outre cette opposition, qui s'appuie sur un anticléricalisme largement répandu dans la société, l'intention de restituer les forêts à l'Eglise divise aussi le clergé catholique, qui a affiché, pour la première fois ouvertement, ses divergences internes. Vaclav Dvorak, le vicaire général de Česká Budejovice (Bohême du Sud), s'est prononcé à la télévision « contre la restitution des forêts qui sont dans un mauvais état ». « L'Eglise n'a pas les moyens financiers ni les spécialistes pour gérer ces propriétés », a-t-il expliqué. Recommandant qu'il ne partageât pas l'opinion du cardinal Miroslav Vlk, primat de Bohême et

virent partisan des restitutions, M. Dvorak préférait que « l'Etat continue à gérer les biens de l'Eglise, comme il le fait depuis plus de quarante ans, et verse une part des revenus pour le fonctionnement des Eglises ».

SÉPARATION EN L'AN 2000

La hiérarchie catholique, qui n'a pas été officiellement consultée, a été surprise par la proposition de la coalition gouvernementale. Après avoir bataillé pendant quatre ans avec le parti de M. Klaus pour obtenir ces restitutions, le projet du cabinet apparaît de plus en plus comme un cadeau empoisonné. Il est en effet lié à une contrepartie : l'Eglise devrait voir les contributions de l'Etat diminuer d'un quart par an pour aboutir à leur séparation en l'an 2000. Pour l'économiste de la conférence épiscopale, Mojmir Kalny, les revenus des forêts pourraient atteindre au mieux de 50 à 60 millions de couronnes par an (de 10 à 12 millions de francs). Or la contribution de l'Etat au fonctionnement de l'Eglise s'élève aujourd'hui à 412 millions de couronnes (82 millions de francs) pour un budget global de près de 1 milliard de couronnes (200 millions de francs).

C'est pourquoi le porte-parole de la conférence épiscopale, Miloslav Fiala, a glissé adroitement, dans le débat qui rebondit chaque jour, que l'Eglise aura besoin d'une autre source de financement. L'épiscopat tchèque est favorable au système italien de l'« assignation » qui permet à chaque contribuable d'affecter un pourcentage de ses impôts à une Eglise ou à une fondation. Mais le gouvernement de M. Klaus a déjà rejeté dans le passé une telle proposition. De plus, le premier

ministre a clairement laissé entendre que, en cas de restitution des forêts, l'Eglise catholique n'aurait le droit à aucune autre forme de financement via le budget de l'Etat à partir de l'an 2001. « Si l'Eglise n'accepte pas ces conditions, il faudra reprendre les négociations à zéro », a renchérit Jan Skrasy, un proche de M. Klaus, chargé des dis-

cussions sur la question des biens ecclésiastiques avec ses partenaires chrétiens-démocrates et libéraux de la coalition. Ce n'est donc pas encore cette fois-ci que la réponse sera trouvée aux deux questions qui indisposent les hommes politiques, le pays et le clergé.

Martin Plichta

Légère progression à Paris

LA BOURSE de Paris était en hausse, lundi 5 août, en fin de matinée. A midi, l'indice CAC 40 gagnait 0,29 %, à 2 029,19 points, dans un marché peu actif. Il avait ouvert en repli de 0,07 %.

Les actions françaises étaient soutenues par la forte progression, vendredi 2 août, de Wall Street. La Bourse new-yorkaise avait gagné 1,52 %, les investisseurs se montrant rassurés par les statistiques du chômage, qui ont reflété un léger ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et éloigné la perspective d'un resserrement de la politique monétaire américaine.

Les obligations européennes étaient bien orientées, lundi. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, s'inscrivait à 123,82 points, en hausse de huit

centièmes par rapport à son cours de clôture de vendredi.

Sur le marché des changes, le dollar s'inscrivait en baisse. Il s'échangeait à 1,4735 mark, 106,90 yens et 5,01 francs. La faiblesse du billet vert affectait les devises européennes. Le franc cédait du terrain face à la monnaie allemande, cotant 3,3980 francs pour 1 deutschemark.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	0508 Titres	Cotations
	échanges	en %
Axa	17600	4447958
LVMH Moët Huiton	33459	38135724
UAP	34512	3726197670
Euro (Cde des)	58903	31164179
Saint-Gobain	35428	22494382
Carrefour	7663	21189807
Total	56245	202174410
Peugeot	15511	16258353
Elf Aquitaine	48335	1757884110
S.T.A.	15421	17401022

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 5 août, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20940,40	-0,21	+6,08
Hong Kong Index	10962	+1,60	+9,64

Tokyo Nikkei sur 3 mois



MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 01/08	% 31/07	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	336,6400	+0,04	327	331
Ecu	6,3635	-0,04	—	—
Etats-Unis (100 \$)	5,0080	+0,04	47100	47100
Belgique (100 F)	16,4775	+0,04	15,9000	17
Pays-Bas (100 fl)	302,7300	+0,08	—	—
Italie (1000 li)	3,2975	+0,09	3,0700	3,5200
Danemark (100 kr)	87,8900	+0,05	83	95
Irlande (100 Ir)	8,1025	+0,17	7,7300	8,4800
Grande-Bretagne (1 £)	7,7940	+0,25	7,3800	8,2300
Grèce (100 drach)	2,1235	+0,02	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	76,0900	+0,42	71	81
Suisse (100 F)	417,1600	+0,05	405	429
Norvège (100 kr)	78,7000	+0,18	74	82
Autriche (100 sch)	48,2610	+0,04	46,7000	49,8000
Espagne (100 pes.)	3,9800	+0,08	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc)	3,3000	+0,15	2,9500	3,5500
Canada 1 dollar ca	3,6446	+0,48	3,3500	3,7300
Japon (100 yens)	4,6730	+0,15	4,4500	4,8900

Tirage du Monde daté dimanche 4-lundi 5 août 1996 : 539 213 exemplaires 3

هكذا من الأصل